

86374

Radio-Télévision

# Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15088 - 7 F -

- DIMANCHE 1<sup>er</sup> - LUNDI 2 AOUT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUBE



## Le comité monétaire de la CEE réuni d'urgence

### Deux visions incompatibles

A guerre qui oppose les spéculateurs internationaux aux banques centrales autour du avenir du système monétaire européen (SME) est aussi un choc entre deux cultures. Les enjeux financiers et politiques immédiats sont certes considérables. Mais, au-delà, se heurtent deux conceptions des organisations économiques, l'une inspirée des idéologies libérales anglo-saxonnes, l'autre d'une idée continentale plus dirigiste. Très favorable à cette dernière, la France s'en trouve isolée sur la scène internationale.

En matière de changes, le débat divise traditionnellement les partisans des systèmes de taux variables à ceux qui préfèrent des systèmes fixes. Pour les premiers, les monnaies sont des marchandises comme les autres et leurs prix doivent fluctuer librement en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes. Pour les seconds au contraire, les monnaies, étalons de la valeur dans des espaces nationaux, ne sont pas des biens comme les autres. Il faut leur assurer une certaine stabilité.

C'EST cette dernière conception qui avait été à l'origine du SME, quelques années après l'effondrement du système de l'étalon-or de Bretton-Woods. Conditionnés par des politiques économiques convergentes, des taux de change fixes mais ajustables sont apparus aux inventeurs du SME comme une garantie du succès du marché unique élément essentiel donc de la prospérité européenne.

Indépendamment de leur affiliation politique, les dirigeants français ont dans leur quasi-unanimité toujours été convaincus de la supériorité d'une organisation des marchés des changes. Valéry Giscard d'Estaing fut, avec Helmut Schmidt, le père du SME. François Mitterrand a plaidé pendant longtemps, au sein du groupe des sept grands pays industriels, le G7, en faveur d'une meilleure coordination des politiques de changes. Il l'a encore rappelé cette année à Tokyo. Edouard Balladur avait, alors qu'il était ministre des finances, entre 1986 et 1988, défendu une réforme du système monétaire international, préconisant grosso modo l'instauration d'un SME mondial. Il l'avait encore évoquée dans son discours de politique générale, début avril.

CETTE unanimité est propre à la France. En Europe, on n'en retrouve une semblable que dans un seul pays, la Grande-Bretagne, mais en faveur du système opposé. Les Britanniques sont viscéralement attachés au libre-échange non seulement en matière commerciale mais aussi sur le plan monétaire. Paris a de ce fait beaucoup de mal à trouver à l'étranger des alliés pour sa cause. Fière de son mark, l'Allemagne a toujours entretenu à cet égard une certaine ambiguïté.

Le SME, lorsqu'il fonctionnait bien, dans la seconde moitié des années 80, contribuait à rapprocher les points de vue. La stabilité relative y était perçue comme source de prospérité. Elle était en outre favorisée par la perspective de la monnaie unique, troisième pôle d'un système mondial à côté du dollar et du yen. Aujourd'hui, les troubles du SME conduisent à un durcissement des positions des uns et des autres.

Jusqu'au dernier moment, les banques centrales sont intervenues massivement pour empêcher plusieurs devises européennes de sortir du SME

Face à la plus grave crise qu'ait connue le système monétaire européen (SME), le comité monétaire de la CEE devait se réunir d'urgence, samedi 31 juillet dans l'après-midi, à Bruxelles. La veille, les banques centrales, dont la Bundesbank, avaient dû intervenir massivement pour empêcher la sortie du SME de plusieurs devises, parmi lesquelles le franc français. Vendredi, après un entretien avec le président de la République, Edouard Balladur avait déclaré : « La France ne se laissera rien imposer. »

### Bras de fer franco-allemand

par Erik Izraelowicz

En arrivant à Matignon, Edouard Balladur savait qu'il aurait, tôt ou tard, à aborder de front la question allemande. Depuis que le chancelier Helmut Kohl a décidé, seul ou presque, en 1989, des conditions, quasi impossibles à réaliser, de la réunification des deux Allemagnes, l'Europe, et en particulier l'Europe monétaire, est dans une situation riche de conflits permanents. Il s'agit de savoir qui paie pour cette absorption de l'ex-RDA par la RFA : les contribuables ou les emprunteurs allemands d'un côté, ou les partenaires de la CEE de l'autre. Aujourd'hui, plongée dans une profonde récession, la France a le sentiment d'avoir payé son écot. Les Allemands - Bonn et Franc-

fort - le comprennent-ils ? Derrière le soutien jusqu'ici indéfectible de la parité franc/mark, c'est l'enjeu de la partie de bras de fer qui oppose les deux pays dans la crise monétaire actuelle.

Avant même d'avoir été nommé premier ministre, Edouard Balladur avait eu, en février-mars dernier et comme François Mitterrand en mars 1983, ses « visiteurs du soir » (1). Plusieurs industriels et financiers « balladuriciens » lui avaient alors suggéré d'engager, dès sa nomination à Matignon, une partie de bras de fer avec les Allemands.

Lire la suite page 11

(1) En mars 1983, des industriels et dirigeants socialistes vinrent le soir à l'Elysée, pour tenter de convaincre le président François Mitterrand de sortir le franc du SME. Or les a appelés les « visiteurs du soir ».



### Lire également

- Le franc au-dessous de son cours-plancher par FRANÇOISE LAZARE
- Un entretien avec l'économiste en chef de Salomon Brothers page 11
- Flémée sur les places européennes
- Dévaluation ou déflation, un point de vue de RUDI DORNBUSCH page 12
- Le SME au bord de l'implosion
- L'effort de la Buba page 13
- L'empire de la déshébertation, par PATRICK ABREAU page 14

## Accord à Genève sur l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine

La présidence bosniaque a accepté « provisoirement » la création d'une « Union » de trois Républiques

par Yves Heller

Les responsables musulmans, serbes et croates, réunis depuis mardi à Genève, se sont mis d'accord, vendredi 30 juillet, sur un projet constitutionnel prévoyant la création d'une « Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine ». Ces Républiques seraient au nombre de trois, chapeotées par un pouvoir central dont les compétences se borneraient à la politique étrangère ainsi qu'au commerce extérieur. Les parties

au conflit doivent encore se pencher sur la délimitation des frontières.

« Provisoire », « conditionnel » : le président bosniaque Alija Izetbegovic a multiplié les adjectifs pour relativiser le geste qu'il venait de faire, vendredi 30 juillet, à Genève sous la pression d'une communauté internationale impatiente d'en finir avec le conflit bosniaque. M. Izetbegovic a fini, en fin d'après-midi, par donner son accord à un projet constitutionnel présenté par les

média internationaux et entérinant l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine, dont les trois « Républiques constitutives » ne seront réunies que par les liens lâches d'une « Union » au pouvoir central faible. Serbes et Croates ont, ce revanche, applaudi à cet « accord » qui répond pour l'essentiel à leurs vœux.

Rien, toutefois, n'a encore été signé, et le plus dur reste à faire : désigner les frontières des trois « Républiques » qui, même si le texte ne le dit pas explicitement,

seront définies sur une base purement ethnique, c'est-à-dire sur un principe contre lequel les musulmans se battent depuis plus d'un an. En milieu de journée, d'ailleurs, l'affaire paraissait enterrée : le président Izetbegovic n'avait pas pris de gants pour affirmer publiquement le rejet par la présidence bosniaque des propositions qui lui étaient faites par les médiateurs, David Owen (pour la CEE) et Thorvald Stoltenberg (pour l'ONU).

Il s'agissait justement d'un pro-

jet... d'« Union », présenté par leurs auteurs comme une « synthèse » des décisions des uns et des autres, supposé être à mi-chemin entre la fédération préconisée par les musulmans et la confédération défendue par les Serbes ainsi que par les Croates. Un projet que certains membres de la présidence collégiale bosniaque, refusant toute « capitulation », n'hésitaient pas à qualifier d'« inacceptable ».

Lire la suite et nos informations pages 3 et 4

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

### LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malheur, sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur : à condition de savoir le chercher. Le club de l'ancien de bricolage, le stade ou la grande nature pour la marche à pied, le club de vacances que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi. Des destinations, Kenneth White et Jacques Lanzmann, à la sociologue, Veronique Nahoum-Grappe, ne photos plus, Michel Lévy-Cavallotti, un historien, Roger Chastel, ont enseigné. André Chastel, racontant leur monde d'après la guerre, de ces lieux de bonheur.

### QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien parler un langage commun. Forcément l'anglais ? Les langues ne sont pas faites pour la communication internationale. Comment alors sauver la cause européenne qui ne peut s'exprimer qu'à travers une langue ou des langues européennes ?

Numéro spécial été - 30 F.

## Chez les peintres

De Frank Stella à Roy Lichtenstein, une visite à six artistes majeurs américains

Après deux séries d'été consacrées, en 1991 et 1992, aux peintres français, nous consacrons six articles à six artistes américains. A travers eux, chaque semaine (dans le Monde du samedi) c'est une brève histoire de la peinture américaine qui sera retracée.

Jusqu'en 1945, la peinture du Nouveau Monde fait figure, en Europe, de parent pauvre. Puis vient l'explosion. En quelques années Gorky, Pollock, De Kooning, Rothko et Newman assurent la royauté universelle de l'expressionnisme abstrait, auquel la France est seule à demeurer rebelle. New-York détrône Paris. Secouée par la puissance économique des Etats-Unis, la peinture de la côte Est donne le ton. A la génération héroïque des années 40 succèdent celle du pop art, dont les maîtres se nomment Johns, Rauschenberg ou

Lichtenstein, et celle du minimalisme, de Kelly et de Stella. Dès lors, le pli est pris. Le destin de l'art contemporain se joue à Soho et sur West Broadway.

Cette situation a duré un quart de siècle, jusqu'à l'apparition de nouveaux Européens, en Allemagne, en Italie, en Espagne ou en France - et jusqu'à la crise du marché. Aujourd'hui le titan doute et hésite, ayant perdu ses certitudes. L'heure des interrogations et des analyses est venue.

C'est à cet exercice que se sont livrés les six peintres américains auxquels nous avons rendu visite. Frank Stella, par qui nous commençons notre série, a remis en cause les fondements même de l'abstraction. Roy Lichtenstein a été l'un des fondateurs du pop art. Ellsworth Kelly a poussé à l'extrême la quête de la couleur et de la forme pures. Malcolm Morley est l'irrégulier par excel-

lence, hostile depuis trente ans à toute école et à toute étiquette. Eric Fischl s'est rompu avec les avant-gardes et se dit peintre réaliste. Lydia Dane est l'une des figures de la nouvelle génération, celle qui veut reconstruire sur les ruines du passé.

PHILIPPE DAGEN

Lire page 9

### RADIO-TÉLÉVISION

#### Les avocats, ces héros

L'angoissement des télé-spectateurs américains pour les séries judiciaires ne s'est jamais démenti depuis près d'un demi-siècle. Histoire d'un genre.

Lire pages 18 et 17 dans notre supplément

M0146 - 0801 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 Dirhams, 280 m ; Algérie, 250 DM ; Autriche, 26 ATG ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 Kr ; Espagne, 190 Ptas ; Grèce, 250 Dr ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 Kron ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 Ptas ; Suède, 450 F ; Suisse, 1,50 Fr ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2 \$.

## SUR LA ROUTE DES CROISADES

par Jean-Claude Guillebaud

**S**ubitement, tout change. Le temps parfois brouille les cartes et bouleverse les lieux qu'il travaille comme on le fait d'une cire. Des pays naissent, des cultures, des références nouvelles... Entre Eskisehir (Dorylée) et Konya (Iconium), l'histoire turque a surchargé le chemin que nous suivons maintenant de projets accomplis et de fairs symboliques qui n'existaient pas au onzième siècle. Même à l'état de promesses comme en Europe. De sorte que cet effrayant désert asiatique où s'enfonça l'armée franque, épuisant ses forces jusqu'au seuil de la mort, n'en est plus un. Loin s'en faut. Cette fraction de l'itinéraire anatolien réunit même en un raccourci impeccable les trois composantes de ce qu'Ayberk, mon jeune guide, appelle la « synthèse turque » : modernité triomphante, féodalité continuée et islam renaissant.

## Modernité triomphante ?

C'était un absolu désert. Et quel désert ! Sur ces contreforts du massif de l'Emir-dagh, puis ceux du Sultan-dagh, l'immense convoi de « l'ost Notre-Seigneur » s'était en ce mois de juillet 1097 dans une steppe sauvage et sèche, anéantie par la fournaise. Pas un point d'eau : les rares marais ou étangs de la région sont saumâtres. Pas une ville pour se ravitailler : les cavaliers seldjoukides de Kilidj Arslan qui fuyaient devant l'armée franque avaient pris soin de vider chaque cité de sa population, de boucher les puits et de crever les citernes. Seulement ce désert anatolien ! Blanc, poussiéreux, vertigineux... Et, pendant des jours et des jours – sur près de 300 kilomètres –, une chaleur énorme qui chauffe à blanc les cottes de mailles et brouille l'horizon. « Nous poursuivons les Turcs », écrit l'Anonyme, « à travers les déserts et une terre dépourvue d'eau et inhabitable d'où nous eûmes du mal à sortir vivants. La faim et la soif nous pressaient de toutes parts, et nous n'avions presque rien à manger sauf les épines que nous arrachions et frottions dans nos mains. Là moururent la plus grande partie de nos chevaux ».

L'armée elle-même côtoie la mort. Cela va faire une année – déjà ! – que les lourdes « batailles » franques et

« Li seignor vont à pied dolent et alré. Lor cauces sont rompues, lor solier sont crevé. Dont lor saignent li pié. Teurement ont ploré ».

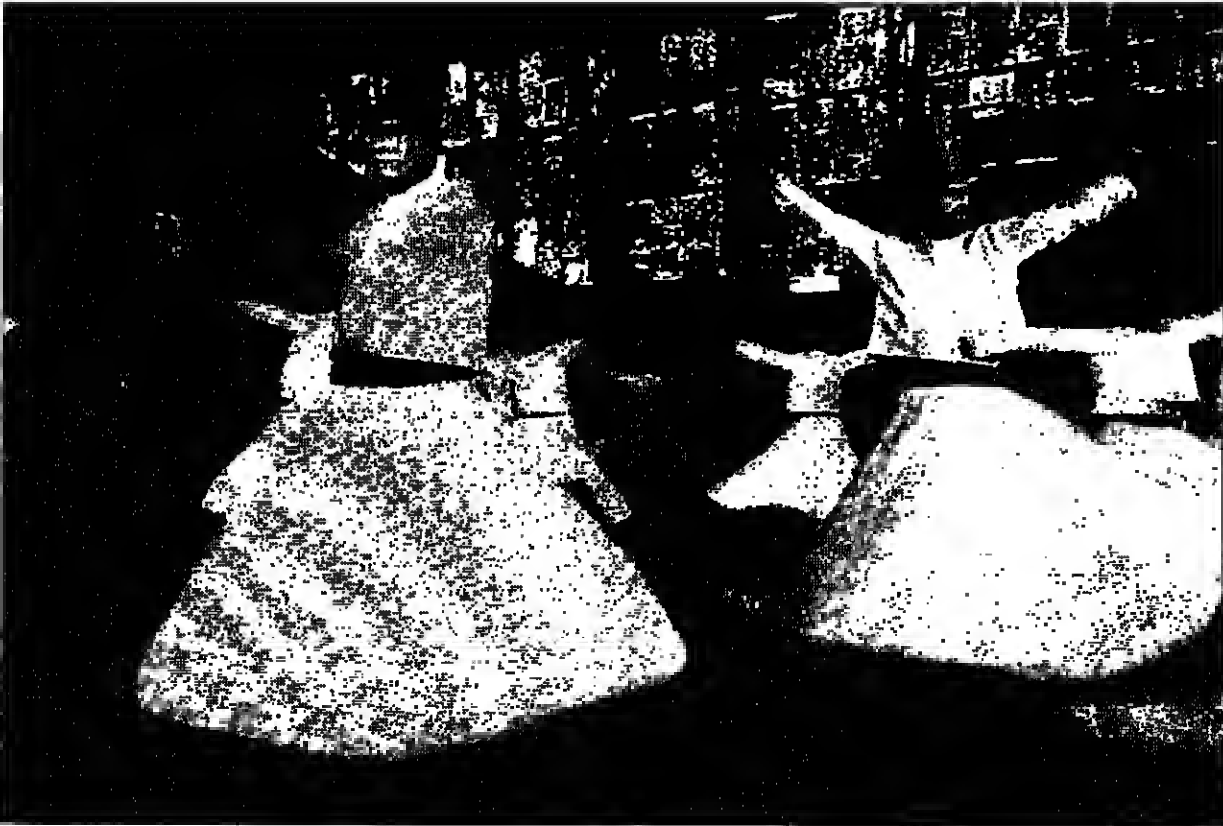
En fait, ces quarante jours de désert sont dévastateurs pour les effectifs des armées, qui s'amenuisent sans cesse depuis le départ de Constantinople. Bien qu'il faille se méfier, en général, des indications chiffrées fournies par les chroniques d'époque, relevons celles d'Albert d'Aix. Pour une seule journée – « un certain jour de sabbat » – durant laquelle une tempête de sable a enveloppé les Francs de ses tourbillons ardents, plus de cinq cents personnes succombent « au tourment de la soif ». Raymond de Saint-Gilles lui-même, le puissant et solide comte provençal, est à ce point affaibli que l'évêque d'Orange lui administre l'extrême-onction.

La fin – provisoire – de ce calvaire n'interviendra qu'après Tyriaion (Ilghun), Laodicée (Jorgan-Ladhiq) et Iconium (Konya), que l'armée atteint aux alentours du 15 août.

**E**n 1993, ce même désert est totalement conquis par les hommes. L'histoire d'un pays tout entier s'est bâtie dessus. Notre route, qui reprend le même itinéraire, traverse des étendues verdoyantes aux cultures tirées au cordeau. A perte de vue, des petits aqueducs d'irrigation en béton pré-moulé quadrillent les champs. Nous doublons sans cesse des tracteurs et des machines agricoles modernes qui ne dépareraient pas nos campagnes. Betteraves, céréales, champs de fraisières et bientôt vergers... Les cités où nous faisons halte – Derbent, Seyitgazi, Emirderg, Bolvadin, Aksebir – ne ressemblent plus à la fournaise inhabitable décrite par les chroniques médiévales ni même à cette « Turquie éternelle » évoquée avec une impavidité racoleuse par les prospectus.

Ce sont les villes moyennes d'une

Konya, la ville des derviches où l'on vénère encore le premier d'entre eux, Yunus Emre.



les foules qui les accompagnent se sont mises en route. Une année entière de souffrances et de fatigues, mais qui paraissent soudain peu de chose au regard de cette inhumaine traversée du désert en plein été oriental. Les chroniqueurs, toujours prompts à relever les analogies bibliques, notent que cette marche titubante de l'armée croisée dure très exactement quarante jours. Les chevaux de trait, comme les « destriers » réservés au combat, meurent les uns après les autres. « Beaucoup des nôtres, raconte Fraucher de Chartres, chargeaient leurs effets, leurs vêtements, leur pain sur des moutons, des chèvres, des cochons ou des chiens. » On voit ainsi les fiers chevaliers francs mourant de soif, contraints d'enfourcher des bœufs « en guise de destriers », et Foucher de Chartres ajoute qu'on « aurait pu en rire, ou peut-être aussi en pleurer de pitié ». Des femmes, dit encore le chroniqueur, accouchent prématurément sur le chemin, « devant tout le monde », et sont contraintes d'abandonner leur enfant.

Trois beaux vers de la Chanson d'Antioche évoquent cette longue

Anatolie bien plus occidentalisée qu'on ne l'imagine. Places propres sous les ombrages, écoliers en uniforme, antennes paraboliques sur les toits, militaires impeccables avec leurs tenues de sortie vertes et leurs casquettes plates... Magasins et boutiques sont au standard européen. On s'arrête, on parle. Ayberk est aussi curieux que moi et, visiblement, plus surpris encore de vérifier la modernité de son propre pays. Aux terrasses des cafés, avec les gens de rencontre, nos conversations débouchent inévitablement sur la question des immigrés turcs en Europe. Une grosse majorité d'entre eux viennent d'Anatolie. Mais, ici, on évoque leur sort avec moins d'apitoiement que d'envie. Revenus d'Allemagne ou de Belgique, ils se font construire de « grandes maisons à trois étages », pour reprendre l'expression d'un notable d'Emirderg (21 000 habitants). Et il n'est pas rare, ajoute-t-il, qu'ils retournent en Europe pour financer la construction d'une « deuxième maison » réservée à la location.

Des maisons ? Cette omniprésence des chantiers de construction ajoute à

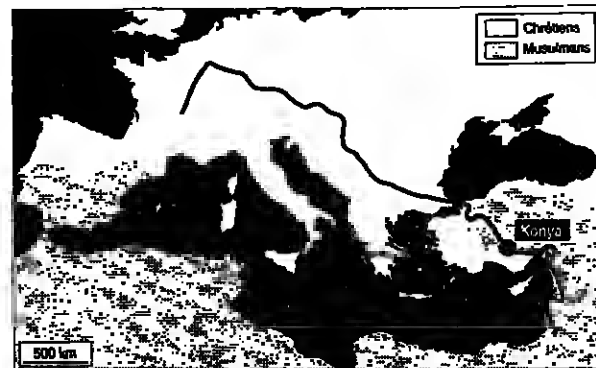
**Modernité triomphante, féodalité continuée et renouveau de l'islam : la Turquie d'aujourd'hui est aux prises avec cette réalité paradoxale. Konya, l'ancien Iconium des Byzantins, demeure l'une des places fortes du fondamentalisme religieux.**

cette forte impression de modernisation accélérée. Chaque ville, petite ou moyenne, que nous traversons est littéralement ceinturée par des cités nouvelles, immeubles neufs, bouquets de grues ou échangeurs routiers. Comme si, depuis une dizaine d'années, une deuxième Turquie surgissait à côté de l'ancienne. Spectaculaires mais prévisibles dans la grande périphérie d'Istanbul, ces chantiers pharaoniques sont plus inattendus dans ce cœur profond de l'Anatolie.

Ils rendent d'autant plus étrange ce spectacle archaïque éternellement recommencé, ce « détail » répété à l'identique sur des centaines de kilomètres de campagne et qui « tire l'œil ». Je veux parler de ces rangées de femmes en costume traditionnel – longues étoffes vives flottant jusqu'à terre, foulards et sandales – qui font dans les champs des taches colorées. Réparties en escouades, elles grattent, sarclent, remuent la terre comme il y a dix siècles pour le compte de quelques grands propriétaires latifundiaires. Ceux-là mêmes que dénoncent les marxistes kurdes du PKK. Des camions amènent ces femmes, toutes debout et serrées épaule contre épaule dans la benne poussiéreuse, puis les ramènent le soir dans leur village.

Le spectacle est d'un autre temps,

## TURQUIE



pierrres et les chapiteaux sculptés de ces édifices bientôt démolis que les Turcs réutilisent pour bâtir leurs mosquées et leurs propres places fortes.

Toutes celles que nous visitons portent témoignage de cette transmutation du byzantin au seldjoukide, du christianisme à l'islam. Ainsi, à Seyitgazi, cette splendide mosquée-forteresse construite sur une colline en 1207 par la mère du sultan Alaaddin Keykubat. Sur les remparts comme sous les porches ou dans les cours intérieures, des inscriptions byzantines subsistent sur les blocs de pierre réutilisés.

Cette terre aujourd'hui, à l'évidence, et plus encore qu'aucune autre, est devenue celle de l'islam turc. C'est la troisième composante de la « synthèse ». Un islam plus austère, plus rigoureux, plus conservateur que dans le reste du pays. Mes compagnons de voyage, Ayberk et Yilmaz, tous deux stanbouliotes et modérément musulmans, ne me dissimulent pas l'indéfinissable appréhension qu'ils ressentent à l'idée de faire étape à Konya. Cette province qui fut celle des grands mystiques soufis et des derviches figure aujourd'hui celle du fondamentalisme et du nationalisme.

L'islam, ici, renaît et s'affiche. De façon spectaculaire. Pas une ville traver-

les maisons de passe et les prostituées slaves venues, comme ailleurs en Turquie, de l'ex-URSS. La plupart des librairies où nous entrons sont aux mains des islamistes. Dans les rues du centre, une voiture munie de haut-parleurs invite bruyamment les habitants à un grand meeting de la Milli Gençlik Vakfı (Fondation de la jeunesse nationaliste). Mais ce strict conservatisme et cette rigueur islamique de Konya ne sont pas le produit d'un accident électoral. Et ils ne datent pas d'hier. C'est un héritage de l'Histoire. La ville fut, de 1076 à 1080, puis de nouveau en 1097, la première capitale de l'Empire seldjoukide. Elle fut surtout, dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle, la patrie d'adoption des grands mystiques et philosophes turcs venus de l'Horas (dans l'actuel Afghanistan). Le plus célèbre d'entre eux, celui dont le destin impressionnait Maurice Barrès, fut Mevlâna Celâleddin, que tous les textes d'aujourd'hui appellent « le grand savant ».

Tout dans la ville – mosquées, musées, miniatures, tombeaux – parle de lui et transmet son enseignement. Et comment rester insensible aux splendeurs du Mesnevi, cet immense poème de 25 618 distiques persans qui est l'œuvre maîtresse de Mevlâna ?

« Ne reste pas sans amour pour ne pas mourir ».

Et meurs dans l'amour pour demeurer vivant ».

Ou encore :

« Écarte donc la lettre, la voix, la parole... Je désire parler avec toi sans leur présence. » Découvrant ces richesses-là, évoquant avec des Turcs l'autre grande figure vénérée à Konya, celle du grand derviche et philosophe Yunus Emre, je repense aux exclamations naïves des chroniqueurs francs du haut Moyen Âge, qui, désignant leurs adversaires seldjoukides, parlaient de « ces peuples barbares », de « cette race d'excommuniés » ou de « la gent mescréante ». Pour les croisés qui s'avancent maintenant vers les montagnes du Taurus et de l'Anti-Taurus, il est évident que les cavaliers turcs qu'ils chassent devant eux sont des primitifs alphabètes dont seule une prompt conversion pourrait assurer le salut.

Or des mystiques aussi subtils et savants que Mevlâna, Yunus Emre ou Gbâzali sont justement contemporains de l'époque des Croisades. Gbâzali est mort en 1111 (an 505 de l'hégire), soit en plein apogée des royaumes francs de Palestine. Mevlâna est né quant à lui en 1201, près d'un siècle avant l'expulsion définitive des Francs (1292) de Terre sainte. Les écrits de ces grands penseurs étaient donc lus, leur enseignement était largement répandu dans le monde musulman à l'époque des Croisades.

Eux, des « barbares » ?

La méconnaissance de l'autre, l'absolue fatuité ethnocentrique que l'Histoire verra si souvent à l'œuvre dans les siècles à venir, sont déjà contenues tout entières dans ce prodigieux « malentendu ». L'ignorance épaisse des soldats francs face à l'islam n'annonce-t-elle pas la balourdise meurtrière des conquérantes devant l'Inca Atahualpa au XVI<sup>e</sup> siècle, le dédain obtus de l'Europe coloniale face à l'Asie de Confucius au XIX<sup>e</sup>, ou encore le crétinisme actuel de ces touristes yankees interrogeant leurs guides au sujet des minarets d'Istanbul : « Est-ce que ça symbolise des fustes spatiales ? » Cela fut dit !

Ce soir-là, bien sûr, nous reparlons encore du renouveau de l'islam turc. Et des inquiétudes qu'il peut légitimement inspirer. Un peu plus tard cependant, dans ma chambre de l'hôtel Hüma, je relis longuement des pages de cette « littérature du Divan » dont Mevlâna Celâleddin fut l'un des grands auteurs. C'est maintenant la pleine nuit et l'heure de la dernière prière. Subitement, les innombrables minarets de la ville s'éveillent et se répondent en une sorte de canon à mille voix dans les cadences très lentes se répétant de quartier en quartier. Je m'accoude longuement à la fenêtre. L'endroit ne se prête ni aux émerveillements convenus ni aux naïvetés orientalistes. Mais que dire de ces milliers d'appels dans la nuit, sinon qu'ils sont plus troublants que les discussions de la journée ?

Et pathétiquement beaux. ■

12. – Konya  
l'appel des derviches

sée où nous ne comptons deux, trois, cinq mosquées nouvelles en construction. Pas une balte et pas une promenade sans que nous ne tombions, dans les cinq minutes, sur un stand, une vitrine, des affiches islamistes au prosélytisme très vigoureux. Dans le dédale du bazar d'Ilgın, par exemple, à côté des étals de livres pieux et d'albums pour enfants racontant la vie des saints de l'islam, des affiches évoquent en termes très durs la démission de l'Europe en Bosnie. Quant aux commentaires recueillis, ils font agressivement référence aux... croisades. « L'Europe, disent-ils, retrouve le vieil esprit de Croisade. Si elle laisse assassiner les habitants de Bosnie, c'est parce qu'il s'agit de musulmans. »

Insensiblement, à l'approche de Konya, le nombre de femmes et de jeunes filles voilées augmente. On n'aperçoit plus guère de publicités suggestives à la mode occidentale. Dans les kiosques, les revues érotiques, qui sont assez nombreuses en Turquie, se font inexistantes ou très discrètes. Dans certaines petites villes que nous traversons, on ne voit carrément plus aucune femme sur les trottoirs.

L'atmosphère est changée. Cette Turquie-là n'est plus tout à fait kémaliste.

La municipalité de droite a fait interdire les maisons de passe et les prostituées slaves

Voici Konya. Ayberk, cette fois, est ouvertement furieux. Sur la grande place Alaaddin-Tepesi, qui est au centre de la ville, nous avons voulu boire un verre d'ayran (yaourt liquide) à l'ombre d'une terrasse dont les parasols arborent les couleurs de Coca-Cola. Le serveur nous a promptement délogés en nous désignant le panneau : *Aileye Mahsustur* (réservé aux familles). Un coin, très à l'écart, est réservé aux célibataires, qu'il est exclu de voir attablés à proximité des femmes. « Ce serait impensable à Istanbul », gronde Ayberk, ou, ahurs, je ne me généralise pas pour envoyer paître le serveur. » Bien des intellectuels stanbouliotes retrouvent les mêmes accents lorsqu'ils parlent de Konya. Ils disent s'y sentir « opprimés ».

Konya, grande cité conservatrice, siège de « l'Université seldjoukide », demeure fidèle à sa réputation. La municipalité de droite y a fait interdire



# ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

## Le général Cot prépare les plans d'un éventuel retrait de la FORPRONU

Douze parlementaires français ont rendu visite, deux jours durant, aux «casques bleus» de Bosnie et de Krajina. Ils ont rencontré à Zagreb le nouveau «patron» de la FORPRONU, le général Jean Cot, qui élabore, comme c'est de son devoir, un éventuel retrait de la force «onusienn».

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Moins d'un mois après son arrivée à la tête des 26 000 «casques bleus» de la FORPRONU en ex-Yougoslavie, le général français Jean Cot est obsédé par l'éventualité d'un retrait du dispositif «onusienn», si besoin était.

Évitant d'utiliser le mot «retrait», il a passé en revue ce qu'il appelle lui-même les «scénarios catastrophes» devant douze parlementaires français (1) qu'il a reçus à Zagreb et que le ministre de la Défense avait invités, mercredi 28 et jeudi 29 juillet, pour voir de près l'installation de son propre contingent en Krajina du Sud et en Bosnie, soit quelque 6 340 hommes au total. «On a trop fait dans le rose, a confié le général Cot. Mon métier est de prévoir le pire», a-t-il commencé par l'établissement de plans de regroupement des unités si leur sécurité était en question.

Depuis Gracac, en Krajina du Sud, où ils ont pu assister à un redéploiement du bataillon français au plus proche de la ligne éventuelle du front, et dans la «poche» de Bihać, où Ejub Topić, le jeune président de l'Assemblée de la province, en a profité pour réclamer la présence d'un second bataillon «face à l'agression serbe», les parlementaires n'ont pas caché leurs craintes que - devant une situation qui se dégrade - «il y ait une perte de face permanente» de l'ONU, pour reprendre une expression d'Aljazeera de Manama.

«C'est extrêmement vexant, constate Guy Teissier, de voir à la télévision les soldats du régiment de Fréjus partir en courant, à Sarajevo, sous le feu de Serbes qui tentent ainsi les nouveaux arrivants». A quoi le général Ceccaldi, chef d'état-major

de la FORPRONU et, en même temps, le «patron» des éléments français, réplique que «c'est frustrant et humiliant pour nous». Et de rappeler le propos permanent de son supérieur, le général Cot, pour qui «l'ONU ne doit pas être une chèvre attachée à son piquet, mais doit savoir riposter».

Au demeurant, le général Cot dénonce, en termes fort peu diplomatiques, tout à la fois «l'empilement immodéré des résolutions» de l'ONU, «la tripartition» du territoire avec «la ligne accumulée dans chaque camp» face à «une ambition des Nations unies qui est de montrer que ces peuples-là ne sont pas faits pour être parqués et déracinés», ou encore «l'effet Ponce Pilate des pays» - autres que la France - dont il attend toujours les renforts pour l'application de la résolution 836.

«Bref, dit-il, nous sommes tous ici des Pénélope. Si certains dirigeants sont prêts à affirmer leurs positions, je ne suis pas là, moi, pour pratiquer le chantage à l'aide alimentaire, ni pour faire la guerre aux Serbes ou aux Croates. On retarde les conflits. On ménage les discussions. Le premier des pays [parmi les trente-quatre États fournisseurs de casques bleus en ex-Yougoslavie] qui voudrait quitter le navire aurait un effet d'entraînement et, si c'était un pays déterminant pour le processus de paix, je ferais connaître mon sentiment».

### Il faudra les écraser

En cas de retrait de la FORPRONU, le général Cot concède à Michel Poniatowski qu'il lui faudra préparer «des regroupements intermédiaires pour la sécurité de nos hommes» et ne pas hésiter à partir. Et si jamais, dans la «poche» de Bihać, par exemple, où il est très populaire, le bataillon français est empêché de quitter ses cantonnements parce que des musulmans bosniaques se couchent devant les blindés, «il faudra les écraser», répond en aparté le général Cot à son interlocuteur, dans un style plus militaire que diplomatique.

Aujourd'hui, cependant, les «casques bleus» français sont davantage préoccupés par «la lenteur, la bureaucratie quasi à la soviétique et

les procédures contraignantes de l'ONU» dans le domaine qui les concerne le plus : la logistique de tous les jours, où c'est «le carcan juridique et administratif» des Nations unies qui fait la loi. Tout l'art est alors de savoir «court-circuiter» un soutien «onusienn» qui prend son temps et qui est rigide en s'adressant «pour les extras» directement à la base arrière, en France. Lesdits extras expliquent que le ministre français de la Défense prévoit d'être de sa poche, en 1993, pour l'équivalent de 2 692 millions de francs.

A Gracac, le commandant Laroche observe que l'ONU, au début, ne concédait qu'un demi-litre d'eau potable par jour et par homme ; depuis, il lui a fallu revenir à des estimations plus réalistes. De même, c'est à la France d'«offrir» à ses «casques bleus» un gilet pare-balles à 11 000 francs pièce et un casque Abadie (MAG, Hautes-Pyrénées), Michel Poniatowski (PR, Val d'Oise) et Roland Bernard (PS, Rhône). Les sept députés étaient : Guy Teissier (UDF-PR, Bouches-du-Rhône), Alain Moyne-Bressand (UDF-PR, Isère), Pierre Favre (UDF-PR, Giroude), Aymeri de Montesquiou (UDF-Rad, Gers), François Guillaume (RPR, Meurthe-et-Moselle), Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique) et Maurice Doussot (UDF-PR, Eure-et-Loire).

Dans son école transformée en fortin, à Bosici (en Krajina du Sud), le capitaine Riensch qui s'est fait attendre six mois pour que sa demande de changer les pneus usés de sa P4 Peugeot - la Jeep française - soit finalement honorée par l'ONU. Chaque dimanche, il préleve 200 francs sur sa cassette pour acheter sur pied aux paysans du cru le mouton avec lequel les «casques bleus» de sa compagnie feront leur méchoui.

«L'hiver qui vient est l'ennemi», a prédit le général Cot aux parlementaires français. «Pour la population, il peut se passer des catastrophes et, même, ces catastrophes sont déjà enclenchées. C'est depuis longtemps qu'il fallait préparer, payer et mettre en place l'approvisionnement et les stocks alimentaires», ajoute-t-il. A ceux des élus qui s'interrogent de ce que «musulmans, Serbes et Croates puissent s'étripier», il réplique d'un ton vif : «Parlons-en, de l'efficacité,

des rouages, de l'influence et des mafias», au sein de l'ONU. «J'y ai débarré», dit-il, comme sur la Lune.

Et si, par hasard, ses interlocuteurs entretiennent quelque illusion, le «patron» français des 26 000 «casques bleus» se fait encore plus rude et il conclut, en prenant soin de ne pas prononcer le nom de son prédécesseur, le général Philippe Morillon - qui pourrait avoir un poste de conseiller militaire spécial auprès de Boutros Boutros-Ghali, - mais en pensant sûrement à son destin probable : «La reconstruction de l'ONU? En parlant à la retraite, ce n'est pas ce que je prendrais comme job».

JACQUES ISNARD

(1) Les cinq sénateurs étaient : Xavier de Villepin (CDS, France de Pérouges), Yves Guéna (RPR, Dordogne), François Abadie (MRG, Hautes-Pyrénées), Michel Poniatowski (PR, Val d'Oise) et Roland Bernard (PS, Rhône). Les sept députés étaient : Guy Teissier (UDF-PR, Bouches-du-Rhône), Alain Moyne-Bressand (UDF-PR, Isère), Pierre Favre (UDF-PR, Giroude), Aymeri de Montesquiou (UDF-Rad, Gers), François Guillaume (RPR, Meurthe-et-Moselle), Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique) et Maurice Doussot (UDF-PR, Eure-et-Loire).

Les sanctions contre la Yougoslavie sont contraignantes aux droits de l'homme, estime un ancien directeur de la DST. L'application des sanctions décidées par l'ONU contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) «est contraire aux droits de l'homme», a déclaré à Belgrade Yves Bonnet, député UDF de Cherbourg, et ancien directeur de la surveillance du territoire (DST), le service français de contre-espionnage. Pendant sa visite de quatre jours à Belgrade, très largement couverte par les médias yougoslaves, M. Bonnet a été reçu notamment par le président yougoslave Zoran Lilić et plusieurs ministres. Il a également rencontré Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie-Herzégovine, Selon M. Bonnet, qui a récemment créé un groupe d'amitié entre la France et la nouvelle Yougoslavie au Parlement, «on est en train de faire un procès politique à la Yougoslavie». (AFP)

## Près de 500 réfugiés bosniaques vont être expulsés de Croatie

Près de 500 réfugiés bosniaques accusés, vendredi 30 juillet, par le ministère croate de l'intérieur, d'activités subversives, doivent être expulsés de Croatie. Selon des témoignages, certains des expulsés vers la Bosnie sont pourtant régulièrement enregistrés comme réfugiés.

ZAGREB

de notre correspondant

Menacé de sanctions internationales pour son implication dans le conflit bosniaque mais ayant accueilli jusqu'à présent des centaines de milliers de réfugiés de la Bosnie-Herzégovine voisine, la Croatie semble désormais prendre moins de gants.

La police croate a effectué, jusque devant l'ambassade de Bosnie à Zagreb et dans des camps de réfugiés, des rafles de Bosniaques. Plusieurs dizaines de personnes, accusées «de séjour illégal et d'activités subversives» par le ministère de l'intérieur, ont été mises, vendredi 30 juillet, dans des bus pour être expulsés vers la Bosnie-Herzégovine, sans possibilité d'appel. Pourtant, plusieurs d'entre eux semblent être régulièrement enregistrés par l'Office gouvernemental pour les réfugiés de Croatie.

Echange

contre des prisonniers

A Zagreb, au centre sportif de Pescenica, où les réfugiés sont détenus en transit, les policiers croates prétendent qu'il «n'y a pas de réfugiés ici» et être présents car «le bar est moins cher qu'au centre-ville». Ils interdisent aux journalistes l'accès au premier étage, où l'on a pu apercevoir des réfugiés et des matelas. Les policiers admettent ensuite qu'une centaine de réfugiés ont été détenus ici jeudi, avant d'être conduits en bus «vers le sud de la Croatie». Près de 80 personnes sont encore détenues dans le centre sportif, reconnaissent-ils. «Ce ne sont pas des réfugiés, ils ont violé les lois croates», explique finalement le chef des policiers.

La mère de l'un des réfugiés musulmans, arrêtés jeudi alors qu'ils faisaient la queue devant

l'ambassade de Bosnie à Zagreb, raconte une telle anecdote. Montrait la carte de réfugié de son fils, valable jusqu'à la fin août, elle explique qu'elle est venue apporter ce document dès six heures du matin, mais que son fils a tout de même été emmené vers la Bosnie.

Un policier lui a expliqué qu'il s'agissait d'échanger son fils et ses compagnons d'infortune contre des Croates de Bosnie, prisonniers des forces musulmanes. Selon des sources diplomatiques occidentales, d'autres réfugiés, en situation régulière, ont aussi été embarqués dans des bus dont la destination finale n'est pas connue.

Dans un communiqué publié vendredi après-midi, le ministère croate de l'intérieur a finalement reconnu avoir procédé, pour des «raisons de sécurité», et lors d'une «opération de routine» appelée à se renouveler, à 1 490 arrestations d'étrangers. Près de 500 de ces réfugiés sont jugés coupables par la police «d'activités illégales», selon ce communiqué. 75 % seraient des musulmans et 25 % des Croates ou autres», précise le communiqué.

Peter Gelbraith, l'ambassadeur américain à Zagreb, s'est inquiété de l'expulsion de réfugiés vers une zone de guerre. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui semble se contenter de la version de la police croate, pourrait être désormais chargé de vérifier la régularité des expulsions. Cet incident intervient alors que la Croatie a été récemment accusée de complicité dans des exécutions commises par les forces croates de Bosnie-Herzégovine. A la mi-juillet, la Croatie a notamment pris, sur une île dalmate, des civils musulmans arrêtés à Mostar, en Herzégovine, et déportés par les forces croates bosniaques (le Monde du 24 juillet).

Pourtant, avant que les deux alliés d'hier ne se retournent l'un contre l'autre en Bosnie centrale, où ce sont les musulmans qui chassent les Croates des territoires qu'ils prennent par la force, la Croatie a longtemps et massivement accueilli des réfugiés musulmans, alors que nombre de pays occidentaux, notamment la France, ne délivrent des autorisations de séjour qu'au compte-gouttes.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## Accord à Genève

Suite de la première page

Les musulmans - la communauté la plus importante de la République, avec près de 44 % de la population bosniaque - ont toujours cherché, contrairement aux Serbes et aux Croates, à faire de la Bosnie-Herzégovine un État unitaire, plurilingue et souverain. Or, il s'avère, eu vu du projet sur lesquels les responsables des trois communautés ont finalement donné leur accord verbal de principe, que la Bosnie-Herzégovine sera partagée en trois entités ethniques aux liens surtout symboliques.

De plus, cette «Union» se voit privée d'un droit de souveraineté : le droit de posséder une force armée. Plus étrange encore, le pouvoir central est organisé sur un mode collégial à présidence tournante, qui rappelle fortement une expérience malheureuse, dont le conflit bosniaque est directement issu, à savoir l'organisation étatique d'une fédération qui eut pour nom... Yougoslavie.

### Retour à la normale

Alors, pourquoi ce retour à la normale spectaculaire d'Aljazeera? En premier lieu, il est soumis, depuis longtemps, à une pression énorme de la part des pays occidentaux pour qu'il accepte enfin une solution agréée par les deux autres communautés.

C'est ainsi qu'à deux reprises, patiemment à un an d'intervalle, au printemps 1992 puis en mars 1993, le président Iztbegovic a accepté d'apposer sa signature sur un texte concocté par les négociateurs internationaux, avant que ces différents plans - dits Carrington-Paineiro et Vance-Owen - ne terminent comme les cessez-le-feu, c'est-à-dire par un déferlement renouvelé de violence sur le terrain. Le premier de ces projets déconçait la Bosnie-Herzégovine en «cantons», le deuxième en «régions». Dans les deux cas, il fallait «tordre le bras» à la direction musulmane pour qu'elle signe, avant qu'elle ne se rétracte.

D'autre part, la présidence bosniaque, formée de douze membres musulmans, serbes et croates, est profondément divisée sur les concessions à faire pour sortir de la guerre.

Et Alija Iztbegovic se voit obligé de naviguer entre les «durs», hostiles à tout compromis sur l'unité de la République, et ceux qui poussent au contraire pour que Sarajevo «lâche du lest».

Il est significatif que Mile Akmadzic, un Croate, ait considéré vendredi à Genève que l'accord constitutionnel était «une grande victoire pour la paix». Il est vrai que le président de Croatie, Franjo Tudjman, venait d'exprimer sa «satisfaction». M. Iztbegovic s'est, quant à lui, réfugié derrière une future décision de son Parlement. Celui-ci devra se prononcer sur le projet d'«Union», a-t-il souligné, et seule son approbation vaudra accord de Sarajevo. Enfin, sur le terrain, si les musulmans ont perdu énormément de territoires dans le nord et l'est de la Bosnie, tombés aux mains des

Serbes avec toutes les horreurs que l'on sait, si Sarajevo est à bout, les forces musulmanes ont actuellement le vent en poupe en Bosnie centrale, où elles chassent les forces croates, ainsi que les civils.

### Oraison funèbre

L'aspect de cette région, à population mixte et octroyée aux Croates par le plan Vance-Owen, a radicalement changé depuis juin, depuis que les unités musulmanes ne cessent de gagner du terrain, ne laissant aux Croates que quelques enclaves, comme Vitez, Japoc, Kiseljak ou Vares.

Mais il suffit, pour connaître les véritables bénéficiaires du projet de Genève, de mesurer l'enthousiasme des Serbes. La déclaration de Radovan Karadzic, le chef des Serbes bosniaques est, à cet égard, éloquent : «Probablement à partir de demain ou d'après-demain, aucun des peuples de l'ancienne Bosnie-Her-

IL PRÉPARE LA NOUVELLE CARTE DE LA SERBIE-SERBEGOVINE!



## Le projet constitutionnel d'«Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine»

Le projet constitutionnel d'«Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine», adopté, vendredi 30 juillet à Genève, dans ses grandes lignes par les trois belligérantes bosniaques, prévoit trois Républiques constitutives chepaesées par un gouvernement commun aux faibles pouvoirs.

Cet accord n'est que la simple ossature d'une Constitution avec un minimum de garanties permettant aux trois peuples constitutifs - les musulmans, les Serbes et les Croates - de «vivre ensemble». Indique-t-on de sources diplomatiques. Cet accord n'entrera en vigueur qu'après entente sur les cartes et sur des annexes concernant des garanties sur les droits de l'homme.

Il ne comprend que des changements secondaires par rapport au texte de synthèse présenté jeudi par les médiateurs David

Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU). L'un des changements négociés vendredi ramène les majorités qualifiées de 80 % à 80 % par un droit de veto de chaque République. En effet, le Parlement de l'Union, composé de cent-vingt députés désignés par un tiers par chacune des trois législatures des Républiques, «peut adopter à la simple majorité des lois de la compétence de l'Union».

A la tête de l'Union, une présidence collégiale, composée des présidents des trois Républiques, sera dirigée alternativement par l'un de ces derniers pour une période de quatre mois : «La présidence prendra sa décision par consensus». Un tour de rôle annuel est aussi prévu pour le premier ministre du «conseil des ministres» de l'Union. Le nombre des ministres n'est pas mentionné, mais il est prévu que «le premier ministre et le ministre

des affaires étrangères devront être de différents peuples».

Le texte de onze pages mentionne explicitement pour seules compétences de l'Union les affaires étrangères, le commerce extérieur et le fonctionnement des institutions communes et d'autres fonctions» voulues par le Parlement.

### Démilitarisation complète

Tous les autres pouvoirs sont dévolus aux Républiques. Ce dispositif, dit-on à Genève, concerne les transports et communications, mais les domaines financiers n'ont pas été spécifiés à cause du peu de temps consacré à la négociation. Il n'est fait mention que d'un budget commun, financé par les Républiques ou, le cas échéant, par certaines taxes.

Aucune République constitutive ne pourra quitter l'Union sans l'accord préalable de toutes

les Républiques. En cas de contestation, le Conseil de sécurité de l'ONU tranchera. «Ni les Républiques unies de Bosnie-Herzégovine, ni aucune des Républiques constituées ne conserveront de forces militaires», prévoit le texte, qui stipule que «toutes les forces existantes seront progressivement désarmées et démobilitées sous la supervision des Nations unies et de la Communauté européenne».

Les frontières des Républiques constitutives, annexées au document, ne pourront être modifiées que par une commission composée de cinq membres nommés par le secrétaire général des Nations unies. Il n'y aura pas de contrôle au passage entre les trois Républiques. Le document, qui admet la double citoyenneté, prévoit que le citoyen d'une République «peut être citoyen d'une République en même temps que de l'Union».

Il garantit la libre circulation des biens et des personnes par les frontières «où que ce soit» et le droit de tous à recevoir compensation pour le «nettoyage ethnique». Tous les citoyens ont libre accès aux bâtiments de l'Union à Sarajevo, à la mer par la port de Neum, sur l'Adriatique, et à la rivière Sava.

«Chacune des Républiques constitutives devra adopter sa propre Constitution» démocratique qui prévoiera un organe législatif élu, un chef de l'exécutif, ainsi qu'un pouvoir judiciaire indépendant. Les premières élections dans chaque République seront supervisées par l'ONU et le CEE.

Le projet prévoit également la mise en place de trois cours de justice : une Cour suprême, une Cour constitutionnelle et une Cour des droits de l'homme, selon une procédure préservant la diversité de leur composition. - (AFP)

Handwritten text in a box: 2000/08/01



## EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

## Les Etats-Unis étudieraient l'éventualité de raids aériens sur Sarajevo

Tandis que François Léotard affirmait vendredi 30 juillet à Washington que la FORPRONU « n'est pas là pour défendre Sarajevo », des fuites du département d'Etat américain faisaient état de consultations des Etats-Unis avec leurs alliés sur d'éventuelles interventions aériennes en Bosnie.

Par ailleurs, après l'attaque contre des « casques bleus » espagnols qui a fait un mort et 17 blessés vendredi, Alain Juppé a demandé une réunion des Douze « pour manifester sa solidarité avec l'Espagne », le Conseil de sécurité de l'ONU a « entrepris des consultations » et la secrétaire

général a condamné « avec force ce crime odieux ». M. Boutros-Ghali, euqal, selon son porte-parole, il appartenait de prendre la décision d'éventuelles représailles, ne l'a pas fait; il a souligné « le besoin urgent de trouver une solution politique au conflit ».

Dans une lettre adressée aux Occidentaux, le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a « regretté » que l'attaque perpétrée dimanche dernier contre des « casques bleus » français à Sarajevo soit venue « par erreur du côté serbe ».

nic, dès lors que la FORPRONU en ferait la demande.

Mais un responsable du département d'Etat, qui a souhaité garder l'anonymat, a indiqué au *Washington Post* que les Etats-Unis mœoient des « consultations urgentes » depuis jeudi avec la France et le Royaume-Uni sur l'éventualité de raids aériens qui auraient en particulier pour objet de mettre un terme au siège de Sarajevo par les milices serbes.

« L'ONU décide, l'OTAN exécute »

D'autres fonctionnaires du département d'Etat ont indiqué vendredi que Warren Christopher s'exclutait pas de faire escale en Europe pour évoquer ce sujet, ces jours prochains, sur le chemin qui doit le conduire au Proche-Orient. Plusieurs journaux américains, s'appuyant sur les déclarations de ces fonctionnaires anonymes, reprenaient vendredi la thèse selon laquelle la détermination américaine s'opposait ainsi à la pusillanimité européenne.

Le ministre français de la défense, François Léotard, en visite à Washington, a refusé vendredi de commenter l'information selon laquelle auraient lieu des « consul-

tations urgentes ». « Nous ne pensons pas que de telles discussions doivent se tenir à deux ou à trois », a-t-il simplement déclaré, tandis qu'au Quai d'Orsay on démentait qu'elles aient eu lieu.

M. Léotard a déclaré pour sa part que les « casques bleus » en Bosnie ont une mission à caractère humanitaire, qu'ils « ne sont pas en situation de guerre » contre les Serbes et que la FORPRONU « n'est pas là pour défendre Sarajevo ». « Ce n'est pas un dispositif qui vise à empêcher l'agression », a-t-il insisté.

Le ministre français a rappelé à ses interlocuteurs américains que le recours à la force par l'aviation occidentale s'inscrivait dans le cadre de la résolution 836. « L'ONU décide, l'OTAN exécute », a-t-il dit. Quant à d'éventuelles opérations pour la défense des « zones de sécurité », elles devraient, selon le ministre français, être précédées d'une consultation politique, d'abord entre Européens, puis avec les Américains, et le commandement des forces de l'ONU devrait participer étroitement à celle-ci.

HENRI PIERRE

## « Radio-Bateau », antenne haute

A BORD DU « DROIT DE PAROLE » EN ADRIATIQUE

de notre envoyé spécial

Ouend on s'appelle *Droit de parole*, rien n'est plus frustrant que de se faire pour obéir à d'autres droits. Ausel tout l'équipage de ce bateau, affrété par l'association française du même nom, e-t-il vécu comme une délivrance, jeudi 29 juillet, le reprise des émissions vers l'ex-Yougoslavie de « Radio-Brod » (Radio-Bateau), un mois après leur interruption.

Une plainte déposée par les autorités fédérales de l'ex-Yougoslavie avait conduit Saint-Vincent et Grenadine à menacer de retirer son pavillon au *Droit de parole*. Au nom du droit international et maritime, qui prohibe les radios « au large », ni la France ni l'Italie ne voulaient risquer d'accorder leur leur (le *Monde* du 16 juillet). Sao Tome elle-même venait à la rescousse, quand les lettres de soutien d'autorités des Nations unies ou de la Commission européenne (qui subventionne l'opération) ont fait fléchir Saint-Vincent : l'Etat des Antilles a renouvelé, pour trois mois seulement, son autorisation de naviguer. Le *Droit de parole* a donc pu réapparaître de Bari, replacer dans les eaux internationales, en face de Dubrovnik, son mât de 50 mètres bardé d'antennes.

Sans aucune terre en vue, l'Adriatique semble apathique. Un bruit de mouette, une corne de brume... enregistrées, suivies d'une chanson des Clash (*Lover's Rock*), et « Radio-Brod » émet à nouveau. Dzeved Sabljekovic, le rédacteur en chef de la station, lève le pouce d'allégresse pour ce « retour sur les ondes, et sur les eaux ». Le mois de silence et d'incertitude e-t été dur pour le moral, même s'il e- emené un peu de rapa et quelques têtes nouvelles. Il montre en rien: un tee-shirt rayé au s'écrit « Bear People Survival » : « Je n'ai jamais cru que la radio pouvait e-errêter. On s'est continué à préparer les programmes, et la nouvelle équipe est encore plus soudée. »

Appels des correspondants, diffusion de messages de réfugiés cherchant des proches, bulletins d'information, musi-

Ingérence informative

La première victoire du droit de parole, c'est cette équipe (dix-sept personnes, dont huit journalistes) venue de tous les Etats de l'ex-Yougoslavie. « C'est un choix, pas le bateau de quelques excentriques », assure Inès. Et Goran Veic, venu en renfort de Split, où il a fondé une petite agence d'informations, e-voque « yougoslavisme » en parlant de cette communauté, même s'il seit que l'avenir ne l'autorise pas à être « yougoslaviste ».

La deuxième victoire, la plus chérie, c'est l'information pluraliste, elle aussi venue de partout grâce aux correspondants qui n'ont pas cessé leurs appels. Cette information libre, dansée en voie de rarefaction dans une région déshéritée, ils savent que le public l'attend, là-bas derrière l'horizon dans les montagnes du Monténégro et de Bosnie.

Alors, après un mois à ronger son frein, malgré les difficultés, la pénurie de sources et perfole de moyenne (une subvention française promise est toujours bloquée), l'équipe a s'accroche. « Radio-Brod » persiste dans son ingérence informative, un devoir qui se heurte pour l'instant au droit, et que seul pourrait conforter une résolution des Nations unies. Sur une « Ile déserte » très branchée, l'équipe du *Droit de parole* fait flatter l'honneur d'une voix libre, sans autres armes que ses micros et sa volonté.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

TURQUIE : près du site d'Ephèse

## Un attentat à la bombe fait dix-huit blessés dont cinq touristes

ISTANBUL

de notre correspondant

L'explosion d'une bombe, dissimulée sous des débris à Kusadasi, une ville située au bord de la mer Egée, e- blessé dix-huit personnes, dont cinq touristes étrangers vendredi 30 juillet en début de soirée. Cette station touristique, située à proximité des ruines d'Ephèse, est fréquentée par de nombreux visiteurs étrangers chaque année. Aucune des personnes blessées ne l'a été grièvement.

Ce nouvel incident e- une fois de plus rappelé les avertissements lancés à plusieurs reprises par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans une lettre adressée aux diplomates étrangers et à la presse à Athènes, la branche locale de l'île militante du PKK, l'ERNK, a déclaré la « zone de guerre » de la Turquie « une zone de guerre et une région d'opérations militaires ». Le communiqué, publié le 22 juillet, avertissait tous les touristes se rendant dans les sites touristiques d'Istanbul, Izmir, Kusadasi, Bodrum et Marmaris, des « risques

et périls » inhérents à une zone où des opérations militaires sont en cours.

Les autorités turques ont récemment procédé à plusieurs arrestations dans la région égéenne où vit une importante communauté kurde. Alors que l'île militante du PKK, l'ERNK, est à l'œuvre à l'ouest du pays, la branche armée, l'ARGK, poursuit ses propres opérations dans l'Est anatolien. Jeudi soir, un autocar a été intercepté dans la province de Sivas, une région située hors de la zone d'action traditionnelle du PKK. Les combattants auraient levé un touriste autrichien âgé de quarante ans ainsi qu'un officier de la gendarmerie turque. L'incident n'a pas été revendiqué et la disparition du touriste o'a pas été confirmée.

Un journaliste du quotidien *Turkish Daily News* s'est rendu dans la Bekaa libanaise pour négocier avec la direction du PKK la libération de Pierre Fix, Michel Coudrey, Robert Andoin et Fernand Haron, les quatre otages français enlevés samedi dernier près de Tatvan,

ainsi que de David Rowbottom et Tania Miller, un jeune couple enlevé il y a quatre semaines. Selon le quotidien, le comité central du parti se réunira au cours du week-end pour évaluer la possibilité de libérer les six prisonniers.

Au cours d'une entrevue accordée au journaliste turc, un haut responsable du PKK, le commandant Cemil Bayik e- précisé que « les êtres humains ne sont pas la cible de notre campagne contre le tourisme ». Le PKK espère priver la Turquie des revenus du tourisme « utilisés pour financer la sale guerre » dans le Sud-Est anatolien.

Ces divers incidents e- font qu'ajouter aux difficultés du premier ministre Tansu Ciller, confronté par ailleurs à une vague de grèves et de manifestations de fonctionnaires ainsi qu'à la démission soudaine vendredi du gouverneur de la banque centrale, Rusdu Saracoglu, considéré depuis six ans comme un garant de la stabilité financière de la Turquie.

NICOLE PDPE

ITALIE : les obsèques des victimes de la via Palestro

## La foule ovationne les juges milanais

Sous un soleil de plomb, le capitale lombarda a vécu, vendredi 30 juillet, une journée de deuil et de recueillement à l'occasion des obsèques des victimes de l'attentat de mardi soir dans la via Palestro.

MILAN

de notre envoyé spécial

Dès le début de la matinée, des centaines de personnes font la queue devant le palais Marino, siège de la municipalité, pour aller rendre un dernier hommage aux cinq victimes dans une chapelle ardente installée là.

De temps à autre, la foule s'écarte pour laisser passer une grosse Fiat amenant une notable d'exception : tout à tour le président du Sénat, Giovanni Spadolini, le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, seront accueillis sur le parvis par le maire de Milan, Marco Formentini. Et attendant, les personnes qui font la queue expliquent aux nombreux touristes venus contempler le Théâtre de la Scala tout proche les raisons de cette agitation inhabituelle.

A 5 heures, le plupart des boutiques ferment leurs rideaux, suivant le souhait de la municipalité et des principales organisations politiques et sociales. Maintenant, c'est sur la place du Dôme que plusieurs milliers de personnes sont rassemblées et applaudissent, à la mode italienne, les catéfalques des trois

pompier et du gardien de la paix qui font leur entrée dans ce majestueux édifice religieux. Le cinquième, celui de Driss Mousafir, le Marocain sans domicile fixe tué alors qu'il dormait sur un banc de jardin public avait été porté à la mosquée de Segrate.

Ces obsèques ont été l'occasion pour les Milanais de manifester une fois de plus leur appui aux juges qui mènent la lutte antiterrorisme. L'arrivée dans le Dôme des magistrats Saverio Borelli, Antonio Di Pietro et Gherardo Colombo, principaux protagonistes de l'opération « Mains propres », est saluée par des applaudissements et des cris les invitant à poursuivre leur tâche sans faillir. Oscar Luigi Scalfaro aura droit lui aussi à se part d'ovations. La messe des morts a été dite par l'archevêque de Milan, le cardinal Carlo Maria Martini, qui a lu un message du pape exprimant sa « profonde solidarité » avec les victimes.

LUC ROSENZWEIG

o Bettino Craxi quitte l'Italie. - L'ancien président du conseil socialiste Bettino Craxi, mis en cause par les anciens dirigeants du groupe Ferruzzi dans le cadre de l'enquête sur la corruption des hommes politiques par le cartel chimique Enimont, a quitté vendredi 30 juillet l'Italie pour Hammamet en Tunisie, sans indiquer de date de retour. - (AFP, Reuters.)

## EN BREF

o L'Éthiopie et l'Érythrée ont signé un accord de coopération. - Les présidents éthiopiens et érythréens, Meles Zenawi et Issayas Afewerki, ont signé à Addis-Abeba un accord prévoyant une plus large coopération entre les deux pays dans les domaines économique, politique et social. Le juge Ernesto Ferrera e- placé lundi 26 juillet en détention provisoire trois policiers soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat de mineurs et qui avaient été arrêtés après avoir été reconnus par des témoins. - (AFP.)

## NIGÉRIA

Plus de dix mille personnes ont fui Lagos

Plus de dix mille personnes ont fui Lagos au cours des derniers jours pour se réfugier dans leur région d'origine, en raison des tensions qui règnent dans le pays depuis l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin, ont indiqué, vendredi 30 juillet, diverses compagnies de transports. A l'inverse, de nombreux membres des communautés yoruba et ibo - du Sud - ont quitté les Etats nordistes de Kano, Katsina, Niger et Sokoto. Le général Ibrahim Babangida devait tenir samedi une réunion avec les représentants des deux partis autorisés et les membres de la Commission électorale nationale (NEC).

Les récents contacts entre le Parti social-démocrate et la Convention nationale républicaine indiquent que le départ des militaires, le 27 août - date fixée il y a sept mois par le président Babangida - est désormais leur objectif commun. - (AFP, Reuters.)

après son frère. Tous deux avaient été condamnés pour le meurtre d'un automobiliste qui s'était arrêté sur une route pour les aider à réparer leur voiture. Danny Harris est mort peu après minuit en pénitencier de Huntsville. Son frère, Curtis Harris, avait été exécuté le 1<sup>er</sup> juillet. Danny Harris était âgé de dix-huit ans quand, en 1978, lui et son frère, alors âgé de dix-sept ans, avaient battu à mort, à l'aide d'un démonteur, Timothy Merka, vingt-sept ans, qui s'était arrêté sur une petite route du sud-est du Texas pour les aider à réparer leur voiture en panne. - (Reuters.)

o NICARAGUA : le général Humberto Ortega dénonce un plan américain visant la « chute » du gouvernement de M<sup>re</sup> Chamorro. - Les conditions mises par le Sénat américain à la fourniture d'une aide au Nicaragua font partie « d'un plan de désabaissement » pour provoquer « la chute totale » du gouvernement de Violeta Chamorro, e- estimé, vendredi 30 juillet à Managua, le chef de l'Armée populaire sandiniste, le général Humberto Ortega. Le Sénat américain e- interdit, mercredi 28 juillet, au gouvernement de verser au Nicaragua une aide de 103 millions de dollars prévue pour l'année fiscale en cours, à moins qu'il puisse notamment assurer qu'aucun haut fonctionnaire nicaraguayen n'a de liens avec le terrorisme international, et en particulier avec l'attentat du World Trade Center à New York. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

## La Haute Cour de Londres a rejeté le recours déposé contre le traité de Maastricht

La Haute Cour de Londres a rejeté vendredi 30 juillet le recours déposé par un lord conservateur demandant d'obliger le processus de ratification du traité de Maastricht suivi par la Grande-Bretagne.

Les trois juges ont estimé à l'unanimité que le processus avait été conforme à la tradition constitutionnelle britannique, contrairement à ce qu'affirmait lord William Rees-Mogg, ancien rédacteur en chef du *Times*. Les avocats de ce dernier n'ont pas encore décidé s'ils feraient appel de cette décision de la Haute Cour. Dans l'affirmative, la Cour d'appel de Londres serait saisie début août et la Chambre des lords trancherait en dernière instance en septembre.

Le processus parlementaire britannique sur la loi de ratification e- été clos le 23 juillet, avec le vote d'une motion de confiance déposée par le premier ministre, John Major, approuvant l'exception obtenue par le Grande-Bretagne sur le chapitre social du traité. Lord William Rees-Mogg dénonçait le fait que le Parlement n'ait pas examiné le texte du traité complet, avec tous ses protocoles. Il estimait que certains aspects du traité, non soumis aux Communes et aux Lords, transgressaient « illégalement » vers Bruxelles certains pouvoirs nationaux. - (AFP.)

o MOZAMBIQUE : l'envoyé spécial de l'ONU critique le nouveau gouvernement. - Pour le deuxième fois, l'envoyé spécial des Nations unies, Aldo Ajello, e- critiqué le gouvernement mozambicain, vendredi 30 juillet, pour avoir attaqué la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO, opposition armée), en représailles à des violations présumées du cessez-le-feu. M. Ajello a également annoncé qu'il avait pu persuader le chef de la RENAMO, Afonso Dhlakama, de revenir à la table des négociations, qu'il a quittée jeudi. A la suite des accords de paix d'octobre dernier, les deux parties sont censées élaborer une nouvelle loi électorale. - (AFP.)

o VIETNAM : arrestations de bouddhistes. - Selon le Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme (25, rue Jaffoux, 92230 Gennevilliers, tél : 47-93-10-81), des arrestations massives de bouddhistes ont eu lieu dans plusieurs régions du Vietnam depuis mai dernier tandis que la presse officielle mène une campagne contre le nouveau chef de l'Eglise bouddhiste unifiée, Thich Huynh Quang, en résidence surveillée. Le Comité Vietnam e- demandé au ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, d'intervenir auprès de Hanoi pour que des visas soient accordés aux avocats français chargés de défendre les bouddhistes emprisonnés.



# PROCHE-ORIENT

Parallèlement à une réunion de la Ligue arabe

## La Syrie négocie avec le Hezbollah et l'Iran les conditions d'un arrêt des bombardements

DAMAS

de notre envoyée spéciale

L'ampleur des bombardements israéliens au Liban, qui se poursuivraient samedi 31 juillet pour la septième journée consécutive, a dramatisé les contacts tous azimuts qui se sont engagés à Damas pour tenter de ramener le calme. Réuni d'urgence à la demande du Liban, un conseil ministériel de la Ligue arabe s'est ouvert vendredi soir, parallèlement aux entretiens que les dirigeants syriens avaient engagés dès le début de la journée avec les chefs du Hezbollah libanais - dont son secrétaire général cheikh Hassan Nasrallah -, et le ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati.

Discutée d'abord avec la Syrie, l'offre faite officiellement par Cheikh Nasrallah d'arrêter les tirs de roquettes contre le nord d'Israël sous conditions a été émise par Téhéran. C'est sur cette base que Damas a tenté d'obtenir l'appui des États-Unis pour un cessez-le-feu, qui pouvait être suivi d'un certain retrait du Hezbollah du Liban du sud, au profit de l'armée libanaise. La Syrie, qui avait transmis cette offre dès jeudi à Washington, avait fait valoir qu'on ne pouvait demander au Hezbollah d'arrêter ses tirs, alors qu'il était bombardé sans relâche les villages du sud du Liban mais qu'une simultanéité dans l'arrêt des opérations était envisageable.

La Syrie, que l'étendue de l'opération israélienne inquiète visiblement - d'autant qu'on considère ici qu'elle bénéficie du soutien tacite des États-Unis - aurait reçu sur ce point l'appui de Téhéran. De sources concordantes, on affirme qu'il n'y a pas dans cette affaire de divergences entre les deux pays. Mais, contrairement aux

exigences d'Israël, appuyé par Washington, il n'est pas question d'accepter un quelconque désarmement du Hezbollah, même si celui-ci pourrait devoir, à l'avenir, mieux coordonner son rôle avec l'État libanais.

Les dirigeants syriens, dit-on de source libanaise, soutiennent la revendication du gouvernement de Beyrouth pour un rôle accru de l'armée libanaise au sud du Liban et auraient insisté sur ce point lors de leurs conversations avec M. Velayati. Celui-ci, qui, selon une source irakienne, est venu à Damas « de sa propre initiative, apporter son soutien à la position syrienne », devait avoir samedi de nouveaux entretiens avec le ministre syrien des affaires étrangères et les dirigeants du Hezbollah, toujours présents dans la capitale syrienne.

### Beyrouth réclame un soutien arabe

Principal concerné dans cette affaire puisqu'il en est la victime, le Liban tente pour sa part d'obtenir à Damas le soutien des Arabes, à la fois sur le plan politique, par l'envoi à New York d'une délégation ministérielle arabe qui plaiderait sa cause au Conseil de sécurité, et sur le plan matériel, pour assurer le retour rapide des réfugiés.

Prenant la parole à l'ouverture de la réunion de la Ligue arabe, le premier ministre libanais Rafic Hariri a clairement réaffirmé la position de son gouvernement, qui, a-t-il dit, « entre pour la paix et n'a jamais été favorable à la politique des katchouches ».

Mais « la résistance à l'occupation est un droit légitime », a-t-il ajouté, en soulignant toutefois que son gouver-

nement « donne la priorité à la reconstruction et au développement ». Pour M. Hariri, les opérations israéliennes visent à « déstabiliser le Liban, empêcher sa reconstruction et à faire pression sur sa position dans les négociations de paix ». « L'armée libanaise assume ses responsabilités en défendant le sud du pays ».

Elle « serait à même de se déployer sur tout le territoire libanais, si les pays arabes lui apportent son aide », a encore dit M. Hariri. Il s'est enfin demandé aux pays arabes leur « participation pour assurer le retour des réfugiés ayant fui les raids israéliens et des aides pour ramener la vie dans les villages détruits ».

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Essam Abdel Meguid, a pour sa part exigé le retrait inconditionnel de l'État juif du Liban et invité le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre « des mesures immédiates et efficaces » pour stopper les raids et les bombardements et à « assumer ses responsabilités pour contraindre Israël à appliquer la résolution 425 ».

Il n'est pas sûr toutefois que le Liban obtienne grand chose de cette réunion, pour laquelle ne se sont défilés que sept ministres des affaires étrangères (Maroc, Syrie, Liban, Koweït, Égypte, Soudan et Yémen). Des divergences se font déjà jour sur la nature du lien à établir entre la situation au Liban et le processus de paix au Proche-Orient, et, sur le plan matériel, les premières réactions arabes ont été plutôt timides.

Il ne fait pas de doute que l'implication du Hezbollah pro-iranien dans cette affaire n'ait pas des pays comme l'Égypte et l'Arabie Saoudite par exemple à beaucoup de soutien. En séance à huis clos, M. Hariri a dû

répondre sèchement aux allusions du ministre égyptien des affaires étrangères sur les appuis extérieurs - en clair iraniens - de la résistance libanaise.

Celle-ci est « nationale et légitime », a-t-il rétorqué. On n'est pas loin de penser au Caire, et sans doute à Ryad, que le Liban et la Syrie récoltent les fruits de leur soutien aux intégristes, et qu'après tout il faut profiter de cette affaire pour y mettre fin et poursuivre les négociations de paix. Damas se l'entend pas de la même oreille, et même si personne n'envisage, à ce stade, d'arrêter les négociations de paix, celles-ci peuvent difficilement reprendre dans ce climat de violence. Les Arabes, qui devaient reprendre samedi leurs travaux, devraient se contenter, une fois de plus, d'un appel à l'ONU qui ne les engagerait pas à grand chose.

FRANÇOISE CHIPAUX

■ IRAK : les pilotes américains s'étaient trompés de cible. - Confirmant une information publiée par le New York Times, un responsable du gouvernement américain a indiqué, vendredi 30 juillet, que les deux pilotes qui avaient tiré la veille sur des batteries anti-aériennes irakiennes (le 30 juillet) avaient commis une méprise. Ils ont pris à tort de simples radars de surveillance pour des radars de visée, beaucoup plus menaçants, et indiqués comme responsables, qui n'ont pas voulu être nommés. Le Pentagone a néanmoins officiellement réaffirmé que les pilotes avaient, conformément aux ordres en vigueur, ouvert le feu pour assurer leur propre défense. L'Irak pour sa part a officiellement protesté, dans une lettre au secrétaire général de l'ONU. (AFP, Reuters.)

## Israël poursuit son offensive dans le sud du Liban

Réuni en séance extraordinaire vendredi soir 30 juillet, comme il le fait tous les jours depuis le déclenchement de son offensive contre le Liban, le gouvernement israélien a ignoré une proposition faite quelques heures plus tôt par le Hezbollah pro-iranien, de cesser sous condition les tirs de roquettes contre les localités de haute Galilée. « L'opération se poursuit. Ils [le Hezbollah] doivent nous assurer qu'ils ne vont plus lancer aucune katchoucha », a déclaré Oded Ben-Ami, porte-parole du ministère de la Défense. Parallèlement, la police libanaise indiquait qu'une colonne de chars et de soldats israéliens s'était avancée en direction de la bordure nord de la « zone de sécurité » contrôlée par l'État juif dans cette région.

Dans le même temps, des dizaines de chars et de blindés et un grand nombre de transports de troupes venus d'Israël pénétraient dans cette zone et se postaient dans la région de Marjayoun, siège du quartier général israélien dans le secteur central de cette zone. Dans la soirée, l'armée israélienne bombardait toujours par intermittence plusieurs localités, tandis que l'aviation survolait la région sans effectuer de raids. Selon le dernier bilan fourni par la police libanaise, l'offensive israélienne a fait plus de 128 morts et 520 blessés en une semaine.

De son côté, le Hezbollah a tiré vendredi soir trois roquettes sur le nord d'Israël. Dans un communiqué publié quelques heures plus tôt, le secrétaire général de cette formation, cheikh Hassan Nasrallah, avait affirmé que « l'arrêt des tirs de roquettes contre les colonies de peuplement ne pourrait se faire que si l'État juif totalement et définitivement aux agressions israéliennes et aux bombardements barbares de la population » du Liban.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU a dénoncé vendredi des mises en garde « inacceptables », adressées par l'État juif à la Force internationale des Nations unies au Liban (FINUL), qui se trouve, souligne-t-il, « pratiquement immobilisée » par les bombardements israéliens. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, Boutros Boutros-Ghali se dit « particulièrement préoccupé » par ces mises en garde, qui avertissent les « casques bleus » qu'ils seraient pris pour cible dans leur zone de déploiement, s'ils n'obéissaient pas à certaines consignes.

Depuis le début de l'offensive israélienne, les contingents népalais, irlandais et finlandais de la FINUL ont été directement touchés. A Helsinki, l'ambassadeur d'Israël a été convoqué par le ministre des affaires étrangères qui lui a indiqué que la Finlande envisageait de retirer au cours du week-end ses troupes stationnées au Liban sud, si Israël ne mettait pas fin à ses attaques.

Même s'il aurait souhaité voir cesser les bombardements avant son arrivée au Proche-Orient, le secrétaire d'État américain Warren Christopher a maintenu la tournée qui devrait le conduire la semaine prochaine en Égypte, en Israël, en Syrie et en Jordanie.

Le Jihad islamique en Palestine, une organisation palestinienne pro-iranienne, active dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, a adressé vendredi un « dernier avertissement au grand État américain », prévenant que « tous les Américains dans les États du Proche-Orient » seraient pris pour « cibles de nos attaques », si Washington ne réussissait pas à mettre un terme aux bombardements israéliens dans un délai expirant dimanche 1<sup>er</sup> août à 16 heures GMT. (AFP, Reuters.)

## AFRIQUE

**TOGO : un entretien avec l'opposant**  
« Les conditions ne sont pas réunies » pour mettre fin à son exil estime Gilchrist Olympio

Gilchrist Olympio, candidat à l'élection présidentielle du 25 août, estime que son retour au Togo n'est pas envisageable dans l'immédiat car « pour le moment, les conditions de sécurité ne sont pas réunies ». Pourquoi-elles l'être en moins d'un mois ? « Personnellement, je ne le crois pas », nous a-t-il déclaré vendredi 30 juillet à l'occasion d'un bref passage à Paris.

« Je serai en Afrique dans quelques jours, nous allons voir ce qui se passe, nous préférons attendre », affirme l'éternel rival du président Gnassingbé Eyadéma, qui n'est pas retourné dans son pays depuis l'attentat dont il a été victime en mai 1992. Les milieux officiels français l'ont, dit-il, « vivement encouragé à participer à l'élection ».

Outre l'insécurité, plusieurs obstacles pourraient néanmoins le contraindre à renoncer. Une polémique est engagée à propos des certificats médicaux joints à son dossier de candidature. Selon un membre du collège médical de la commission électorale, ceux-ci ne seraient pas valables, faute d'avoir été émis au Togo.

M. Olympio a d'autre part appris la semaine dernière qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui - en mai dernier - dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'attentat du 25 mars contre le président Eyadéma. « Je l'ai appris par les médias », s'insurge M. Olympio, pour lequel ces obstacles ont pour origine le fait que Eyadéma est convaincu que nous avons une grande audience dans le

pays. Depuis, le directeur général de la police a annoncé la suspension du mandat d'arrêt. Mais, affirme M. Olympio, « juridiquement, on ne peut pas provisoirement un mandat d'arrêt, il ne peut y avoir qu'un non-heu ».

Interrogé sur la multiplicité des candidatures de l'opposition, M. Olympio estime qu'il faut considérer le premier tour comme des primaires. « Nous nous soulevons six partis au Togo et nous ne savons pas ce que chacun représente en termes d'audience », plaide-t-il. Pour lui, l'accord de Ouagadougou - entre l'opposition et le mouvement présidentieliste - est « malheureux ».

Mais « dans la mesure où il y a des gens sur le terrain pour assurer la sécurité et la transparence, nous sommes prêts à aller aux élections ». Dix gendarmes français, quarante militaires burkinabés et soixante-dix militaires français, chargés de contrôler le cantonnement des militaires togolais dans les casernes pendant le processus électoral, sont déjà arrivés dans le pays.

« Voyons comment les choses vont évoluer », affirme M. Olympio, dont le combat contre M. Eyadéma dure depuis 1963, date du meurtre de son père, le président Sylvanus Olympio, dont le général-président s'est autoproclamé le fils. « Je suis fier de moi, car j'ai répété, en 1958 mon père n'avait pas de droits civiques, il ne pouvait pas quitter Lomé... il a quand même gagné les élections ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

### AFRIQUE DU SUD

## Le gouvernement prend des mesures contre la violence politique

Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, Hermans Kriel, a dévoilé, jeudi 29 juillet, toute une série de mesures destinées à endiguer l'escalade de la violence politique qui, pour l'année 1993, a déjà fait 1 423 victimes.

Une somme équivalente à 34 millions de francs doit être mise à la disposition des communautés victimes

de violence, en vue d'encourager des initiatives de paix locales. Les effectifs de la police seront augmentés de quelque 13 500 hommes, grâce à diverses mesures telles que le recrutement et le rappel de réservistes. Une autre somme, d'environ 60 millions de francs, contribuera à l'amélioration des conditions de vie et de travail des policiers. (L'Infinim.)

## Océanie

LOIN DES CAPITALES

## Ayers Rock, « cœur rouge » des antipodes

AYERS ROCK

de notre envoyée spéciale

Dans cet hôtel élégant, au bout du bout du monde, au cœur du cœur de l'Australie, les chambres haut de gamme ont le vue « sur le rocher ». Rien de plus naturel. N'est-il pas, ce fameux « rocher » - altier, envoutant, immémorial - l'unique objet du voyage, l'impérieux prétexte du plus beau des détours ? Sans lui, et ses sœurs de pierre, les « Olgas » toutes proches, aux silhouettes d'éléphants, quel étranger viendrait se perdre au « cœur rouge » de l'océan ?

Ayers Rock est, avec l'opéra de Sydney, la plus célèbre carte postale des antipodes. Deux emblèmes, deux images extrêmes de l'Australie : là-bas, les fibres voiles de béton défiant le Pacifique, l'orgueil de l'homme bâtisseur, l'éclat de l'Océan propice à l'hédonisme d'un pays si jeune ; ici, la certitude massive du rocher géant, l'écrit du « bush » qui incite au mysticisme, la splendeur austère d'un pays si vieux. Du haut du Rock, six millions de siècles nous contemplant.

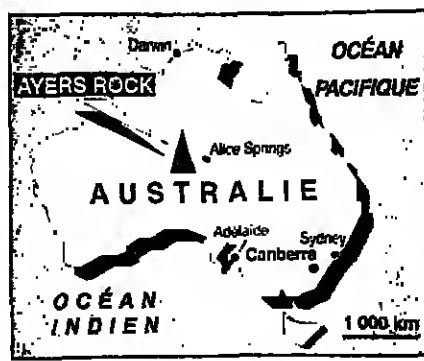
Cette idole des géologues, aux mensurations magnifiques, est le plus grand monolithe sur Terre : large de deux kilomètres et demi, long de quatre, haut de trois cent cinquante mètres. Sans oublier sa circonférence : plus de neuf kilomètres. Chaque soir, ce Gulliver minéral s'offre en spectacle. Quand l'horizon s'embrase, l'ocre muraille vira à l'orange puis au rouge sang. L'incendie creuse ses veines d'ombre, émeuvent comme les rides d'une vieille entrée.

D'une année sur l'autre, quelque 280 000 touristes viennent admirer cette pourpre éternelle, immuable et éphémère. Les plus nombreux sont japonais, de très loin. Exploitant un mieux ce riche filon, la plupart des guides locaux manient avec agilité la langue nipponne. A l'exemple de Matthew et Béatrice, deux étudiants passés par une université de l'archipel. Interprète en japonais : à coup sûr, un métier d'avenir en Australie.

Après le dîner, vient l'heure d'un autre spectacle. A la belle étoile, au sens fort du terme. Dans la nuit transparente, un astro-nome enthousiaste prête son télescope au visiteur ébahi. Au fond de la lunette magique, disent plénètes et constellations, brille la Croix du Sud - celle qui orne le drapeau australien - et scintille à l'infini le voile lactée, cette « milky way » ou nom anglais si velouté. Ici, nous assure-t-on, l'air est si pur que l'œil voit dix fois plus net qu'à Sydney. C'est à l'observatoire de Ayers Rock qu'on contemple le mieux, en 1986, le comète de Halley.

### Le site sacré des aborigènes

Le mastodonte ne laisse admirer sous tous les angles : d'en face, de préférence à l'aurore et au crépuscule ; d'en bas, en compagnie de jeunes « rangers » aussi doués pour commenter les peintures rupestres que pour détecter les traces des kangourous qui viennent boire la nuit au pied du rocher ; d'en haut, pendant un vol d'hélicoptère arrosé au



champagne ; de loin, sur une Harley Davidson ou au fond d'une limousine blanche avec chauffeur en uniforme. Et, pour parfaire l'extase, beaucoup d'escalade. Une ascension fort rude où l'on s'aide d'une chaîne fixée au sol, voire, comme certains touristes japonais, d'une paire de gants blancs pour mieux assurer ses prises.

L'exercice ne plaît guère aux Anangu, ce peuple aborigène qui, depuis toujours, tient le rocher - qu'il nomme Uluru - pour son principal site sacré. Uluru est le lieu de ses plus chères légendes, celle du Liru, le mauvais serpent, ou du Kuniye, le python, qui peuplent

le bestiaire mythique du « Temps du rêve », l'équivalent aborigène des premiers chapitres de la Genèse.

Uluru, où convergent les empreintes des ancêtres, et où rôdent les mânes de la plus vieille culture du monde parvenue jusqu'à nous, et décrite avec tant de bonheur par l'écrivain Bruce Chatwin dans son mémorable « Chant des pistes ». Gardiens et maîtres de l'« outback » - la brousse australienne - depuis vingt mille ans, les aborigènes sont de nouveau, depuis octobre 1985, les propriétaires légaux d'Ayers Rock, des « Olgas » et du parc national alentour. Un patrimoine touristique qu'ils ont aussitôt loué au gouvernement fédéral.

Au beau milieu du plus sec des continents, Uluru veille sur une terre rouge et aride, où les réservoirs d'eau sont mieux gardés que les banques de Sydney ; un univers de reptiles et d'épineux, où l'herbe reine, la spinifex - si dure qu'elle porte le nom du porc-épic - abrite le trou du goanna, le lézard géant ; un monde où les cacatoès à huppe rose ornent parfois le feuillage du gommier et où, providence du nomade, certains pruniers donnent un fruit riche en vitamines.

Depuis six mille ans, les dingos, chiens devenus euevages, traquent leur dégaîne éti- que dans ces solitudes. Sous prétexte qu'ils aiment un peu trop les moutons, les plus vieux compagnons des aborigènes furent les souffre-douleur de l'homme blanc, au point qu'on accusa à tort l'un d'eux, en 1980, d'avoir dévoré un bébé à Ayers Rock. L'affaire défraya longtemps la chronique judiciaire australienne.

Le rocher veille aussi sur tous les fantômes de la brousse, proches ou lointains, ceux des « bushrangers » du siècle dernier, ces bandes de grand chemin dont l'ancêtre Ned Kelly fut le premier héros - malheureux - des « Australiens » : il finit au bout d'une corde, un jour de 1883, dans la prison de Melbourne.

A Alice Springs, c'était l'époque pionnière où les femmes des futurs notables découvraient les joies du tennis tropical, en pantalons légers et larges chapeaux. Les vrais héros d'aujourd'hui sont au volant de leurs « road trains », ces interminables « trains de route » - un camion tirant trois remorques - qui avalent la Stuart Highway, du nord au sud du pays. Dopés aux amphétamines, et à la musique « country », ils jettent à peine un regard vers la route qui conduit à Ayers Rock et fonce, fonce vers Adelaide ou Darwin. Loin de l'étrange rocher, loin du cœur rouge de l'Australie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

حزب العمال



## SOCIÉTÉ

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin après le match Valenciennes-Olympique de Marseille

## L'ancien ministre Jacques Mellick témoin-surprise de Bernard Tapie

Jacques Mellick, ancien ministre socialiste et maire de Béthune (Pas-de-Calais), a été entendu par le juge d'instruction Bernard Boffy, vendredi 30 juillet, dans le cadre de l'enquête sur la tentative de subornation de témoin dont aurait fait l'objet l'ancien entraîneur de Valenciennes Boro Primorac de la part du président de l'OM Bernard Tapie.

L'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, maire de Béthune (Pas-de-Calais), est le témoin-surprise que Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, gardait en réserve pour contredire les accusations de Boro Primorac, l'ex-entraîneur de Valenciennes. Ce dernier affirme en effet avoir rencontré le président de l'OM, le 17 juin, à 15 heures, au siège parisien du groupe Bernard Tapie Finances (BTF), avenue de Friedland. M. Tapie lui aurait alors proposé un arrangement pour «porter le chapeau» dans l'affaire du match Valenciennes-Marseille et dire que c'est en fait le club marseillais qui avait tenté de négocier un match nul. M. Tapie a toujours nié ces accusations assurant qu'il n'avait pas rencontré M. Primorac, le 17 juin, à 15 heures, comme celui-ci le prétend. Refusant de préciser son emploi du temps de l'après-midi du 17 juin, le

président de l'OM avait déclaré, le 7 juillet, qu'il gardait une «surprise». Il a attendu trois semaines pour la dévoiler. M. Tapie assure aujourd'hui que, le 17 juin à 15 heures, il était dans ses bureaux en compagnie de Jacques Mellick, maire socialiste de Béthune, ancien ministre de la mer et ancien secrétaire d'Etat à la Défense. Cette information, révélée par le *Point* dans son édition du 31 juillet, a été confirmée au *Monde* par M. Mellick, samedi matin : «J'avais effectivement rendez-vous avec Bernard Tapie le 17 juin. Je suis arrivé sur son place un peu après 14 h 30. M. Tapie nous a rejoint dix ou quinze minutes plus tard. Il arrivait de l'extérieur. Notre réunion s'est achevée vers 15 h 30. Je n'ai jamais croisé M. Primorac. Je n'ai pas évoqué ce rendez-vous plus tôt car je ne voulais pas que l'on fasse l'amalgame avec l'affaire Testu, une société installée à Béthune».

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin, menée par le juge d'instruction Bernard Boffy, déjà en charge des investigations sur le match VA-OM, a donc connu un nouveau rebondissement, vendredi 30 juillet. Le magistrat s'est rendu à Béthune pour entendre M. Mellick, à titre de témoin. M. Tapie a confirmé à l'Agence France-press son entrevue avec le maire de Béthune : «Ce jour-là, j'avais rendez-vous à 14 h 30 avec Jacques Mellick. Il s'agissait d'organiser une tournée politique dans

le Pas-de-Calais. (...) Auparavant, j'avais déjeuné à TF1 avec Charles Villeneuve. Contrairement à ce qui a été dit jusqu'à présent, j'ai quitté TF1 en fait vers 14 h 35 et, dix minutes plus tard, je suis arrivé à BTF. Mais mon rendez-vous avec Jacques Mellick était à 14 h 30 et la réunion a commencé sans moi. Mellick, accompagné de son attaché parlementaire, discutait avec un de mes collaborateurs, Jean-Pierre Deck. Je les ai rejoints à 15 h 25, j'ai échangé sur les raisons de son silence sur ce point depuis trois semaines, le président de l'OM a expliqué : «Primorac, ayant déjà changé au moins deux fois de version, j'ai voulu le laisser venir et s'enfermer. Maintenant, en tous cas, les choses sont claires...».

## Des excuses aux magistrats

Claire, cette affaire ne l'est pas encore totalement pour les enquêteurs, en particulier en ce qui concerne le «timing» précis des événements. Un élément pourrait permettre de savoir si, oui ou non, l'ancien entraîneur de Valenciennes s'est bien rendu en siège de BTF. Il affirme qu'en cours de l'entretien qu'il aurait eu avec M. Tapie celui-ci aurait reçu un appel téléphonique du nouvel entraîneur de l'OM, Marc Bourrier. L'hôtel où se trouvait ce jour-là M. Bourrier n'étant pas équipé d'un standard informatisé

permettant de répertorier tous les appels et leur destinataire, les enquêteurs ont demandé aux Télécoms d'effectuer des recherches, ce qui est possible techniquement. Les résultats de ces recherches ne sont pas encore connus.

En marge de ces développements, M. Pelletier, l'avocat de Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM au moment des faits, a demandé au procureur général de la Cour de cassation, Pierre Truche, de présenter à la chambre criminelle de la Cour de cassation une requête en dessaisissement du tribunal de Valenciennes «dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice».

Enfin, M. Tapie a adressé, jeudi 29 juillet, une lettre au garde des sceaux, dans laquelle il exprime ses «regrets» et présente ses «excuses les plus sincères» aux magistrats pour avoir comparé les méthodes de la justice française à celles de la Geste dans un entretien à *VSD* (*Le Monde* du 15 juillet). A la suite de ces déclarations, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, avait déposé plainte contre le président de l'OM. Dans un communiqué publié vendredi, l'Union syndicale des magistrats (USM-majoritaire) estime que «le changement d'attitude de M. Tapie constitue une victoire pour l'honneur des magistrats». La chancellerie n'a pas encore fait savoir si la plainte déposée par M. Méhaignerie serait ou non retirée.

Ph. Br.

Fermeture de la dernière mine de fer en Lorraine

## L'ultime descente des «gueules jaunes»

HAYANGE

de notre envoyée spéciale

Amant a dix ans. Il est né à Hayange, «le berceau du fer», proclamant partout les panacées. Contrairement à son père et à son grand-père, il ne sera pas mineur. Le minéral lorrain, la «minette», n'existait plus. Le dernier site d'extraction française vient de fermer. Sur son grand vélo, vendredi 30 juillet, il a suivi le dernier défilé des «gueules jaunes» de Lorraine.

Comme chaque matin, ils sont une centaine à s'être rendus aux aurores au carreau du Porroin à Moyeuville, mais ils ne sont pas descendus au fond. Ici, la culture ferrifère a plus de quatre cents ans. C'est en 1565 qu'à quelques kilomètres, à Tréhemont, la première poignée de minéral a été extraite. Dans le bassin de Briey, il y a plus de 20 000 retraités des mines, et tout le monde a un ancien mineur dans son entourage, tant il est vrai que, depuis les années 60, les fermetures de sites se sont multipliées.

En 1976, 24 000 tonnes de minéral orange remontaient chaque jour. Lors du dernier fourage, le 22 juin, il n'en est sorti que 500 tonnes, juste assez pour remplir une vingtaine de chargeuses de livraison symboliques que les «gueules jaunes» ont allées déverser, vendredi, devant les hauts-fourneaux de l'usine sidérurgique. Quand le délégué CGT eut prononcé son discours : «Non les mineurs ne sont pas vaincus, ils sont encore debout. Notre lutte a des vertus, elle porte en elle l'espoir», tous sont retournés au fond pour y partager un dernier repas, «à l'abri des journalistes qui veulent nous faire un enterrament de première classe».

Voici plus d'un an, sept cents personnes travaillaient encore à Lorraine, la filiale minière d'Usinor-Sacilor. Au début du mois, elles n'étaient plus que 322. «La repli», explique Yves Thomas, le directeur général de Lorraine, a été décidé en juin 1991 pour faire face aux nouvelles demandes plus fortes en fonte dite «hématite» (produite à partir des minerais australiens, brésiliens ou africains riches en fer et pauvres en phosphore) qu'en fonte dite «phosphoreuse», celle du bassin lorrain.

Un plan social a été signé par la CFDT et la CGC, mais pas par la CGT, largement majoritaire. «Le syndicat», explique Jean Markun, représentant CGT au comité central d'entreprise, a refusé de signer car une expé-

rience du cabinet Sacaf-Alpha - que nous avons commandée dans le cadre du droit d'alerte - a démontré que ce plan industriel n'était pas urgent. Il a néanmoins négocié les conditions de départ des salariés, notamment des congés de reconversion et des mesures de «portage» pour les employés totalisant vingt-cinq ans d'ancienneté. Mutés dans d'autres entreprises d'Usinor-Sacilor jusqu'en décembre 1993, ils pourront néanmoins conserver le statut de mineur, qui assure la retraite après treize années de travail.

## «Percus de rhumatismes»

Au café où ils se sont réunis une dernière fois après la manifestation, les «gueules jaunes» critiquent ces mesures. Certains d'entre eux resteront à Moyeuville le temps d'y assurer la remise en état de la mine avant sa restitution à l'Etat. Toutefois, l'abandon du site pose de nombreux problèmes aux collectivités locales, en raison du coût à venir de l'exhaure, le pompage de l'eau des bassins hydrauliques, jusqu'alors assumé par la société d'exploitation minière.

Nicolas exprime son amertume : «A trente-six ans, on est perclus de rhumatismes à cause du taux d'humidité de 98 % dans la mine et on a de nombreux problèmes de dos. Qui voudra de nous ?», s'interroge-t-il. Comme le plupart de ses camarades, il avoue : «Le plus dur est de ne plus être un mineur, ici, c'était quelque chose de considéré pour sa force, mais aussi pour son salaire, supérieur à celui de tous les autres travailleurs».

Au souvenir de la grève mythique de Tréoux en 1963, durant laquelle les hommes étaient occupés la mine durant soixante-dix-neuf jours, les coeurs se serrent. René, médaille d'or de la mine pour avoir painé pendant quarante ans, évoque comme la bon temps l'époque où tout appartenait à la famille de Wendel, dont les deux châteaux autour de la cité minière de Jœuf, l'époque où les puits, comme les cités minières, portaient le nom des enfants de cette famille : Ségoline, Anne ou Pauline. Avant de se séparer, les «gueules jaunes» de Lorraine ont entonné le chant des mineurs : «Ils sont venus de route la Lorraine ; au fond, au jour. Poursuivons le combat».

FLORENCE DUTHEIL

Après le suicide d'un commissaire à Paris

## Une information est ouverte pour «tentative d'extorsion de fonds et coups et blessures volontaires»

D'une balle dans la tête tirée avec son arme de service, le commissaire Mathieu Moracchini s'est suicidé, mardi 27 juillet vers 3 heures du matin devant le commissariat de police du douzième arrondissement de Paris où il était le chef-adjoint de la 4<sup>e</sup> division de police judiciaire. La mort du commissaire a conduit le parquet de Paris à confier au juge d'instruction Janine Dral, mercredi 28 juillet, deux informations judiciaires afin de dissiper les zones d'ombre entourant ce suicide.

Ouverte pour «recherche des causes de la mort», la première de ces procédures est habituelle : il s'agit simplement de confirmer le décès d'un suicide qui ne fait guère de doute. Diligentes pour «tentative d'extorsion de fonds et coups et blessures volontaires», la seconde met en cause, a posteriori, la vie privée d'un fonctionnaire de police qui traversait de graves problèmes familiaux. Cette dernière enquête devra notamment dénouer les fils d'une affaire dans laquelle le commissaire Moracchini se retrouve aux côtés d'une ancienne prostituée et d'un journaliste se

prétendant victime d'une extorsion de fonds.

Chroniqueur hipnique dans un quotidien parisien, Thierry Léger affirme en effet avoir été menacé, le 21 juillet à Paris, par trois hommes qui l'ont élevé pendant quelques heures à bord d'un véhicule de police. Le journaliste, qui a déposé plainte, déclare avoir alors été contraint de signer des chèques par les trois ravisseurs. Sur l'un des chèques, M. Léger indique avoir reconnu l'écriture de l'une de ses amies, une actrice prostituée avec laquelle il avait un contentieux financier.

Or, il semble que le commissaire était, depuis peu, proche de cette femme. En outre, le signalement donné par le journaliste de l'un des membres du trio correspond d'assez près à la description du commissaire. Apprenant par des collègues que la plainte de M. Léger risquait de le mettre en accusation, le commissaire aurait alors décidé de mettre fin à ces jours afin d'éviter le scandale.

E. In

Le financement de la campagne électorale du maire de Lyon

## Pierre Botton a été confronté au PDG de la SDEI à propos d'études fictives

LYON

de notre bureau régional

Pierre Botton a, de nouveau, été convoqué, vendredi 30 juillet, par le juge Philippe Courroye pour une confrontation de quatre heures avec Marc-Michel Merlin, PDG de la Société de distribution des eaux intercommunales (SDEI), filiale de la Lyonnaise des eaux, mis en examen il y a quelques mois pour abus de biens sociaux. Le magistrat voulait des explications sur la nature des sommes versées régulièrement par la SDEI à M. Botton, accusé de recel dans cette partie du dossier. Ce dernier aurait perçu, à raison de régle-

ments mensuels de 177 900 francs, puis de 355 800 francs à partir de 1990, un total de 3,7 millions de francs. Devant le juge, les deux hommes auraient, aux dires de leurs avocats, maintenu leurs positions. Selon M. Merlin, son entreprise, qui cherchait alors à s'implanter dans l'agglomération lyonnaise, a rémunéré une série d'études, plus ou moins approfondies, sur le marché de l'eau à Istanbul et dans les pays de l'Est. Pour M. Botton, ces fonds n'étaient en fait qu'un moyen de financer les campagnes électorales de son beau-père, Michel Noir, maire de Lyon.

par Cherbourg en 1995 et 1996. Le troisième le sera en 1995 par les chentiers Leroux et Lotz, à Lorient. Le contrat porte sur une somme globale de 250 millions de francs et représente quelque 300 000 heures de travail pour les deux chantiers.

Rectificatif. - Nathalie Duhamel, qui a signé une lettre sur le Bosc dans la rubrique «Au courrier du Monde» du 31 juillet, appartient à l'AICF, Action internationale contre la faim (et non «contre la guerre»).

## PARIS EN VISITES

LUNDI 2 AOUT

«L'île de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de chanoines», 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Jardins aux-foies, L.-A. Lavigne).

«Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre», 11 h 15, 14 h 45 et 17 h 45, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«L'île Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au dix-septième siècle», 14 h 30, métro Pont-Marie (M.-C. Lesnier).

«Hôtels du Marais spécialement novateurs. Passages, ruelles insolites, jardins, plénitude et escaliers incroyables», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Haulier).

«L'Hôtel-Dieu, l'encêtre des hôpitaux parisiens, et le médecin autrichien», 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (L.-A. Lavigne).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

«La basilique de Saint-Denis. Les sépultures des rois de France», 15 heures, entrée de la basilique (Paris et son histoire).

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
46-62-72-67

Avec l'arrêt de son unité de concentration du minéral d'uranium

## Le Limousin perd sa vocation minière

LIMOGES

de notre correspondant

La SIMO (Société industrielle des minerais de l'Ouest) a fermé officiellement, samedi 31 juillet, son unité de concentration d'uranium de Bézenet-sur-Gartempe (Haute-Vienne). Plus discrètement que le Lorraine mais en même temps, le Limousin voit la fin de sa vocation minière. Les derniers tonnages extraits d'ici l'arrêt total, dans un ou deux ans, seront traités plus au nord, dans l'unité de concentration Total-Compagnie minière France, de Jouac (Haute-Vienne).

## Projet de stockage

La SIMO, filiale à 100 % de la COGEMA, la branche industrielle du CEA, a traité en trente ans 15 millions de tonnes de minéral. Dans les années 70, au plus fort de l'essor du nucléaire civil, elle employait 220 salariés ; elle était descendue à moins de 100 dernièrement et ne fonctionnait qu'à 10 % de sa capacité. Plus globalement, l'activité uranium en Limousin, qui a occupé jusqu'à 1 200 salariés voici dix ans, s'en emploie plus que 300.

Les bâtiments en contact direct avec le minéral radioactif (silos de stockage, ateliers de préparation, fabrication de l'acide sulfurique, déconteneurs) vont être démolis et

détruits. La COGEMA envisage néanmoins de rester présente sur le site en y regroupant divers services et laboratoires actuellement disséminés en Haute-Vienne. Elle a aussi un projet de stockage d'oxyde d'uranium à faible radioactivité (ramené de Pierrelatte), de thorium et de sels de mercure. L'ensemble de ces plans pourrait maintenir une centaine d'emplois.

Mais les mouvements écologistes et bon nombre d'élus s'opposent à ces projets qui leur semblent enterrer pour la région un rôle de pouille de l'industrie nucléaire. Face à ce frot du refus, Jean Syrota, PDG de la COGEMA, avait envisagé, au début de l'année, le politique du tout ou rien : ou bien le Limousin accepte les projets de stockage, ou bien l'entreprise se retire totalement.

GEORGES CHATAIN

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société :  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde**  
PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Crois  
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Isabelle Taillat.  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis  
75902 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc. MONDOPUB 634 128 F  
Téléc. : 46-62-72-72. Société filiale de la SARL Le Monde et de l'Union des Médias de France SA.

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du Monde  
12, r. M.-Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75801 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 281.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$ 9.97 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.  
POSTMASTER: Send address changes to US of NY Box 158, Champlain, N.Y. 12919-1578.  
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 333 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2863 USA  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

« Le Monde »  
FRANÇOIS MITTERRAND  
Président républicain.  
Connaissez-vous le candidat socialiste ?  
Consultez  
**L'HISTOIRE**  
AU JOUR LE JOUR  
14025-587 (1-800-800-800)



## SOCIÉTÉ

En utilisant des gènes « suicides »

### Des chercheurs français obtiennent des résultats encourageants dans le traitement du cancer par thérapie génique

Une équipe de chercheurs dirigée par le professeur David Klatzmann (laboratoire de biologie et génétique des pathologies immunitaires, hôpital de la Pitié, Paris) a réussi à traiter des métastases hépatiques chez l'animal en ayant recours à une nouvelle méthode de thérapie génique à base de gènes « suicides ». Ces travaux, publiés dans le dernier numéro de la revue américaine *Proceedings of the National Academy of Sciences* (1), laissent espérer des progrès en matière de traitement du cancer et du sida.

Parmi les techniques de thérapie génique actuellement expérimentées aux États-Unis et en Europe, il en est une qui semble prometteuse : la thérapie par gènes « suicides ». Très schématiquement, il s'agit d'introduire dans les cellules à traiter - tumorales ou infectées par un virus - des séquences génétiques assurant la production d'une protéine toxique, capable de tuer la cellule traitée.

Plusieurs équipes, en particulier celles de G. B. Elion (université de Durham) et de Michael Blaese (National Cancer Institute, Bethesda) aux États-Unis et celle du professeur David Klatzmann (hôpital de la Pitié, à Paris), ont

réussi à démontrer l'intérêt de cette technique aussi bien pour traiter des tumeurs expérimentales chez l'animal que, *in vitro*, pour protéger les cellules immunitaires contre la dissémination du virus du sida.

La plupart des gènes suicides actuellement expérimentés sont des gènes responsables de la fabrication d'enzymes capables d'empoisonner la cellule. Parmi ces enzymes, c'est la thymidine kinase du virus de l'herpès (HSV-TK) qui a été la plus utilisée.

#### Essai clinique

En 1992, dans un article publié par la revue américaine *Science*, l'équipe de Michael Blaese avait annoncé qu'en travaillant sur des tumeurs cérébrales de rats induites expérimentalement, elle avait réussi, au moyen d'injections intra-tumorales, à obtenir une régression des tumeurs traitées. Dans onze cas sur quatorze, la tumeur avait même pu être éradiquée.

Ces résultats furent jugés à ce point probants que le Recombinant Advisory Committee (RAC) américain a autorisé récemment la réalisation d'un essai clinique de phase I chez huit patients atteints d'une tumeur maligne du cerveau (glioblastome cérébral). Les premiers résultats de cet essai devraient être rendus publics à la fin de l'année. Pour sa part,

l'équipe du professeur David Klatzmann, à laquelle collabore le professeur Didier Houssin (laboratoire de recherche chirurgicale de la faculté de Cochin-Port Royal), a, en suivant une stratégie analogue, réussi à traiter des métastases hépatiques expérimentales chez l'animal.

Là encore, les résultats semblent prometteurs et laissent espérer une mise en œuvre prochaine de ce type de thérapie génique, non seulement dans le traitement de certains cancers, mais également de certaines maladies virales comme le sida.

En effet, l'équipe du professeur Klatzmann a réussi à montrer - *in vitro* et eu prix d'un protocole extrêmement compliqué - qu'il est possible de protéger les lymphocytes T (les globules blancs infectés en priorité par le virus VIH) contre la dissémination du virus du sida. Le professeur Klatzmann devrait débiter dans quelques mois un essai clinique de phase I chez des malades atteints d'un stade terminal. Cet essai, destiné à vérifier la bonne tolérance du traitement, pourrait également permettre de se faire une première idée de son efficacité éventuelle chez l'homme.

FRANCK NOUCHI

(1) «Regression of established macroscopic liver metastases after *in situ* transduction of a suicide gene» par M. Carmo, Y. Panik, S. Gargan, D. Houssin, J.-L. Staszmann et D. Klatzmann.

SPORTS ÉQUESTRES : les championnats d'Europe de saut d'obstacles

### La France obtient la médaille de bronze par équipes

La Suisse a remporté, vendredi 30 juillet à Gijon (Espagne), le titre de champion d'Europe de saut d'obstacles par équipes. Elle devance la Grande-Bretagne et la France emmenée par Eric Navet, tenant du titre dans l'épreuve individuelle.

GIJON

de notre envoyée spéciale

Une barre qui cède sous le sabot du cheval de l'Allemand Franke Smootbaak, et puis un refus. Ce coup de théâtre, survenu sur les deux derniers obstacles de la deuxième et dernière manche de l'épreuve par équipes des championnats d'Europe, a ruiné les espoirs des Allemands, favoris de l'épreuve et en tête à l'issue de la première manche. La France, alors quatrième, pouvait soudain espérer une médaille de bronze. Elle l'a obtenue au terme d'une compétition de cinq heures disputée entre

ombre et soleil, dans un vent frisant, usant pour les nerfs car elle devait de surcroît décider de la qualification des vingt meilleurs pour l'épreuve individuelle de dimanche.

« Cette médaille de bronze est le fruit d'un travail de fond, alors que les Allemands parviennent sur des victoires éclair », a commenté l'entraîneur national, Patrick Caron, en rappelant que « depuis huit ans, notre pays décroche au moins une médaille lors des championnats du monde, d'Europe ou des Jeux olympiques ».

À Gijon, la France tentait un pari risqué. Si les quatre cavaliers - Hubert Bourdy, Michel Robert, Hervé Godignon et Eric Navet - étaient ceux qui avaient terminé troisièmes aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992, deux de leurs montures étaient alignées pour la première fois dans un grand rendez-vous. *Twist du Vallon*, monté par Hervé Godignon, a commencé sa carrière au Grand prix de Rome il y a trois mois seulement, et *Sissi*

de la Lande n'est montée par Michel Robert que depuis six mois. « C'est une bonne préparation pour les championnats du monde 1994 », a expliqué Patrick Caron. Les hommes sont là mais nous devons trouver une relève pour les chevaux. *Twist* est un cheval très puissant, mais il lui faudra encore beaucoup de séances de dressage ».

Vingt et unième du classement individuel, le couple Hervé Godignon-*Twist* sera absent de l'épreuve individuelle dimanche. Deux Français restent parmi les vingt cavaliers retenus : Michel Robert, deuxième du classement général à l'issue des épreuves éliminatoires, et Eric Navet sixième. Avec *Quilo de Baussy*, ce dernier tentera dimanche de conserver son titre de champion d'Europe enlevé il y a deux ans à La Beule. Ultime camoufflet pour les Allemands, le champion olympique Ludger Beerbaum n'a pas été retenu pour la finale.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les difficultés d'une « opération pilote » pour les jeunes à Saint-Ouen

### Quartiers d'été

C'est une histoire de vacances en banlieue, de jeunes livrés à eux-mêmes, d'ouvriers embauchés de pétanque et de tennis. C'est des administrations irresponsables et un animateur surexcité s'en mêlent, et le mélange devient détonant. Le résultat est là : comme chaque jour de ce mois de juillet finissant, près de quatre-vingts enfants et adolescents venus par autocar de Saint-Denis, La Courneuve, Stains et Neuilly-sur-Marne prennent possession du vaste terrain de sport attenant à l'usine GEC-Alsthom de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Un hevre de paix ouvrant sur le Seine, dans ce quartier voué aux industries. Six hectares de verdure partagés entre un terrain de football, des courts de tennis, et une canteine de jardins ouvriers où s'épanouissent arbres fruitiers et potagers.

Les jeunes ne sont pas venus pour binner les courts de tennis, mais pour taper dans un ballon ou une balle de tennis. Encadrés par deux adultes de bonne volonté mais sans expérience, les adolescents divaguent, certains investissent les courts de tennis en terre battue avec des chaussures à crampons, d'autres s'intéressent aux productions fruitières des jardins. Pour compléter le tableau, quelques salariés d'Alsthom, adhérents de la Société sportive amicale (SSA) de l'usine, s'adonnent au jeu de boules sous les acacias, au tennis ou au jardinage. L'atmosphère est électrique. Certains courts réservés par des membres du

club sont occupés par les jeunes, donc inaccessibles. On murmure des histoires de terrains vandalisés, de voitures malmenées, de vols de pommes se terminant à coups de cailloux.

Entre les prolétaires en « joggings » et les gosses, d'origine africaine pour la plupart, l'incompréhension couve, même si elle reste inexprimée : « Personne n'est contre le fait qu'ils viennent jouer ici, mais à condition d'être encadrés un minimum », remarque un joueur de pétanque, tandis que le gardien du terrain ennetate que « les mômes ne sont pas méchants ».

#### Labyrinthes administratifs

Cette situation illustre une épithète de la ville erratique et mal assumée. Le terrain d'Alsthom-Saint-Ouen avait en effet été choisi, en 1991, pour une opération test à destination des jeunes banlieusards qui ne partent pas en vacances. Conduite par le cabinet du ministre de la ville de l'époque, Michel Dala-Berre, l'opération avait été adoucie comme exemplaire. Per convention, la municipalité de la ville s'engageait à subventionner une association créée pour l'occasion, « Espace-Sport-Insertion-Jeunes » (ESIJ) en échange de la mise à disposition par son président, Hervé Picard, des courts de tennis couverts d'Alsthom-Saint-Ouen, dont il assure la gestion en tant que responsable de la société « Paris-Tennis ».

Meis l'« opération pilote » fut sans lendemain : le valse des ministres de la ville, à partir de mai 1992, fit se perdre le dossier dans les labyrinthes administratifs, tandis qu'Hervé Picard, courtois par sa « *Méchage* », tentait de négocier le renouvellement de sa convention. Il l'obtint en 1992 après en avoir référé au premier ministre. Mais pas en 1993, après un nouveau bouleversement du paysage politico-administratif.

Sur place, les jeunes habitués, aidés par M. Picard, sont revenus quand même, prenant leurs quartiers d'été avec leurs ballons, leurs raquettes, et leurs mauvaises habitudes. « Si je las lâche, il y aura du vilain », menace, hors de lui, M. Picard qui fait le siège des administrations. « S'il fallait attendre que l'Etat bouge, on ne ferait rien », renchérit les animateurs improvisés qui, sur le terrain, tentent de maîtriser la situation. Pendant ce temps, les responsables se renvoient la balle. Au cabinet de Simona Vail, ministre de la ville, on connaît par cœur ce calamiteux dossier. On assure qu'« aucun des jeunes n'est sous la responsabilité de l'Etat », que leur encadrement « doit être assuré par leurs communes d'origine », que « des tracasseries sont en cours ». Abandonner-elles avant que n'explose la petite cancéral de mal des banlieues qui sa vit chaque après-midi sur l'herbe de Saint-Ouen ?

PHILIPPE BERNARD

## REPÈRES

### ÉDUCATION

#### François Bayrou défend les langues régionales

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, a marqué, vendredi 30 juillet, l'intérêt qu'il porte à la défense des cultures et langues régionales, à commencer par la langue basque. Recevant très symboliquement au Parlement de Navarre, à Pau, l'Académie de la langue basque, le président du gouvernement basque espagnol et le représentant du président du gouvernement de Navarre, François Bayrou a indiqué qu'il ne voyait pas « au nom de quel élitisme celui qui se bat pour la réintroduction des humanités classiques, déclarerait que le latin et le grec sont un trésor et que la langue qui les précède ne méritait pas un effort semblable ». « La langue basque n'a-t-elle pas résisté à la romanisation et à l'envahissement de toutes les grandes langues dominantes ? », a-t-il précisé. François Bayrou a donc réaffirmé son soutien aux écoles bilingues ou basques comme les *Ikastolas*. Le ministre avait été mis en minorité par son conseil général, le 29 juin, qui avait refusé une subvention destinée à la fédération des *Ikastolas*. (Corresp.)

### SANTÉ

#### Epidémies de choléra à Djibouti et en Afghanistan

Le choléra a fait son apparition à Djibouti, où près de 1 200 cas de diarrhée aiguë auraient été décelés, causant la mort de cinquante personnes, selon Médecins sans frontières (MSF). L'épidémie menacerait 300 000 à 400 000 habitants, soit les deux tiers de la population de la capitale. Une équipe d'urgence a été envoyée sur place par MSF, et devrait rester trois mois pour installer des aménagements sanitaires, afin de prévenir une nouvelle épidémie. Une équipe médicale de l'armée française devait arriver à Djibouti, samedi 31 juillet.

Médecins sans frontières a également envoyé du matériel à une équipe dans le nord de l'Afghanistan, à Mazar-e Charif, pour répondre à l'épidémie de choléra qui menace depuis fin juin. Des abris, du matériel médical, des médicaments et des réservoirs d'eau ont été acheminés dans cette ville proche du Tadjikistan, où treize personnes sont mortes depuis le 18 juillet, et où quarante à soixante cas nouveaux sont décelés chaque jour. Le matériel de MSF est également destiné à un camp de réfugiés tadjiks, à quelques kilomètres de Mazar, où 25 000 personnes vivent dans des conditions d'hygiène défavorables à l'éclatement de l'épidémie.

## CARNET DU Monde

### Décès

- M<sup>me</sup> Maurice ADDA, son épouse, Jean-Luc et François ADDA, Chantal ADDA-Ménou et Hervé Ménou, Didier ADDA, ses enfants, Florence, Gaëtan et Yann, ses petits-enfants, Les familles ADDA et Cicile. Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Maurice ADDA, docteur vétérinaire, survenu le 26 juillet 1993, dans sa soixante-quatrième année.  
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le 28 juillet, à Trévières (Calvados).  
Le Coudray, 14140 Prézeville.  
- Nicole et Jean Guigou, Christine et José Khalila, Robert et Josette Juillien, ont l'immense douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Roger JULLIEN, née Marie-Louise Didier, survenu le 29 juillet 1993, à Briançon.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Briançon, le samedi 31 juillet.  
9, rue Durand-Benech, 92260 Fontenay-aux-Roses, 54, boulevard Victor-Hugo, 06000 Nice, 9, avenue du Général-de-Gaulle, 05100 Briançon.  
- Bayeux, Dunkerque, Mosles.

M. Alain LECORNU, Valérie, François, Marianne et Frédéric Bonnan, ses enfants, Baptiste, son petit-fils, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Alain LECORNU, née Françoise Brisset, survenu le 29 juillet 1993, à l'âge de soixante et un ans.

Ses obsèques seront célébrées le lundi 2 août, à 15 heures, en la cathédrale de Bayeux, sa paroisse.  
L'inhumation aura lieu à Mosles, dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
4, rue Bourbessier, 14400 Bayeux.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> François NAUD, née Marie-Françoise Raoul, diplômée de biologie moléculaire, survenu le 29 juillet 1993.

Les obsèques auront lieu le mardi 3 août, à 15 h 45, en l'église Saint-Louis-de-Montfort, à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de la Boutellerie, à Nantes.

François Naud, son mari, Cécile, Grégoire et François-Xavier, ses enfants, M<sup>me</sup> Simone Raoul, sa mère, Dominique Raoul, sa sœur, Et toute la famille, en font part dans la peine.

19, impasse de Tananarive, 44800 Saint-Herblain.

### Remerciements

- M<sup>me</sup> Raul GARDINI et ses enfants, Eleonora Gardini, Ivan Francesco Gardini, Maria Speranza Gardini, très touchés des marques de sympathie reçues après la disparition tragique de

M. Raul GARDINI, tiennent à exprimer tous leurs remerciements.

Une cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Ravenne, le lundi 26 juillet 1993.

Via Massimo d'Azeglio, 10, 48100 Ravenne (Italie).

### Anniversaires

- Le 1<sup>er</sup> août 1991, Mathieu. Nous pensons tous à lui.

- Le 31 juillet 1992, à l'âge de quarante et un ans, Uziel PÈRES

nous quitte tragiquement.

Cardons le souvenir de cet ami merveilleux.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 100 F

Abonnés et actionnaires ..... 90 F

Communications diverses ..... 105 F

Thèses étudiants ..... 60 F

TOULON EVENEMENT

DU 4 AU 9 AOUT 1993

# Vidocq

## revient au bain

## de Toulon.

Time des gueules jaunes

100 % de la production de la région de Toulon est destinée à l'exportation. C'est pourquoi, pour protéger les intérêts de nos producteurs, nous avons décidé de mettre en place une réglementation stricte. Toute importation de produits similaires devra être déclarée et soumise à un contrôle rigoureux. Nous vous remercions de votre compréhension et de votre soutien.

perd sa vocation militaire

100 % de la production de la région de Toulon est destinée à l'exportation. C'est pourquoi, pour protéger les intérêts de nos producteurs, nous avons décidé de mettre en place une réglementation stricte. Toute importation de produits similaires devra être déclarée et soumise à un contrôle rigoureux. Nous vous remercions de votre compréhension et de votre soutien.

محرم الحرام





## AGENDA

## THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-39-74-82). Le Premier : 17 h et 22 h.  
**ARTISTIC-ATHÉVAIN** (49-06-36-02). L'Eloge de la folie : 16 h et 21 h.  
**BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE** (40-46-80-72). Sur le dos d'un éléphant : 21 h, dim.  
**BERRY-ZEBRE** (43-57-51-55). Les Champêtres de Jole : 20h30. Tiens bon : 21h.  
**BODINO** (43-27-75-76). Le Pied à l'oeil : 21 h.  
**CARÉ DE LA GARE** (42-76-62-51). Les Zappes : 20 h 16. Le Graphique de Boscop : 21 h 30. Dim. Nouvelles tous des lepin à six pattes : 20h. Dany Scott : 21h15. Artus de Pergem : 22h30.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-61-00-11). Voltaire-Rousseau : 19 h et 21 h 30.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU** (40-16-00-16). Le Prie Martin : 20 h 30.  
**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-19-16-11). La Lettre : 19 h 30. La Cité : 20 h 30, dim. 17 h 30.  
**DAUNOU** (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h, dim. 15 h 30.  
**ESPACE MARAIS** (48-04-91-55). L'île des esclaves : 19 h, dim. 15 h. Feu le maître de madame : 20 h, dim. 18 h. La Mouette : 21 h. Dim. Le Mariage de Figaro : 16h.  
**FONTAINE** (48-74-74-70). Comédie d'amour : 20 h.  
**GRAND ÉOGAR** (43-35-32-31). Le Système Ribaudeau : 20 h.  
**HUCHETTE** (43-26-38-89). La Cantatrice cheuvre : 19 h 30. Le Lapin : 20 h 30.  
**JARDINS OU PALAIS-ROYAL** (40-28-40-33). Malassange : 19 h.  
**LUCERNAIRE FORUM** (46-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Et 86 chez les Pyjoles : 20 h. Le Jardin des cerises : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. A.H.S.I. l'avis un nom connu, vous verrez comme je saurais célébrer : 20 h. Personne n'est parfait : 21 h 30.  
**MAOËLINE** (47-42-95-22). Atout cœur : 21 h, dim. 15 h 30.  
**MATHURINS** (42-65-80-00). En attendant les bouffes : 20 h, dim. 15 h.  
**MÉTAMORPHOSIS** (42-61-33-70). Tombe d'été : 15 h. Le Miroir des songes : 21 h, dim. 15 h.  
**MICHOËLÈRE** (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schutz : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.  
**UVRE** (48-74-42-62). Pendant que vous dormiez : 20 h 45, dim. 16 h.  
**PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)**

(42-02-27-17). Bruno Lugin : 20 h 30.  
**PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE** (42-27-38-64). Embras-nous, Folleville : 15 h et 18 h 30. Le Voyage de M. Perichon : 18 h 30 et 20 h 30.  
**RANELAGH** (42-86-84-44). Messieurs les ronds-de-cuir : 20 h 30.  
**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les Jours des mœurs : 18 h et 21 h.  
**SAINT-GEORGES** (48-76-83-47). Une assemblée pour deux : 20 h 45.  
**SOUS CHÂTEAU (PARC DE LA VILLETTE)** (40-03-75-75). Les Éléphants : 21 h.  
**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Improvisation : 20 h 30. Oidier Bénureau : 22 h.  
**THÉÂTRE DÉJAZET** (48-87-52-65). Elle Kakou : 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (48-06-10-17). Les Jeunes Femmes : 20 h 30. Rien ne sert de dormir, faut s'élever l'instinct : 22 h.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-78-97-87). L'Union libre : 20 h 16. Les Sacrés Monstres : 22 h.  
**THÉÂTRE GRÉVIN** (42-48-84-47). Cherté bien ordonnée : 21 h.  
**THÉÂTRE MAUSSEL-MICHEL GALASSRU** (42-23-15-85). Western solo : 20 h, dim. 15 h. Eternel Tango : 21 h.  
**THÉÂTRE MONTORGUEIL** (42-36-38-66). Arène. Le Retour de M. Leguen : 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Le Théâtre de Brel : 19 h.  
**THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL** (48-06-72-34). Oom Joun : 19 h et 20 h 45.  
**TOURTOUR** (48-67-42-48). L'heure espagnole : 19 h. Les Ronds-de-cuir : 20 h 30. Le rêve était presque parfait : 22 h.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Chippelle : 21 h.

**LA CINÉMATHEQUE**  
**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**  
**SAMEDI**  
 L'Espionnage, un genre impur : l'œil du monarque (1982), de Georges Lautner, 14 h 30 ; Notre homme Fint (1986, v.o. s.t.f.), de Daniel Mann, 16 h 30 ; Arabesque (1966, v.o. s.t.f.), de Stanley Donen, 19 h ; Top Secret (1983, v.o.), de Jim Abrahams, David Zucker et Jerry Zucker, 21 h.  
**DOMINIQUE**  
 L'Espionnage, un genre impur : les Barbouilles (1984), de Georges Lautner, 14 h 30 ; Une ravissante idiote (1964), d'Edouard Mollard, 16 h 30 ; Les Russes ne boiront pas de Coca-Cola (1968, v.o. s.t.f.), de Luigi Comencini, 19 h.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6095  
 HORIZONTALEMENT

1. Avec ses restes, on peut toujours faire des boulettes. Pour se reposer dessus, il faut qu'elle soit solide. Fait partie du paysage biterritoir. - II. Marques de fidélité. - III. Au pied d'un chêne. Un disque qui fut longtemps à la mode. On peut se reposer sur eux les yeux fermés. - IV. Pronom. Lui. Un envoyé du ciel. - V. Qui n'est pas en bonne voie. Abréviations des Etrusques. Unité monétaire. - VI. Quand on le prête, c'est pour longtemps. On évolue des moines. - VII. Autre hébété d'un très bel ouvrage en suspens. Un peu de vert. VIII. Ne comprend pas. Certaine considération qu'il est nécessaire d'attacher de l'importance à leur sujet. Prouver que l'on ne manque pas d'objectif. - IX. Qui ont retrouvé leur place après un déplacement momentané. Finalement bête. - X. Souvent servis. Bâtiments de lignes. Riche. - XI. Ceuses. Fils conducteurs. Pense parfois son temps à la femme. XII. Titre ébréché. Vis. En l'espace. Vécit éternel. - XIII. Risquent parfois de passer inaperçus. Ne put cacher sa corruption. Un trait suffit à le rendre beau. - XIV. Animal, il comprend les femmes. Se manifeste au moindre soufflé. - XV. N'errant pas de bêche. Se couche sur le foin par une belle journée de juin.

VERTICALEMENT

1. Quatre sous un bouquet. Certains n'hésitent jamais à les battre. Point solide sur fonda mouvants. 2. Texte dans lequel quelques points ont été volontairement oubliés. Prendre ses responsabilités. 3. Marche parfois sur la tête. Leurs branches et leurs rameaux se multiplient au-dessus du tronc. Un fardeau pour les Anciens. 4. Font que des militaires en retraite sont « cassés ». L'œuvre de la dernière main. 5. Pétries. Lettres de dénonciation. 6. Réduite à gauche. Immobilisées sur un banc. 7. Sont l'objet d'une citation. Partie du monde. - 8. Pât. Il pleit

Solution du problème n° 6094

Horizontalement

I. Elision. - II. Seigne. Aho. - III. Cam. Sejour. - IV. Aère. Le. - V. MN. II. AM. - VI. Otan (Nato). Tapa. - VII. Ter (ret). Serin. - VIII. Ebène. Aod. - IX. Ultime. Ni. - X. Réédite. - XI. SS. Seule.

Verticalement

1. Escamoteur. - 2. Lamentables. - 3. Io. Arêtes. - 4. Sn. Ain. Nid. - 5. Iles. Semis. - 6. Allée. Eté. - 7. Neja. Ara. Eu. - 8. Hol. Apion. - 9. Gourmandise.

GUY BROUTY

## CINÉMA

## LES FILMS NOUVEAUX

**AU BÉNÉDICT DU DOUTE** (F). Film américain de Jonathan Heap, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Hautes-Seines, 14 (36-65-75-55) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; Gaumont Opéra, 2 (38-65-70-84) ; v.f. : Breizh, 6 (38-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 38-65-70-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**BIG MAN**. Film britannique de David Lean, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (43-35-32-31) ; 38-65-70-84) ; La Balzac, 6 (45-61-10-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).  
**COEUR SAUVAGE**. Film américain de Tony Bill, v.o. : Forum Horizon, 1 (46-08-67-67) ; 38-65-70-84) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; 38-65-70-84) ; UGC Montparnasse, 6 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**KALAHARI**. Film américain de Michael Safdin, v.o. : Forum Horizon, 1 (46-08-67-67) ; 38-65-70-84) ; UGC Montparnasse, 6 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**UN JOUR SANS FIN**. Film américain de Harold Ramis, v.o. : Forum Horizon, 1 (46-08-67-67) ; 38-65-70-84) ; UGC Montparnasse, 6 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA NUIT SACRÉE** (F). Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09) ; La Balzac, 6 (45-61-10-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).  
**LES NUITS SAUVAGES** (F). Epiée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LA CRUISE** (F). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-36-10-88) ; 38-65-71-44).  
**LES COPIAINS D'EDDIE COYLE** (A, v.o.) : Action Christline, 6 (43-29-11-30) ; 38-65-70-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; 38-65-70-84) ; UGC Opéra, 2 (38-65-70-84) ; 38-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; 38-65-70-84) ; Mistrail, 14 (36-65-70-84) ; Le Gombette, 20 (46-



# CULTURE

## Frank Stella, l'invasion de l'espace

CHEZ LES PEINTRES

Deux étages de fatras, un formidable désordre dispersé dans un espace immense - Stella a pour atelier une ancienne salle de ventes, hangar long et haut fermé par une porte de fer, tout près de Washington Square. La façade, décrite comme il convient afin de détourner l'attention des voleurs, est ornée d'une collection de tags qui ne doivent rien au maître des lieux. Au rez-de-chaussée, des assistants chargent ou se saluent dans une camionnette. D'autres transportent des cartons et un autre encore un plumet.

Stella est au premier étage, celui de l'atelier lui-même, en haut d'un escalier de fer. Dans le coin salon - si l'on peut dire - un canapé effondré et des fauteuils crevés qui vomissent leurs entrailles. Partout, des tables et des planches sur des tréteaux, partout des maquettes et des reliefs qui tordent leurs membres de ferraille, partout des plans déroulés, des Polaroids oubliés et des dossiers. Débordant d'uo sac, s'échouant en avalanches écharnées sur le parquet, des chapeaux de paille en mousse, des voilettes, des coupons de tissus à raies, à pois, à ramage et à carreaux.

Flegmatique, ironique, le peintre prévient : « Promenez-vous un moment. Mais faites attention à vos pieds et à votre tête. » La tête, des tubes, des fils, des poulies et les bords traçants des plaques qui composent les frises multicolores fixées aux murs la menacent, si nombreux, si serrés qu'il convient de marcher lentement et de se couler entre sculptures bérissées et bas-reliefs barbelés. Des flaque de colle menacent d'engluier les pieds du visiteur imprudent, des câbles menacent de s'enrouler autour de ses chevilles et l'entraver. L'aluminium, le cuivre et le fer entrelacent partout leurs fils et leurs baodelles en coques, nasses, tresses et files.

### Jungle tropicale

Après quelques instants, la métaphore banale d'une jungle tropicale s'impose. Les canchons, les plastiques, les polystyrènes, les mousses moulées, tout ce qui se plie, se tord, se noue et s'échaverte suggère la croissance affolante des lianes et des mousses. Cette végétation souple et molle prolifère et recouvre les débris les plus variés, vieilles mécaniques récupérées, bouts de bois et de contreplaqué, tout ce qui se soude et se fond, règles de moteurs et de membranes que l'oo croit rongées par la rouille comme une carcasse d'avion tombé dans la forêt.

Par endroits, des objets intacts s'échappent, pots de couleurs, pinces, outils. Ce chaos traversé, un escalier brutalise et découvre. Il descend au rez-de-chaussée vers ce qui se veut être une réserve mais ressemble à un cimetière d'aéronefs démantibulés abandonnés sous la poussière - autre comparaison, plus conforme à l'époque.

Aucune énumération ne peut épuiser l'extravagance du caparçon. L'air sent tour à tour la sciure, la colle, l'acétone, la peinture et le brûlé. Un photographe méticuleux s'efforce de disposer des projecteurs afin de prendre des clichés d'une sculpture, et un assistant de Stella - mais combien y en a-t-il au total, tous identiques, jeunes gens athlétiques en blue-jean décoloré et chemisette? - s'applique à le seconder. Dans un coin, un couple de collectionneurs japonais, allégorie vivante de la stupeur, tente de converser avec Stella. Le téléphone anéantit ses efforts avec une odieuse régularité. Un marteau piqueur à l'œuvre dans la rue scande le spectacle - la grande parade du peintre-démolisseur.

An centre de cet opéra bouffe, Frank Stella, l'œil ironique derrière les lunettes, le cigare éteint, les baskets dénouées, semble jouir d'en être l'auteur et l'acteur principal, comme si sa réussite lui plus

achevée, son œuvre la plus démesurée n'était autre que cet atelier follement rococo et théâtral. De quoi parle-t-il, du reste, quand les japonais, le téléphone, le marteau piqueur et le photographe autorisent une conversation point trop déconu? Il parle avec ferveur, sinon avec rage, de ses entreprises actuelles d'architecte et de décorateur.

Pour Dresde, il a conçu un projet titanesque de réaménagement du centre et rêvé de construire dans un parc une bibliothèque, un restaurant, un lieu d'exposition et

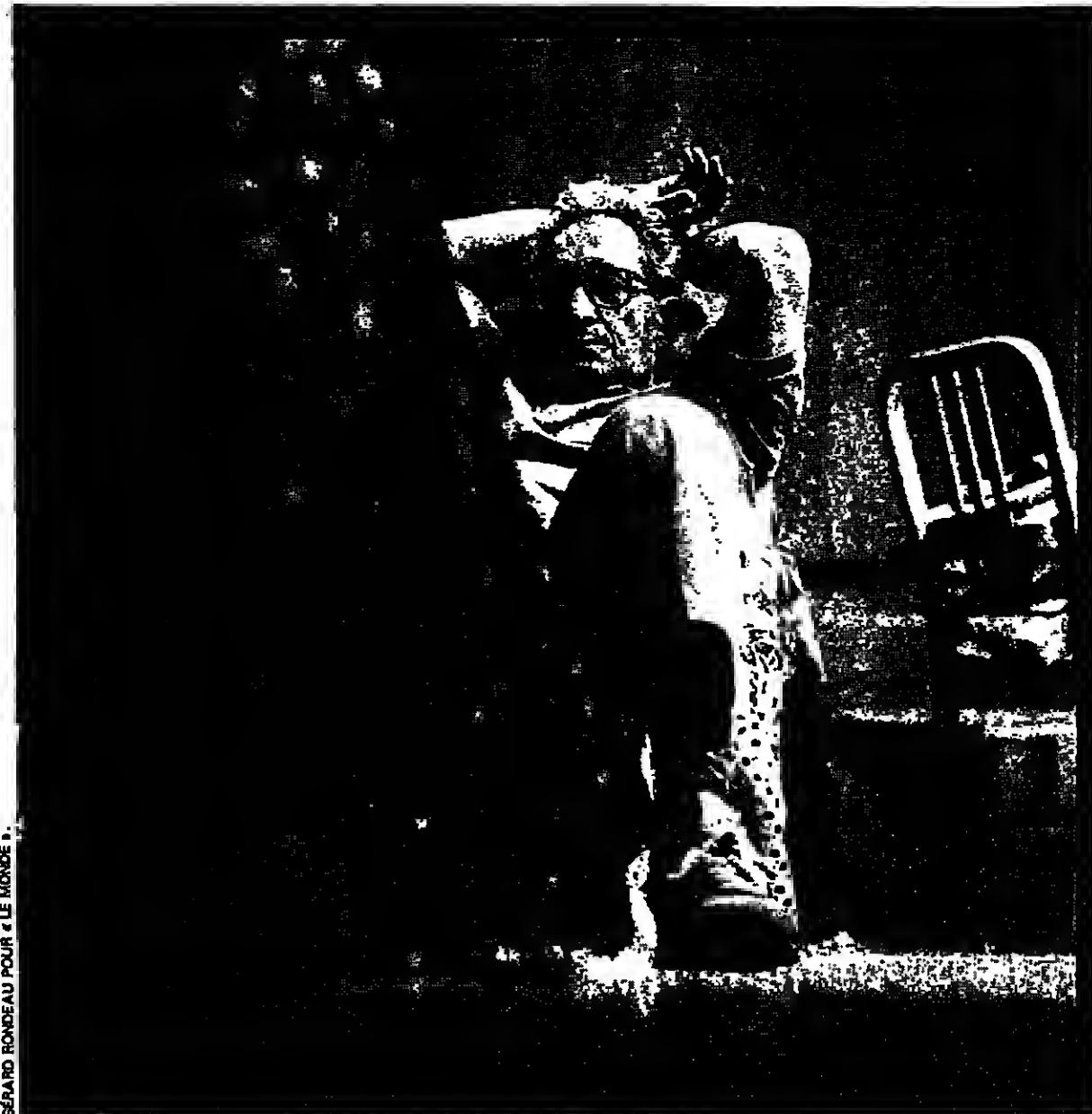
nieurs, une sculpture se transforme en geste architectural. Les moyens techniques ne manquent pas. Au contraire. Les limites sont bien plus souvent mentales que techniques.

« Il n'en a pas toujours été de même. Gaudi, qui est un artiste de la dimension de Picasso : en dépit de sa capacité de métamorphose, a été limité par la tyrannie des commanditaires, de l'économie et des procédés dont il pouvait se servir. Mais aujourd'hui, ce serait plutôt l'inverse : il faut mettre l'architecture à la hauteur de ce que les ingénieurs savent faire. »

Européens procèdent à l'opposé : le long d'un axe unique, de façon monodirectionnelle, très raisonnée, très dirigée. Aux Etats-Unis, il faut qu'il y ait du mouvement, beaucoup de mouvements, même s'ils ne servent à rien, même s'ils n'ont aucune raison. Il y a une formule pour cela : « keep moving », rester en mouvement. Tout ce qui naît de cette activité constante ne marche pas, mais n'importe, il faut continuer, se développer. Pas besoin d'approbations, pas besoin d'encouragements. Nous travaillons sans garantie. »

du « keep moving ». « Il en va ainsi dans tous les champs de la création, avec les matériaux, avec les couleurs : il faut que le changement soit permanent, partout. Dans la fonderie, par exemple : je réagis aux hasards du métal, aux détails qui me sont donnés par la chance. Mon atelier est ainsi : une bibliothèque de formes et de matériaux dans laquelle je peux puiser.

« Il me semble que la notion de rebond est essentielle dans l'art. Je veux qu'une peinture crée les conditions de la suivante, qu'elle soit un bon outil, qu'elle me soit utile, en



GERARD ROUREAU POUR « LE MONDE »

### L'idée d'un art total

« Pictorial » et « réal » : il esquisse aussitôt une théorie de l'art qui serait fondée sur les impératifs complémentaires exprimés dans ces deux adjectifs. « L'art ancien définit un espace pictural qui donne vie à l'image. De la sorte, elle suscite des sensations, elle communique des sensations qui ne peuvent provenir d'ailleurs, qui lui sont propres. A sa façon, l'abstraction doit elle aussi donner une expérience picturale propre qui ne peut être obtenue autrement.

« Pour la réalité - dans l'art du passé, c'est celle de l'expression psychologique, de l'impact psychologique qui est obtenu par le sujet, les figures, la narration... Dans l'abstraction, faut-il parler d'impact psychologique? Plutôt d'un sens de l'intelligence et du geste intérieurisé dans l'œuvre. Kandinsky, Mondrian, Malevitch - et encore Pollock et Newman - ont atteint cette réalité-là. Grâce à eux, l'abstraction exerce à son tour un impact, elle suscite des sentiments. Leurs peintures ont cette intensité qui garantit la pictorialité et la réalité de leur art, alors qu'il est abstrait. Leurs œuvres sont claires, évidentes - c'est un merveilleux moment. Elles sont à la fois picturales et réelles.

« Je viens de ce passé. Entre Caravage et de Kooning se trouvent mes références, tout ce que j'avais en moi à mes débuts. L'expressionnisme abstrait a été un grand moment de l'art, celui avec lequel j'ai grandi, pour m'en détacher ensuite naturellement. »

- Pour vous opposer à lui...  
- Pas pour m'opposer à lui, pour m'opposer à une rhétorique qui était en train de se développer. Mes peintures noires n'étaient pas dirigées contre l'expressionnisme abstrait. Du reste, Gottlieb les a approuvées d'abord. Il est vrai qu'il les a désapprouvées ensuite... Et puis comment pourrait-on dire que j'ai rompu avec l'expressionnisme abstrait?

A travers le dédale des tréteaux et des boîtes en carton, il s'avance vers des sculptures métalliques de retour de la fondée. « Ces sculptures... mais c'est de l'expressionnisme abstrait en trois dimensions, tout simplement! Ce serait absurde de prétendre le contraire. Ce serait tout aussi absurde de m'accuser de revenir en arrière, vers les années 50. Et si les gens ont ce sentiment, et bien, ça ne me gêne pas... Regardez les, regardez le modèle... Et la structure : un cube. » Il en désigne une. Il jubile, heureux de découvrir une preuve nouvelle qui renforce sa démonstration. « Elle tient dans un cube, c'est involontaire, je ne m'en aperçois que maintenant. Un cube... C'est moi, ça, ma particularité, cette manière de construire. On dirait un building, ce pourrait être tout aussi bien une idée d'architecture.

« Vous voyez bien : il n'y a pas de rupture. Tout est logique, d'un moment à un autre, d'un matériau à un autre. Voilà pourquoi je tiens à l'idée d'un art total. »

PHILIPPE DAGEN

Est-ce à dire qu'il se veut désormais architecte plutôt que peintre? « Mais c'est logique. De la peinture à la sculpture, de la sculpture à l'architecture, le cheminement est sans rupture. Il suffit de songer à Raphaël, à Michel-Ange, à Bernin ou à Pierre de Cortone. A la Renaissance, les arts étaient associés. Pourquoi ne le seraient-ils plus de nos jours? Il ne semble qu'il faut travailler dans l'idée d'un art total, d'une logique qui réunisse toutes les disciplines et qui autorise à glisser de l'une à l'autre, comme les artistes de la Renaissance le faisaient sans cesse. »

### L'Italie et l'Amérique

Rêve, chimère colorée de nostalgie, regret d'un temps qui n'est plus, qui ne peut plus être? Stella se refuse à la résignation. A l'inverse, il croit reconnaître les indices d'une similitude entre l'Italie du seizième siècle et l'Amérique de son temps.

« Ma façon de procéder, d'un tableau à une sculpture ou à un projet architectural à une autre raison, une raison américaine. Ici, en Amérique, il est habituel de travailler dans la dispersion, la diversité - dans plusieurs directions. Autrement dit : l'artiste travaille dans un cercle très large en essayant de l'élargir encore et d'en sortir. Les

Ces propos pourraient passer pour un éloge sans réserve ni mesure de l'Amérique, sinon pour une profession de foi : moi, Frank Stella, artiste américain sans cesse en mouvement, fidèle à l'utopie des pionniers... La correction intervient aussitôt, d'une violence inattendue, court accès de mauvaise humeur : « Ceci étant, il ne faut pas se faire d'illusion. En Amérique, être artiste n'a aucun sens. L'art ne rencontre qu'indifférence - la crise actuelle ne cesse de le vérifier. La notion de culture est à peu près inconnue. Regardez les journaux. Dans les journaux français, dans le Monde, la culture a sa place, au moins 10 %. Dans le New York Times, elle a une place ridiculement petite, 0,5 % ou quelque chose de cet ordre.

« En Europe, être artiste a un sens. Aux Etats-Unis, ce n'est ni un métier ni une position acceptée dans la société. Les écoles d'art n'ont aucun impact. Il n'existe rien qui puisse se comparer à l'école des Beaux-Arts, aucune institution artistique solide. Dans ce pays, les écoles d'art ne servent qu'à ceux qui ont des problèmes d'éducation, au lieu d'y inscrire une université convenable. C'est désastreux. Seuls les architectes échappent à ce mépris. »

L'attaque, sans nuance, peut paraître étrange, elle par un artiste universellement connu, et d'abord dans son pays natal. Lui-même, l'avant prononcé, revient tout aussitôt à sa première idée, celle

sonnée. Pas seulement expressive, mais utile - c'est le mot. En ce sens, le minimalisme, mes premières peintures noires, tout cela qui est loin de moi désormais, m'ont été utiles. Elles m'ont donné une première structure sur laquelle j'ai pu construire. Elles m'ont donné tout à la fois confiance et une base pour la suite.

« C'est sur cette base que j'ai pu continuer à travailler. La géométrie, l'usage des lignes droites et des angles droits, c'était autant de façons de me créer des structures pour la suite. Mes peintures d'aujourd'hui, bien sûr, mais ce sont aussi les fondations d'une structure. A mes yeux, c'est là évidemment le plus important. »

Le téléphone n'interrompt plus son monologue - un assistant est commis pour répondre à sa place. Le photographe installe ses lumières seul. Le couple de collectionneurs a disparu ou ne sait où, dans on ne sait quel recoin du labyrinthe. Il ne reste plus que Frank Stella, s'animant, parlant de plus en plus vite et d'un ton péremptoire, sans qu'il soit besoin de le questionner ou de relancer la conversation. Plus qu'une réponse à une question, il s'explique avec lui-même.

« Il s'agit de trouver une image, il s'agit en vérité de savoir comment fixer l'image et lui donner une structure pour qu'elle soit plus convaincante. Si l'on n'y prend garde, les images s'évanouissent et disparaissent. Il faut éviter qu'elles

par un artiste qui expérimente le collage, l'assemblage, puis le bas-relief.

Il découpe des formes, courbes le plus souvent, dans le métal, les couvre de couleurs vives et n'hésite à percer les surfaces de paillettes afin d'obtenir l'éclat qu'il recherche.

Les séries s'intitulent désormais

Brazilian Series (1974-1975) ou Exotic Bird Series (1976-1978).

Loin de nuire à sa gloire, cette métamorphose, de la géométrie épurée au baroque sculptural le plus débridé, vaut à Stella expositions et commandes, qui n'ont cessé depuis de se multiplier.

Il vit et travaille à New-York.

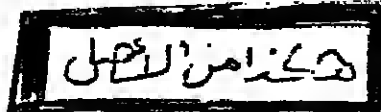
• Frank Stella est né à Malden, dans le Massachusetts, en 1936, dans l'enseignement de Princeton, mais il préfère la fréquentation des œuvres de De Kooning, Kline, Gottlieb et Rothka. Après une brève période où il pectise leur expressionnisme abstrait, il rompt brutalement avec la gestualité et la couleur.

A partir de 1958, il exécute ses premières « black paintings », bandes parallèles de noir monochrome déposées suivant l'ordre d'une géométrie très simple. Il atterrit ainsi une sorte de « degré zéro » de la peinture, dans l'expression, la figure et l'illusionnisme sont violemment congédiés.

De ces tailles à la simplicité provocante, il déduit bientôt des variations où le noir est remplacé par le gris et l'aluminium au lieu du cuivre.

Dès 1961, les couleurs primaires ont à nouveau droit de cité dans l'œuvre, qui demeure conçue comme un arrangement de bandes rectangulaires. Ce sys-

tème s'essouffait ensuite. Les angles cessent d'être tous droits, rectangles et carrés cèdent la place à des polygones de plus en plus irréguliers et de plus en plus chamarrés à mesure que le chromatisme de Stella gagne en acuité et en audace.





## CULTURE

## AVIGNON

## La mythologie du quotidien

Fadhel Jaïbi, metteur en scène tunisien  
disciple de Peter Brook

Metteur en scène tunisien, Fadhel Jaïbi connaît la France et ses méthodes de travail depuis longtemps, pour avoir présenté des spectacles à Paris, à la Cité internationale, avoir dirigé des stages à Théâtre en actes, pour avoir été invité en résidence à la chartreuse. Il a le projet d'une coproduction avec le Théâtre Taurasy à Marseille.

Il connaît, et n'apprécie pas pour autant, dit-il, « la machinerie érotique, la vaine puissance de la scénographie. Les spectacles donnent l'impression d'avoir été conçus pour entrer dans le décor le plus coûteux, le plus compliqué possible. C'est une démission, un signe d'impuissance, une faillite. Ces images qui veulent parler par elles-mêmes sont vides de sens et d'émotions, et moi, spectateur, je me sens frustré. J'ai besoin d'une histoire, de caractères, de situations. De plus, les recherches esthétiques ne cachent pas l'académisme, le formalisme tellement répandus ici. Le théâtre d'image ne me fait pas peur. Je me souviens de mon éblouissement devant « le Regard du saur », de Bab Wilson. Mais il a fait naître trop de n'importe quoi. Persanne, me semble-t-il ne tire de leçons de Peter Brook au de Grotowski.

« La situation théâtrale tunisienne est plutôt bonne, on pourrait même parler d'un âge d'or. La suppression de la censure a fait exploser la création. Un peu comme en Espagne à la sortie de la nuit franquiste. Le problème religieux provoque, c'est vrai, une autocensure. Juste assez pour qu'on nous fiche la paix. Au théâtre et au cinéma, en tant que pour la télévision, c'est un autre problème. Mais en Tunisie, nous sommes des épicuriens, l'intégrisme n'est pas fait pour nous, pour notre culture, nos façons de

vivre. Nous sommes et nous avons toujours été très différents des Algériens.

« Nous profitons au maximum d'une liberté encore neuve. Nous ne suivons pas pour nous les modèles occidentaux ou égyptiens comme naguère. Nous traitons de la mythologie du quotidien. Nous nous adressons à un public en quête de son identité. Il est nombreux d'ailleurs, et attentif. Mais faire du théâtre n'est pas facile. L'été, il y a 340 festivals pluridisciplinaires, dans des installations rudimentaires, et dans les programmes sont composés à 90 % de théâtre. Mais, pour l'hiver, nous avons cinq ou six lieux équipés, par exemple. Le théâtre national - tout comme les centres dramatiques régionaux - dispose juste d'un bureau, il ne possède ni bâtiment où jouer ni troupe. On lui a promis un cinéma désaffecté, qui n'est pas encore aménagé.

« En 1976, j'ai fondé la première troupe indépendante, sans être subventionné au sparsarié. Je ne bouge plus de Tunis. Je me fais inviter par une salle. Je monte mes spectacles en fonction des équipements, des possibilités. Je le laisse à la plus longue possible. J'ai ainsi la garantie qu'il demeurera intact, qu'il ne sera pas mutilé parce qu'il devra être présenté dans des endroits sans rapport les uns avec les autres, et sans matériel.

Propos recueillis par  
COLETTE GODARD

□ Rectificatif. - Jacques Lasalle est l'administrateur général de la Compagnie Française et non pas le secrétaire général comme il a été indiqué par erreur dans l'article de Colette Godard : « Avignon, l'angoisse sur scènes » (le Monde du 31 juillet).

## Deux disparitions

L'éditeur et libraire  
Alfred-Gérard Nizet

L'éditeur et libraire Alfred-Gérard Nizet est mort, jeudi 29 juillet, à Juvigny-sur-Orge (Essonne), dans une maison de repos où il séjournait depuis quelques mois. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Alfred-Gérard Nizet, né en Belgique, à Spa, le 21 février 1899, s'installe à Paris en 1921, après avoir terminé ses humanités. Il trouve très vite un emploi chez Hachette, au service étranger. Mais sa passion des livres réclame de l'indépendance. Il ouvre donc, quelques années plus tard, une librairie, qu'il va faire, avant de s'établir définitivement, en 1932, au 3 bis, place de la Sorbonne, où il verra passer des générations d'étudiants et de professeurs.

Le culte que Nizet voue aux œuvres de Rimbaud, Verlaine, Stendhal, Proust, Maupassant... et tant d'autres, le conduit à devenir éditeur à partir de 1945. Quelques milliers d'ouvrages, dont une majorité de thèses, composent un catalogue accordant une très large place aux études sur les symbolistes. Nizet obtient son plus grand succès, au demeurant modeste, avec *En campagne de Praust* de Marcel Planhol. Cet éditeur « à l'ancienne » poussait le goût du paradoxe jusqu'à considérer son confrère José Corti comme un éditeur « commercial » sous prétexte que ce dernier avait Julien Gracq à son catalogue.

La librairie Nizet, connue dans le monde entier par les universitaires et intellectuels, était un lieu de rendez-vous, de rencontres, de discussions. Naguère, on pouvait y croiser Gaston Bachelard, mais aussi Léo Ferré. Jusqu'à une date récente - quatre ou cinq ans - Alfred-Gérard Nizet, vieux monsieur aux faux airs de Joseph Kessel, passait encore ses après-midi dans sa librairie. L'œil vif et ironique, il aimait à regarder ses nouveaux clients, dans le plupart auraient pu être ses petits-enfants.

PIERRE DRACHLINE  
Le Monde  
éditions

Pourquoi  
privatiser aujourd'hui  
ce qu'on nationalisait  
hier ?

Considérez  
**L'HISTOIRE**  
AU JOUR LE JOUR  
pages 814 et 990

Le réalisateur  
de télévision  
Robert Guez

Le réalisateur Robert Guez, est mort, le 29 juillet, près de Paris, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Vieux routier de la télévision Robert Guez - né le 10 août 1918 - a réalisé plus de 150 films pour le petit écran (et accessoirement pour le grand). En 1961, son feuilleton, *Le Temps des copains*, est un énorme succès. C'est encore l'époque de la chaîne unique, en noir et blanc, mais le nombre des téléseigneurs a déjà largement franchi la barre du million. Etalé sur plus de deux ans et 120 épisodes, cette chronique de la vie de trois jeunes étudiants à Paris lance Henri Tisot, dont la célébrité atteindra le zénith quand il imitera le général de Gaulle.

De 1963 à 1966, Robert Guez réalise ensuite un autre feuilleton lui aussi resté légendaire : les 52 épisodes de *Thierry la Fronde* firent la gloire de Jean-Claude Drouot. La France vit alors au rythme de la guerre de Cent Ans et fredonne l'ouverture musicale du feuilleton. *Fontainebleau*, tourné en 1965, illustre le combat d'un petit village provençal pour sa survie et lance la carrière de la jeune Danielle Evenou.

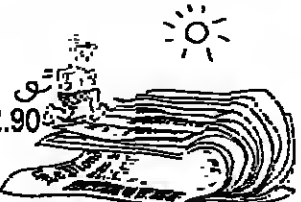
Robert Guez devait ensuite continuer de travailler pour la télévision avec moins de succès (jusqu'en 1985), adaptant par exemple *Le Milliardaire*, d'après Michel de Saint-Pierre, et tournant plusieurs épisodes du *Commissaire Maubin*. Mais il restera pour l'histoire de la télévision française son premier feuilletoniste à succès.

Le Monde  
PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

Recevez **Le Monde** pendant vos vacances  
Même pour quinze jours seulement !

Pour profiter  
de l'abonnement vacances :  
Téléphonez au (16-1) 49.60.32.90  
ou sur Minitel  
3615 LEMONDE code ABO.



## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signal dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à éviter ; M On peut voir ; N Ne pas manquer ; \*\*\* Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 31 juillet

## TF 1

20.40 Variétés : Succès fous de l'été.  
22.20 Téléfilm : Patar Gunn. De Blake Edwards. Gueux des gars à Chicago.  
23.50 Magazine : Formule foot. Championnat de France.  
0.25 Journal et Météo.

## FRANCE 2

20.50 Téléfilm : L'Alerte rouge. De Gilles Katz. Une compagnie de pompiers volontaires. Rediffusion.  
0.05 Journal et Météo.  
0.20 Magazine : La Cérémonie de minuit. Les meilleurs moments de la semaine.

## FRANCE 3

20.45 Téléfilm : Le Piège. De Serge Moiré. Une adaptation du roman d'Emmanuel Bove.  
22.25 Journal et Météo.  
22.50 Magazine : Pégase. Antenne d'une mission orbitale : Championnat d'Europe de vol à voile 1991. La mission Amara.  
23.40 Documentaire : Les Étoiles d'Hollywood. Le film inachevé : Claudius, de Bill Duncanson, commentaire de Dirk Bogarde (v.o.).

## CANAL PLUS

20.30 Téléfilm :

## TF 1

20.35 Cinéma : Le Cri du hibou. Film français de Claude Chabrol (1987).  
22.25 Magazine : Ciné dimanche.  
22.35 Cinéma : L'écume des jours. Film britannique de Sidney J. Furie (1985).  
0.20 Journal et Météo.  
0.30 Concert : Abdel Rahman El Bacha. Récital de piano : Sonate n° 3, de Schumann ; Gaspard de la nuit, de Ravel.

## FRANCE 2

20.45 Cinéma : La Poursuite sauvage. Film américain de Daniel Mann (1972).  
22.35 Cinéma : M. le président-directeur général. Film français de Jean Girault (1988).  
0.00 Journal et Météo.  
0.15 Concert : La Tour de France en musique. L'Orchestre de Poitou-Charentes. Œuvres de Mozart, Beethoven, Camille Chyzy.

## FRANCE 3

20.40 Variétés : Hommage à Michel Berger. Avec Tom Novembre, Richard Berry, Laurent Voutry, Alain Charnot, Alain Bashung, Diane Tuli, Carmel, Carole Bouley, Jean-Jacques Goldman, Johnny Hallyday.  
21.50 Magazine : Montagne. Reportages : Bourhan, dernière citadelle himalayenne ; Poronah de Gaston Robuffet ; Michel Laffont et le potok, race de petit élevage pyrénéen ; Cat 4-4.  
22.35 Journal et Météo.  
23.00 Magazine : Le Divan. Invité : Alain Ayache.  
23.25 Cinéma : Le Cid. Film italo-français de Vittorio De Sica (1960) (v.o.).

## CANAL PLUS

20.20 Sport : Football. Cannes-Marseille.  
22.30 Fleece d'information.  
22.35 Carradas. Présenté par Jean-Louis Burget, Pierre Albaladejo et Simon Casas.

L'Affaire Kate Willie. De Lou Antonio. Une femme chirurgien opère l'homme qui l'a violée...  
22.00 Flash d'informations.  
22.05 Sport : Pétaque. Finale du Trophée Canal +.  
23.00 Magazine : Jour de foot. Championnat de France.  
23.45 Cinéma : Ghoulies 3. Film américain de John Carl Buechler (1989).

## ARTE

20.40 Documentaire : Un voyage endalou. De Jena Bokova. L'histoire du centre flamenco.  
22.35 Téléfilm : Sarnus. De Friedemann Fromm. Nick et Paul se défendent bec et ongles pour ne pas devenir adultes.

0.00 Musique : Montreux Jazz Festival.  
0.25 Série : Monty Python's Flying Circus (redif.).

## M 6

20.50 Téléfilm : Les Dieux de l'Édimbourg. De Thaddeus O'Sullivan. Une jeune journaliste reprend une enquête sur le viol d'une fille.  
23.10 Téléfilm : Officier et top-model. De Reza Badiyi.

Dimanche 1<sup>er</sup> août

## TF 1

20.35 Cinéma : Le Cri du hibou. Film français de Claude Chabrol (1987).  
22.25 Magazine : Ciné dimanche.  
22.35 Cinéma : L'écume des jours. Film britannique de Sidney J. Furie (1985).  
0.20 Journal et Météo.  
0.30 Concert : Abdel Rahman El Bacha. Récital de piano : Sonate n° 3, de Schumann ; Gaspard de la nuit, de Ravel.

## FRANCE 2

20.45 Cinéma : La Poursuite sauvage. Film américain de Daniel Mann (1972).  
22.35 Cinéma : M. le président-directeur général. Film français de Jean Girault (1988).  
0.00 Journal et Météo.  
0.15 Concert : La Tour de France en musique. L'Orchestre de Poitou-Charentes. Œuvres de Mozart, Beethoven, Camille Chyzy.

## FRANCE 3

20.40 Variétés : Hommage à Michel Berger. Avec Tom Novembre, Richard Berry, Laurent Voutry, Alain Charnot, Alain Bashung, Diane Tuli, Carmel, Carole Bouley, Jean-Jacques Goldman, Johnny Hallyday.  
21.50 Magazine : Montagne. Reportages : Bourhan, dernière citadelle himalayenne ; Poronah de Gaston Robuffet ; Michel Laffont et le potok, race de petit élevage pyrénéen ; Cat 4-4.  
22.35 Journal et Météo.  
23.00 Magazine : Le Divan. Invité : Alain Ayache.  
23.25 Cinéma : Le Cid. Film italo-français de Vittorio De Sica (1960) (v.o.).

## CANAL PLUS

20.20 Sport : Football. Cannes-Marseille.  
22.30 Fleece d'information.  
22.35 Carradas. Présenté par Jean-Louis Burget, Pierre Albaladejo et Simon Casas.

23.55 Magazine : L'Équipe du dimanche. Éditoriaux de la Coupe du monde de football ; Athlétisme ; Meeting de Cologne.

## ARTE

20.40 Solrée thématique : Des ennuis comme toi et moi.  
20.41 Court métrage : Une vache libérée. De David Buck.  
20.50 Documentaire : Vive les cochons ! De Thaddeus O'Sullivan. Ni sales ni bêtes, ils sont même attachants.

21.20 Documentaire : L'Idole asservie. De Desmond Morris. L'homme a rompu l'accord passé avec les animaux.  
22.05 Cinéma : Rêve de singe. Film franco-italien de Marco Ferreri (1977).  
23.55 Documentaire : Combien de chevaux, votre voiture ? De Hans-Joachim Gievert et Jacqueline Weisse.

## M 6

20.45 Téléfilm : Tout pour être heureuse. D'Arthur Allen Seidman. Une femme boulimique.  
22.30 Magazine : Culture pub. Spécial audience.  
23.00 Cinéma : Penombra. Film italien d'Alex Romano.  
0.30 Six minutes première heure.  
0.40 Magazine : Metal express.

## Le Monde

Édité par le SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lassalle, gérant directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédaction Jacques Gidi directeur de la gestion Manuel Liebert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Frenzel Philippe Herrmann Jacques-François Simon

Daniel Vernet directeur des relations internationales

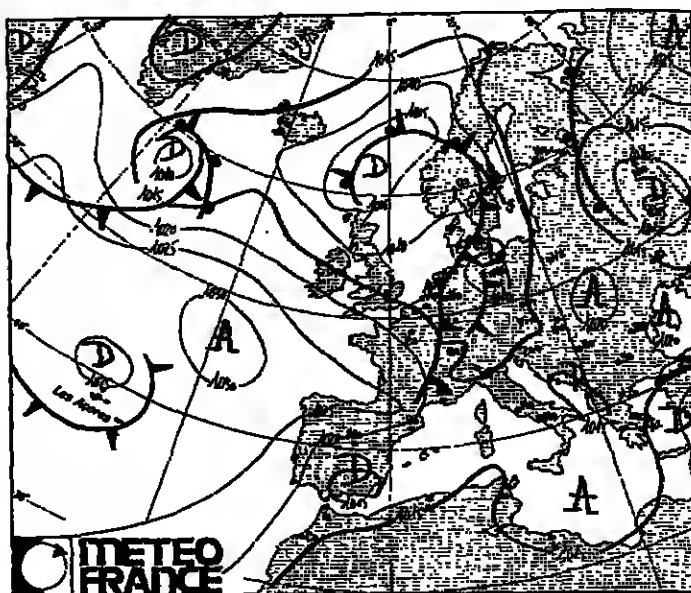
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1958) Jacques Fauriol (1958-1962) André Laurens (1962-1965) André Fontaine (1965-1981)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-28

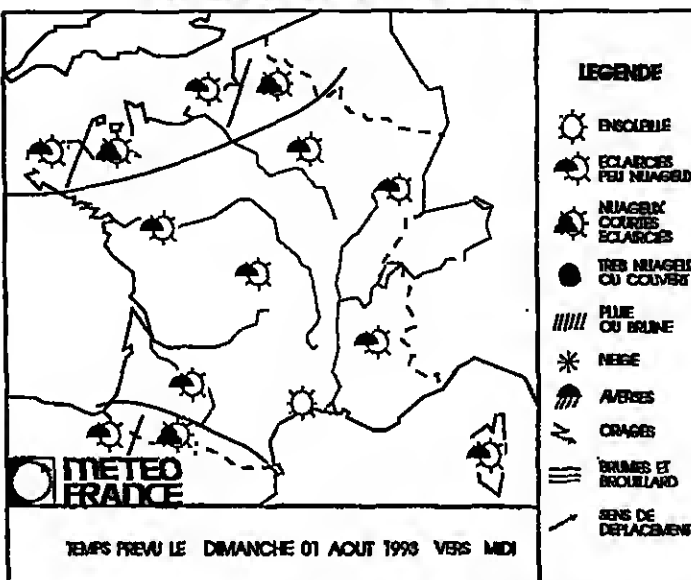
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-60-30-10

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 JUILLET À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 31 JUILLET 1993



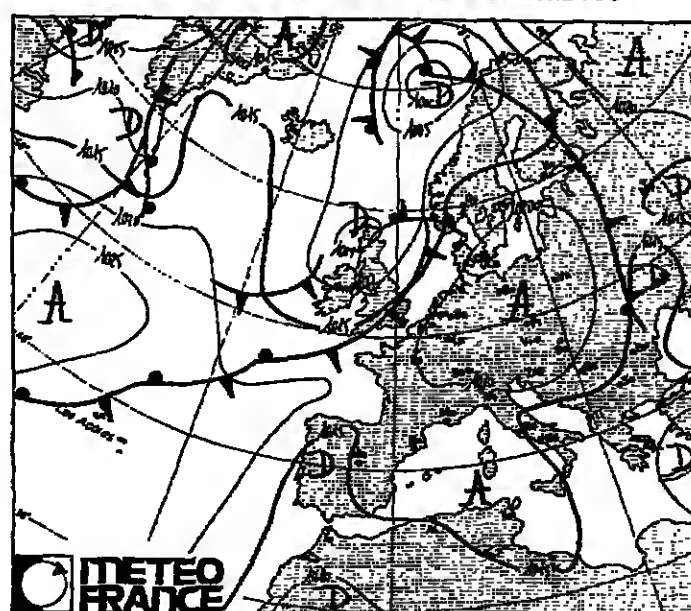
Dimanche : « Du soleil... enfin ! » - De nombreuses brumes ou bancs de brouillard se formeront au lever du jour un peu partout, par endroits. En journée, place est faite à un ciel clair à peu nuageux en général, à deux exceptions près :

Les côtes de la Manche, où de nombreuses brumes ou brouillards pourront se former à l'aube, et de 15 degrés à 20 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Dans l'après-midi, le long des côtes de la Manche, le thermomètre atteindra des valeurs tout juste conformes à un mois d'août, avec 20 degrés. Sur le reste du pays, les températures seront supérieures aux normales. Il fera aux alentours de 24 degrés sur la moitié nord, 27 degrés des côtes aquitaines au Centre et au Nord-Est, 29 degrés du Sud-Ouest à la région Rhône-Alpes, et 30 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Dans la nuit, des orages isolés pourront éclater.

Le matin, il fera de 10 degrés à 13 degrés au nord, de 12 degrés à 15 degrés au sud, et de 15 degrés à 20 degrés sur le pourtour méditerranéen. Dans l'après-midi, le long des côtes de la Manche, le thermomètre atteindra des valeurs tout juste conformes à un mois d'août, avec 20 degrés. Sur le reste du pays, les températures seront supérieures aux normales. Il fera aux alentours de 24 degrés sur la moitié nord, 27 degrés des côtes aquitaines au Centre et au Nord-Est, 29 degrés du Sud-Ouest à la région Rhône-Alpes, et 30 degrés sur le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> AOÛT 1993 À 0 HEURE TUC

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés  
Valeurs extrêmes relevées entre le 28-7-1993 à 18 heures TUC et le 30-7-1993 à 8 heures TUC

FRANCE			ÉTRANGER		
AGGLO.	20	17 D	ALGER	23	21 C
BIARRITZ	22	14 N	AMSTERDAM	15	11 O
BORDEAUX	22	12 B	ATHÈNES	15	25 O
BRETAGNE	22	13 N	BANGKOK	33	27 C
BREST	18	11 N	BANGKOK	29	17 D
CALV.	18	11 O	BELGRADE	31	17 D
CHARENTAISE	18	12 N	BELIN	25	18 C
CHARENTAISE	22	13 D	BRUXELLES	29	14 C
CHARENTAISE	31	14 D	LE CAIRE	34	23 D
CHARENTAISE	31	14 D	COPENHAGUE	30	15 C
CHARENTAISE	31	14 D	DAKAR	30	26 N
CHARENTAISE	31	14 D	DELHI	32	16 C
CHARENTAISE	31	14 D	ISTANBUL	32	21 D
CHARENTAISE	31	14 D	JERUSALEM	28	18 N
CHARENTAISE	31	14 D	LEZANNE	26	17 D
CHARENTAISE	31	14 D	LOUVER	22	11 N
CHARENTAISE	31	14 D	LOS ANGELES	23	17 N
CHARENTAISE	31	14 D	LUXEMBOURG	27	12 N
CHARENTAISE	31	14 D	MADRID	34	18 D

Averse brume ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



BILLET

Le régime de retraite de la Sécurité sociale

Les gestionnaires patronaux et syndicaux du régime de retraite complémentaire des agents de la Sécurité sociale sont aux abois. Les pensions des quelque 83 000 retraités affiliés à ce régime ont certes pu être versées en juillet, mais grâce à une avance prélevée sur les cotisations patronales à valoir pour le mois d'août. Autorisée par le ministère des affaires sociales, cette mesure d'urgence, reconductible tous les mois jusqu'à la fin de l'année, était toutefois conditionnée par l'adoption, dès le 1<sup>er</sup> août, de mesures conservatoires (hausse des cotisations patronales et salariales, gel de toute réévaluation des pensions). Or celles-ci ont été refusées, jeudi 29 juillet, par tous les syndicats représentant les 180 000 salariés de la Sécurité sociale.

Cette situation catastrophique - le déficit cumulé du régime s'élève à 31 milliards de francs pour 3,5 milliards de francs de prestations servies - constitue l'aboutissement de plus de dix années de gestion imprévoyante autant que démagogique par les pentes sociales. L'arrêt des versements à la Sécurité sociale, au début des années 80, rendait inéluctable la dégradation du rapport actifs/retraités : aujourd'hui égal à 2,03 actifs pour 1 retraité, ce ratio devrait ainsi tomber en 2018 à moins de 1 actif (0,6) pour 1 retraité. Parallèlement, ce régime est toujours très défavorable pour le personnel : pour 37,5 années de présence, leur retraite est calculée sur la base de 75 % de leur dernier traitement (treizième et quatorzième mois compris). Si des mesures de replâtrage ont bien été adoptées en 1983 et 1988, la seule véritable solution - consistant en une intégration de ce régime particulier aux régimes généraux de retraite complémentaire de l'ARRCO et de l'AGIRC - n'a été officiellement envisagée qu'en janvier 1993 en vue d'une prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Mais la facture est salée : pour maintenir les avantages consentis jusqu'en 2018, l'ARRCO et l'AGIRC exigent que le régime de la Sécurité sociale contribue à hauteur de... 27 milliards de francs.

Qui va payer ? Comme en témoignent leur refus des mesures conservatoires, les syndicats n'ont aucune envie d'assumer collectivement vis-à-vis des personnels, les mesures « drastiques » qu'impose aujourd'hui le lamentable gestion de quelques-uns. Il faudra bien pourtant en passer par là...  
VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons affirmé la direction de La Poste, les syndicats CFDT, CFPC et FO n'ont pas accepté la solution de compromis qui leur était proposée sur le financement de la réforme des classifications du personnel (le Monde du 28 juillet). Tout en reconnaissant que les propositions de la direction comportaient des avancées, les syndicats jugent celles-ci encore « très étiées » des positions qu'ils défendent.

Le Monde  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

Le franc au-dessous de son cours plancher

La tourmente monétaire et l'avenir du SME

Serrant les dents, lâchant leurs milliards, les autorités monétaires françaises ont réussi à passer l'une des pires journées depuis les débuts du gouvernement Balladur : celle du vendredi 30 juillet, où le système monétaire européen (SME) s'est retrouvé littéralement au bord de l'implosion. Au terme de cinq heures terribles, le franc a tenu bon face au mark, mais à son plus faible niveau autorisé par les règles du système.

Combien de temps peut tenir une monnaie tombée à son cours plancher dans le SME ? Le 16 septembre dernier, « mercredi noir » pour le livre, la Banque d'Angleterre avait baissé les bras au bout de quelques heures à peine et annoncé, dans la soirée, le flottement de la monnaie britannique. Dans le cas du franc, la monnaie a été collée au plancher pendant presque toute une séance, sans compter qu'à New-York les écrans affichaient toujours la fatidique cotation de 3,43 francs pour un mark. Le comité monétaire réuni samedi 31 juillet devait trancher.

A Paris, tout a commencé vendredi 30 juillet à 11 heures : la Banque de France, qui intervient sur les marchés depuis plusieurs séances déjà, et qui, de l'avis des spécialistes, a déjà épuisé ses réserves de

changes, excepte alors un brutal décrochage de sa monnaie face au mark, celui-ci passant de 3,4180 francs à 3,4305 francs. Le message est clair : les autorités monétaires ont décidé de sortir toutes leurs armes et de se placer en terrain offensif pour tenter d'abattre définitivement la spéculation. Ou de forcer les Allemands à comprendre que la situation est inextricable. Les règles du SME contraignent le pays dont la monnaie est la plus forte à intervenir pour défendre celle qui est attaquée : actuellement, le mark vis-à-vis du franc français, du franc belge, de la peseta ou de l'escudo, le finfin vis-à-vis de la couronne danoise.

Tout va bien lorsqu'il s'agit d'affaiblissements passagers, et le SME comprend d'ailleurs de subtils dispositifs d'interventions « intra marginales », c'est-à-dire bien avant que les cours minimaux ou maximaux autorisés dans le système (pour le mark, entre 3,2920 francs et 3,4305 francs, le cours « pivot », vers lequel on s'approchait en mai, étant de 3,35386) soient atteints. Mais que peut-il se passer si la Banque, dont la monnaie est déjà au plancher, décide de se battre coûte que coûte ? Même si ses réserves officielles de changes sont épuisées,

la banque centrale allemande est tenue de lui fournir des liquidités illimitées, à travers des lignes de crédits. La situation devient intenable pour les deux pays. N'est-ce pas le message que M. Balladur veut faire passer outre-Rhin, en déclarant que « les règles du SME fonctionnent bien » ? (lire l'article d'Erik Izraelewicz).

Qui informe qui ?

Cette question, parmi d'autres, a agité les marchés financiers tout au long d'une séance frénétique. Cambistes, arbitristes, économistes, fonctionnaires, journalistes se sont appelés et ont essayé d'obtenir des informations tandis que les écrans indiquaient et qu'on ne savait plus très bien qui interrogeait qui. A midi, George Soros - qui avait déclaré en début de semaine au *Figaro* qu'il ne spéculait pas contre le franc, mais laissait entendre qu'il s'attendait à une dévaluation - affirmait qu'il « est désormais vain d'essayer de sauver le SME ». La phrase est une véritable bombe, émise tenu de l'énorme influence acquise sur les marchés par le spéculateur américain-hongrois, pourfendeur de la livre en septembre. Mais l'heure

est déjà tellement exceptionnelle - le mark s'échange jusqu'à plus de 3,4350 francs, soit techniquement au-dessus du cours maximum autorisé - que même cette déclaration ne change finalement pas grand-chose.

Au fil des heures, les opérateurs estimaient possible, vraisemblable, absolument certain - et pas forcément dans cet ordre - qu'un comité monétaire se réunirait ce week-end à Bruxelles pour dévaluer, laisser flotter une, deux, toutes les devises du SME. Sur les marchés de l'argent, il est parfois impossible d'obtenir des cotations : ainsi, le coût de l'argent à quarante-huit heures, largement utilisé par les spéculateurs pour acheter des marks contre francs, est-il coté entre 20 % et 40 %, alors qu'il était, avant la crise, proche de 7 %. Vendredi soir, un taux de 60 % était même annoncé. Mais la Banque de France choisissait, comme en septembre, de ne pas relever le taux officiel de l'argent fourni au marché (le 23 juillet, elle a renchéri les pensions à très court terme de 7,75 % à 10 %).

Visiblement, Paris voulu ne pas ajouter encore à la panique ambiante en relevant les taux directeurs à des niveaux meurtriers au plus fort de la crise. Les autorités monétaires se savaient sans

doute du « couac » du mercredi noir, lorsque la Banque d'Angleterre avait porté à 15 %, son taux de l'escompte, puis annulé cette hausse. Edmond Alphandéry n'a-t-il pas promis il y a quelques jours à peine que la spéculation « sera jugulée sans que l'on touche aux autres taux directeurs » ? La Banque du Danemark, elle, n'hésitait pas vendredi à acheter des fonds sur le marché monétaire à 45 %. On n'en est pas encore aux chiffres astronomiques atteints en Scandinavie au début de septembre (le Suède avait relevé à 75 % son taux d'intervention), mais la situation est déjà tout à fait anormale. En témoignent les déclarations désordonnées de l'Espagne, qui réclamait des consultations immédiates dans la CEE sur l'avenir du SME, de la France, où Edouard Balladur affirmait que « la France ne se laissera rien imposer concernant le franc ».

L'annonce d'une réunion du comité monétaire pour le week-end était donc logique, car le mark terminait la journée au-dessus de son cours maximal face au franc, tandis que la couronne, le franc belge, la peseta, l'escudo étaient toujours pratiquement au plancher.

FRANÇOISE LAZARE

Un entretien avec l'économiste en chef de Salomon Brothers

« L'Allemagne doit baisser ses taux plus vite qu'elle ne l'escomptait », assure John Lipsky

Alors que se poursuivait la bataille sur les marchés des changes, vendredi 30 juillet, le dollar amorçait un léger repli à New-York par rapport à son cours de la veille, essentiellement à la suite de prises de bénéfices. Le billet vert a terminé la séance de vendredi à 1,7405 mark contre 1,7415 précédemment. Pour l'économiste en chef de Salomon Brothers, John Lipsky, le seul moyen de remédier à la crise est de permettre au SME de répercuter dans ses parités les divergences apparues entre les différentes économies qui entrent dans ce mécanisme. En évitant les pelliatis, souligne-t-il dans un entretien au Monde.

semble-t-elle différente des précédentes ?

- Dans le passé - et c'était surtout vrai en septembre 1992 - les monnaies les plus faibles du SME à l'époque (la livre britannique, la lire et la peseta) ont été soumises à de très fortes pressions quand il est clairement apparu que le nécessaire ajustement de ces devises avait été occulté à la fin par les suppléments du G7 et par le Comité des gouverneurs de banques centrales lui-même. Les marchés en ont alors tiré la conclusion que les problèmes avaient été simplement différés et ils ont réagi en conséquence. Des voix officielles se sont élevées à ce moment-là pour admettre que les dérapages du système monétaire européen n'étaient pas dus à une quelconque action de spéculateurs mais à l'absence de réponse apportée aux problèmes fondamentaux d'un mécanisme qui ne reflétait plus les disparités croissantes apparues entre les économies.

- Dans le même temps, le franc avait fini par se stabiliser...

- Oui, car les autorités allemandes et françaises avaient alors affirmé avec la plus grande fermeté qu'il n'y avait aucune justification fondamentale à un éventuel réajustement de la monnaie française.

Et des deux côtés, les gouvernements et les banques centrales s'étaient opposés avec vigueur à la spéculation. Cette fois, même si les autorités gouvernementales ont réaffirmé leur enracinement dans le maintien de la parité actuelle franc/mark, on n'a pas entendu d'affirmation claire de la part de l'Allemagne et d'assurance au moins aussi ferme de la part des autorités françaises que les pressions qui s'exercent actuellement sur le franc français étaient injustifiées au regard des éléments fondamentaux propres aux deux économies. L'absence de flexibilité de l'Allemagne quant à une baisse décisive de ses taux d'intérêt n'a contribué qu'à accentuer la défiance. Les marchés en ont aussitôt conclu que le temps du réalisme était venu et qu'un ajustement au sein du SME, sous une forme à déterminer (une suspension des parités, un élargissement des marges de fluctuation...), était désormais aussi inévitable que justifié.

- La SME vous paraît-elle pour autant condamnée comme l'assure certains économistes ?

- Pas encore. Mais il est certain que les gouvernements devr

entreprendre des actions déterminantes au cours du week-end ou des prochains jours pour redonner une certaine crédibilité au système. Dans les circonstances présentes, il ne me paraît pas envisageable de pouvoir rouvrir les marchés lundi matin sans avoir au préalable apporté une modification quelconque au mécanisme de change ou sans avoir défini clairement les modalités d'une politique de soutien aux parités actuelles. Il faudrait notamment une indication claire des autorités allemandes, démontrant qu'elles sont prêtes à procéder à une baisse des taux directeurs plus marquée et plus rapide qu'elles ne l'envisageaient jusqu'à présent. Dans le cas contraire, on voit mal comment les marchés financiers pourraient accorder une crédibilité quelconque à une mesure qui consisterait par exemple à simplement relever les taux d'intérêt français. Elle serait aussitôt interprétée comme un simple palliatif, sans effet possible sur les causes réelles du mal.

Propos recueillis par  
SERGE MARTI

Bras de fer franco-allemand

Suite de la première page

Pour ces hommes d'affaires européens, il fallait à tout prix obtenir immédiatement une réduction brutale des taux d'intérêt allemands. C'était, à leurs yeux, le moyen de réduire le coût de l'argent en France sans remettre en cause le système monétaire européen (SME) et la parité entre le franc et le deutschemark.

Habités à négocier avec leurs homologues allemands, ces hommes d'affaires ont recommandé à Edouard Balladur la méthode du chantage. Ils lui ont suggéré de mettre immédiatement les Allemands devant leurs responsabilités en leur posant un ultimatum : « Modifiez votre politique économique, insupportable, pour vos partenaires européens en augmentant vos impôts et en diminuant vos taux d'intérêt », un ultimatum qu'accompagnait la menace suivante : « En cas de refus, vous prenez la responsabilité de la mort du SME, le franc flottera ». Ces « vistes » du boulevard Saint-Germain - le siège de l'Association pour le libéralisme populaire de M. Balladur - étaient convaincus que l'Allemagne céderait. Pour eux, Bonn avait alors refusé de prendre la responsabilité de casser l'un des piliers de la construction européenne, le SME, et le gouvernement, conscient du coût qu'aurait représenté pour ses industriels une appréciation du deutschemark vis-à-vis du franc, aurait imposé à la Banque - comme il l'avait fait en d'autres circonstances - une décision, une baisse brutale des taux d'intérêt.

S'il a écouté ses interlocuteurs, Edouard Balladur ne les a jamais vraiment entendus. Il aura été, lui aussi, plus sensible aux arguments de l'administration. Peu friand de conflits directs, on sait qu'il n'est guère partisan de la méthode du chantage dans la diplomatie économique. Surtout, il doutait alors de la pertinence d'un tel marché. Le refus des Allemands l'aurait conduit à sortir le franc du SME, ce qui était alors contraire aux engagements pris dans la plate-forme électorale de la droite. Il a donc préféré la méthode douce : une pression constante sur l'Allemagne accompagnée d'une baisse régulière, en France, des taux d'intérêt à court terme, baisse liée au retour de la confiance.

Un rythme insuffisant

Parfois agacé par la lenteur de la déroute des taux allemands, Paris a, en fait, eu cours des quatre mois passés, cherché parfois à accélérer le pas. Encouragés par la disparition de la prime de risque sur le franc, les autorités monétaires françaises ont ainsi cru qu'il était désormais possible pour la France d'évoquer durablement des taux d'intérêt à court terme inférieurs à ceux en vigueur outre-Rhin. Certaines personnalités ont de plus commencé à expliquer que le franc allait se substituer progressivement au deutschemark comme ancre du SME, un thème que la presse anglo-saxonne n'a pas manqué de marteler et qui ne pouvait qu'exaspérer les Allemands. En fait, ces pres-

sions - comme la « gaffe » du 24 juin de M. Alphandéry sur Europe 1 (2) - n'ont fait qu'accroître les tensions entre les deux pays sans conduire à une véritable accélération de la baisse des taux d'intérêt.

Les marchés ont en définitive jugé, sans doute à juste titre, insuffisant le rythme de la déroute des taux - en Allemagne comme en France - et ont profité de l'erreur de la Buba de jeudi 29 juillet pour provoquer la crise. Entre la France et l'Allemagne, la face-à-face est désormais direct. Jeudi soir, le comité de crise réuni à Matignon autour d'Edouard Balladur a, semble-t-il, décidé de renvoyer la balle dans le camp allemand. Tout en feignant tout au long de la journée de vendredi l'insouciance - M. Balladur n'a distillé que quelques phrases sibyllines, genre : « La pluie, à part ça tout fonctionne » - Paris a en fait fort habilement fait comprendre à la Bundesbank ce qu'il en coûte que de prendre une décision sans tenir compte des intérêts du SME. Tenue par les règles du système jusqu'au bout (« les fonctionnaires », a dit M. Balladur incidemment), la Buba a dû acheter massive-

ment du franc tout au long de la journée de vendredi (lire l'article de Françoise Lazare) pour empêcher la monnaie française de sortir de ses marges de fluctuations. Elle a dû aussi créer de la monnaie, sa grande hantise.

Jeudi, la Bundesbank avait refusé de réduire son taux d'escompte, prétextant un rythme trop élevé de création monétaire en Allemagne. Vendredi, obligé par les règles du SME, elle a finalement accédé à ce rythme de création monétaire. Cette position inconfortable de la Buba va peser lourdement dans les discussions qui devraient avoir lieu ce week-end sur l'avenir du SME. « La France ne se laissera rien imposer », a déclaré M. Balladur vendredi soir. Ni par les marchés ni par les Allemands. La balle est dans le camp de Bonn et de Francfort.

ERIK IZRAELEWICZ

(2) Le ministre de l'économie avait laissé entendre que la France avait le pouvoir de faire venir à Paris les autorités monétaires allemandes pour discuter d'une baisse des taux.

M. Le Pen estime que « le gouvernement est acculé à une révision humiliante ». - Jean-Marie Le Pen a affirmé, vendredi 30 juillet, que le gouvernement « est acculé à une révision humiliante et déchirante de sa politique monétaire », car « il va falloir soit dévaluer, soit sortir du SME, soit élever les taux ou déléguer des limites du supportable ». Selon le président du Front national, le franc, « à la merci de la Bundesbank, parce que lié par l'idéologie européenne au deutschemark et à ses taux élevés, va être coté par le marché international à sa valeur vraie ».

Des options variées

Au terme d'une journée d'intense spéculation nulle, selon les estimations, les banques centrales ont dépensé entre 30 et 50 milliards de marks pour tenter de sauver le SME, plusieurs scénarios étaient envisagés par les économistes et les opérateurs sur les marchés, dont certains commencent déjà à prévoir l'évolution des différentes monnaies une fois le SME suspendu.

1) La détermination des autorités monétaires françaises, l'application par l'Allemagne des règles du SME finissent par décourager la spéculation. Mais le risque est que la crise reprenne de l'ampleur au cours des prochaines semaines, à moins, estimation, que le Bundesbank se résigne à une concession majeure en matière de taux.

2) Une ou deux monnaies servent de « fusible » pour désamorcer la crise actuelle dans le SME. L'Espagne, dont le monnaie a été dévaluée à plusieurs reprises depuis l'automne, pourrait ainsi se mettre en congé du système. Cependant, les autorités monétaires n'ont fait savoir que Madrid ne prendrait pas de mesures isolées et participerait jusqu'au bout à l'action des banques centrales européennes.

3) Les membres du SME décident par consensus de suspendre provisoirement le mécanisme de change du SME. Les monnaies européennes peuvent alors fluctuer librement entre elles. Un tel scénario est certainement lourd de conséquences pour la construction européenne.

4) Les membres du SME décident d'élargir les marges de fluctuations (actuellement limitées à 2,25 % de part et d'autre du cours-pivot), sauf pour la peseta et l'escudo afin d'introduire plus de souplesse dans le système. Cette solution évite d'envisager des dévaluations officielles, mais signifierait qu'au moins dans un premier temps le franc se déprécierait, ce qui est contraire à la stratégie du franc fort.

5) Une réforme importante du SME peut être mise en œuvre : officialisation de groupes très différenciés de monnaies en bon état, taxation des transactions spéculatives. La plupart de ces idées ont déjà été discutées depuis la crise monétaire de septembre. Les dirigeants européens réunis ce week-end pourraient bien admettre un mélange des unes et des autres pour enrayer la crise actuelle.

دعوات لفتح



## ÉCONOMIE

La tourmente monétaire

## Flambée sur les places européennes

La place parisienne a frôlé, en cours de séance, vendredi 30 juillet, son record historique établi le 20 avril 1990 à 2 129,33 points. En clôture, les valeurs françaises ont gagné 2,45 % à 2 085,88 points.

A Bruxelles, l'indice de référence a terminé en hausse de 2,03 %. Londres, qui avait nettement progressé en matinée, a réduit ses gains au cours de l'après-midi, en raison de l'ouverture en baisse de Wall Street. Néanmoins, l'indice Footsie a conservé quelques points, s'inscrivant en clôture en hausse de

0,3 %. Milan et Amsterdam ont aussi terminé en hausse alors que Wall-Street, affecté par la baisse du secteur technologique et par les turbulences monétaires, a fini en baisse de 0,78 %.

Francfort aura été la grande perdante des places européennes avec un recul de 1,66 %.

Eofin, le grand gagnant de toutes ces spéculations est le métal jaune. Sur le marché londonien, l'once a grimpé jusqu'à 407,25 dollars, une progression de treize dollars par rapport à la veille.

POINT DE VUE

## Dévaluation ou désinflation

par Rudi Dornbusch

Il y a un mois, pendant un court moment, le stratège du « franc fort » semblait très bonne. Les taux avaient baissé, jusqu'à passer au-dessous des niveaux allemands, justifiant pleinement la stratégie de la monnaie forte. Mais ce moment de renommée et de gloire n'a même pas duré un mois. Aujourd'hui, la France est ramenée aux problèmes fondamentaux : augmentation du chômage, détérioration des prévisions de croissance, nécessité d'augmenter les taux d'intérêt pour défendre le franc, discours du « jamais-jamais » et conscience croissante que cette stratégie va sûrement échouer.

Les faits sont simples :

● La Bundesbank est plus engagée dans la lutte contre l'inflation allemande qu'elle ne l'est dans la défense du franc.

● Les marchés financiers pensent que finalement la France ne veut pas politiquement aller jusqu'au bout - hausser les taux d'intérêt jusqu'à n'importe quel niveau pendant six mois ou plus, supporter n'importe quel taux de chômage - uniquement pour soutenir le franc.

Ce concours de circonstances sous-entend clairement : le franc chutera, tôt ou tard. Ce qui conduit à la troisième proposition :

● Si finalement le franc flie, il sera nécessaire d'augmenter les taux pour contenir les spéculateurs, ne serait-ce qu'un jour de plus. Ce qui rend la situation de plus en plus intolérable et hâte la fin.

Depuis plus d'un an, on a revu d'un succès rapide de la lutte contre l'inflation en Allemagne. La mauvaise interprétation des priorités de la Bundesbank a plus de vies qu'un chat, plus de résistance qu'un amoureux éconduit. Mais les décisions prises jeudi à Francfort donnent une indication supplémentaire, elle est nécessaire : la Bundesbank s'est engagée à faire baisser l'inflation allemande ; elle ne s'est pas engagée à soutenir la SME à tout prix.

Eviter plus de casse

A la lumière de ces faits, les dirigeants français doivent réévaluer la situation et quitter le navire qui coule en évitant plus de casse. Les spéculateurs, dans cette affaire, auront le dessus, parce qu'ils ont raison : créer plus de chômage, juste par orgueil national, c'est mauvais économiquement, mauvais politiquement, et donc indéfendable. Il est temps maintenant d'apporter une conclusion stimulante à une stratégie inefficace. Un sémestre américain, à qui l'on demandait dans les années 80 ce qu'il fallait faire pour sortir de la situation visible-ment perdue du Vietnam, répondait sagement : il faut « déclarer la victoire et partir ». L'affermissement prématuré du SME est devenu un cul-de-sac. M. Balladur, qui ne peut faire que les vaches sautent par-dessus la lune, devrait maintenant changer de stratégie.

La bonne stratégie aujourd'hui est de laisser flotter le franc et de diviser par deux les taux d'intérêt. Avec une inflation insignifiante et une récession grandissante, des taux d'intérêt réels très bas constituent le meilleur antidote à la crise économique. Sans aucun doute, le franc se déprécierait et eussent doute d'autres pays comme la Belgique et l'Espagne, devraient suivre. Le point central, cependant, est que libérer le franc rendrait à la France l'initiative. Plutôt que de défendre la monnaie éviscérée, le gouvernement français pourrait à nouveau mener une

politique économique indépendante.

Dans une telle situation, les rôles sont renversés : après avoir imposé ses conditions, l'Allemagne revient sur la défensive. Le deutschemark en hausse aide l'Allemagne à mener plus rapidement à son terme la désinflation, mais diminue ses chances de guérison. La Bundesbank sera contrainte de diminuer les taux pour limiter la hausse du deutschemark. Libérer le franc accélère la solution de la crise européenne, d'une façon qui est actuellement impossible dans le veste trop étroit du SME.

Les coûts du flottement du franc

Quels sont les coûts du flottement du franc ? Ce serait perdre la face et du prestige. Il ne faut pas surestimer cela : la réduction des taux d'intérêt et le retour de la croissance entraîneront assurément largement meilleurs qu'une récession croissante. Il y a également le sort de l'Europe. Est-ce que le flottement du franc signifie le naufrage de l'Europe ? Le SME doit être restructuré, de toute façon ; l'Allemagne, la Grande-Bretagne, est perdue ; et il faudra une grande conférence de réalignement pour les réintégrer. Il vaudrait donc beaucoup mieux pour la France et pour tout le monde - et de loin - desserrer un peu la veste trop étroite (du SME) avant que les dernières étapes vers l'Union monétaire européenne ne démarrent sérieusement. Il y a une autre considération : l'augmentation du chômage est certainement une mauvaise publicité, si l'on veut rendre l'idée de l'Europe plus attrayante. Si les progrès de la construction européenne font penser de plus en plus à des coûts et à des contraintes, plutôt qu'à la prospérité, c'est un très mauvais service rendu à un objectif de longue haleine.

Dévaluation ou désinflation ? La France revient à un thème récurrent de son histoire monétaire. Ceux qui préconisent pour une politique financière prudente sont toujours prêts à affirmer que la désinflation est la bonne réponse. Les historiens nous enseignent autre chose : si convenable que soit l'orthodoxie sur le moment et si méritoire l'idée selon laquelle les spéculateurs doivent empêcher de gros gains, à écrocher trop longtemps est une stratégie perdante.

Dans les années 80, la France a atteint, après une longue route, la stabilité financière. Effectivement, la France jouit d'un des taux d'inflation les plus bas d'Europe et du monde. Mais avoir pour but constant en matière monétaire des objectifs au-dessus de ses moyens met en danger les réalisations d'une décennie.

On a dit que les politiciens sont blâmés non pour leur inconséquence, mais pour leur obstination. La Bundesbank signale que le soulagement n'arrivera pas en temps utile, le premier ministre, M. Balladur, devrait maintenant élaborer une nouvelle stratégie construite sur une inflation basse (déjà atteinte) et le besoin de croissance. Il pourrait annoncer, en laissant flotter le franc, que c'est l'Allemagne, avec son vif et persistant problème d'inflation à résoudre, qui oblige malheureusement la France à poursuivre sa stratégie de croissance.

► Rudi Dornbusch est professeur au Massachusetts Institute of Technology. Il a signé avec cinq autres économistes l'appel publié, par le Financial Times, le 29 juillet, recommandant à la France de quitter le SME (le Monde du 30 juillet).

سكاي من لاهل

## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 26 AU 30 JUILLET 1993

PARIS

## Le malheur des uns...

Il faut bien que le malheur des uns fasse le bonheur des autres, constate-t-on. L'indice CAC 40 a gagné 2,45 % à 2 085,88 points.

On fait, les malheurs conjugués du franc et du système monétaire européen (SME) ont franchement profité aux marchés des actions. Anticipant une sortie rapide du franc du SME, qui laisserait les coudées franches à la Banque de France pour pouvoir continuer sa politique de détente monétaire, les acheteurs se sont singulièrement manifestés à la Bourse de Paris.

L'évolution du marché des changes a continué de mobiliser l'attention des investisseurs tout au long de la semaine. Les yeux rivés attentivement sur le parité franc/mark et le MATIF en attendant la réunion du conseil central de la Bundesbank, jeudi. Réunion qui, en l'occurrence, a provoqué la flambée de hausse qu'a connue la place au cours des deux dernières séances. En abaissant son taux lombard d'un demi-point pour le ramener à 7,75 % mais en maintenant son taux d'escompte, la Bundesbank a déclenché une glissade du franc - 1 centime en une minute - ce qui, selon un cambiste parisien, ne s'était jamais vu. En guise d'apaisement sur le front des changes et du SME en particulier, la Bundesbank venait, par ce geste mitigé, de provoquer un vent de panique. Les spécialistes sont unanimes : en maintenant

son taux d'escompte à 6,75 %, le « Buba » donnait un coup d'arrêt à la baisse du crédit en Allemagne au moins jusqu'à la rentrée.

Si le SME « impose » ou si le franc se mettrait temporairement en congé du système, cela reviendrait dans un premier temps à une dévaluation de fait du franc et déparierait les exportations. Le fait que les entreprises exportatrices étaient sur le devant de la scène, vendredi, pouvait appuyer ce raisonnement.

En début de semaine, pour la première séance, l'indice CAC 40, sur des anticipations de baisses des taux, gagnait 0,56 %. Il faut toutefois préciser que lundi était aussi la première séance du nouveau terme boursier d'août, généralement propice à des prises de positions. Le lendemain, alors que la parité franc/mark était relativement stable, le marché faisait preuve de résistance et consolidait ses gains accumulés depuis plusieurs séances (- 0,40 %). Mercredi, la baisse de 0,20 point du taux des primes en pension de la « Buba » était interprétée comme un signe favorable à la réunion du conseil central de l'institut d'émission allemand. Le franc se reprit à tal point que le mark était revenu sous le seuil des 3,40 franc pendant une bonne partie de la journée.

Au final, le marché des actions fit preuve d'une relative résistance et n'abandonna que 0,43 %. Vint ensuite, jeudi, la séance tant attendue : après une

ouverture médiocre, les valeurs françaises, pour les raisons citées plus haut, réagirent vivement à la décision mitigée de la Bundesbank. Une flambée spéculative, en partie due à des achats massifs de non-résidents, propulsa l'indice CAC 40 à ses plus hauts niveaux de clôture de l'année, à 2 038 points, soit une progression de 2,34 %. Cette flambée spéculative devait se poursuivre le lendemain : après une ouverture en vive hausse de 1,22 %, les valeurs françaises gagnaient 3 % en cours de journée avant de revenir à 2,45 % au terme des échanges avec un volume record de transactions de 11,2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel, le précédent record datant du 26 mars avec 8,4 milliards de francs. L'indice CAC inscrivait, pour sa part, un nouveau record annuel de clôture à 2 085,88 points. La progression moyenne annuelle des valeurs était ainsi portée à 12,2 % dont 4,55 % pour les cinq dernières séances.

La vie de la cote

Mais les turbulences monétaires n'ont pas complètement occulté le vie de la cote. Du côté des valeurs, plusieurs titres ont encore retenu l'attention. Mises à part les valeurs du CAC 40 qui ont une fois de plus été très entourées, des valeurs plus moyennes ont attiré l'attention. Olipar notamment, plus forte baisse de la période, et dont plus de 4 % du capital ont changé de

maine. Pour certains analystes, cette dégradation est due à la révision à la baisse de l'actif net d'Olipar.

Puis ce fut le tour de Suez, qui a lancé une offre publique de retrait (OPR) visant les actions, les certificats d'investissement et les certificats de droit de vote de la Compagnie financière du groupe Victrola. Notons également la belle progression de Sodaro, qui, pour la seule séance de lundi, s'est apprécié de 10,6 %.

Jeudi, la Société des Bourses françaises (SBF) annonçait qu'Alti Finance et le Compagnie immobilière Phénix détenaient respectivement 40,01 % et 10 % du capital et des droits de vote de la FNAC, à la suite de la levée partielle des contrats optionnels d'achat consentis par la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires). Jeudi, également, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) décidait le report de la date de clôture de l'offre publique d'achat (OPA) lancée par l'Union (groupe Saint-Louis) sur la Sucrerie de Chalon-sur-Saône. Les autorités boursières avaient déclaré recevable le 8 juillet, l'OPA lancée sur la Sucrerie Raffinerie de Chalon-sur-Saône. La décision de recevabilité de cette OPA a déjà fait l'objet de deux recours devant la cour d'appel de Paris les 16 et 19 juillet. Dans l'attente de l'arrêt de la cour d'appel, le Conseil des Bourses de valeurs a décidé le report de la date de clôture à une date ultérieure.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (RMF)
Alcatel Alsthom	1 005 540	1 068 080
ELF Aquitaine	208 530	853 767
LYRIH	200 430	739 000
Leclerc	180 740	724 216
Saint-Gobain	122 590	698 774
Société générale	1 009 100	640 728
BNP	740 150	638 587
Peugeot	138 420	614 440
Suez	1 717 700	642 068
Elf (fin. gén.)	238 530	518 800
L'Oréal	371 730	485 676
Total	1 725 500	465 523
Parquet	740 720	468 317
Siemens	12 103 500	467 112

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Sodaro	+16,3	Olipar	-16,5
Danubio Elec.	+14	Alcatel Alsthom	-12,1
Peugeot	+13	Francia	-5,2
Suez	+12,4	SBF Immo. B.	-4,3
Logica Indust.	+12	Imagocor	-4
Matrologie	+9,5	Canal +	-3,3
Gr. Entreprises	+9,3	VIS	-3,1
Schneider	+9,3	Stm	-3,1
Poliet	+9,3	SCDA	-2,9
Elitag	+9,3	BP France	-2,6
ETM-Entrep.	+9,3	Calypso	-2,6
Scopac	+9,3	Sigis	-2,4
Banque Par.	+8,7	Bellin	-2,3
Paris Est. Part.	+8,4	Gas Elec.	-2,3

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	23-7-93	26-7-93	27-7-93	28-7-93	29-7-93
RM	5 506 394	2 776 165	2 444 147	2 663 821	4 464 356
Comptant	20 591 442	19 922 138	17 455 646	28 624 442	20 409 451
R. et obl.	126 845	137 199	250 410	209 402	204 192
Total	20 718 287	20 059 337	17 706 056	28 833 844	20 613 643

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	26-7-93	27-7-93	28-7-93	29-7-93	30-7-93
Indice gén.	547,8	548,4	548,7	544,9	559,7
Indice CAC 40	2 006,22	1 998,11	1 989,53	2 038	2 085,88

(base 100, 31 décembre 1987)

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 juillet 1993

Nombre de contrats : 159 531 environ

COURS	SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994
Premier	120,84	120,58	123,02
Dernier	121,12	120,54	123,08

TOKYO

## Au-dessus des 20 000 points

La Bourse japonaise s'est ressaisie cette semaine, et le Nikkei a franchi le seuil des 20 000 points, les investisseurs ayant favorablement accueilli la

constitution d'une coalition d'opposition apparemment assurée de succéder au PLD. Le Nikkei a gagné 645,37 points, soit 3,3 %, à 20 380,14 points, contre un repli de 596,96 points la semaine précédente.

Le Nikkei a ouvert lundi à 19 774,18 points, puis a fluctué entre 19 000 et 20 000 points jusqu'à mercredi, sur un marché préoccupé par les incertitudes de la situation politique, après la défaite aux élections générales du 18 juillet du Parti libéral-démocrate (PLD), éclaboussé par une série de scandales après trente-huit ans d'exercice du pouvoir.

L'indicateur de tendance a dépassé les 20 000 points jeudi, après que sept partis d'opposition

eurent constitué un gouvernement d'alternance, qui proposera la candidature de Morihiro Hosokawa au poste de premier ministre lors de la session parlementaire de la semaine prochaine.

Le Nikkei ne devrait vraisemblablement pas franchir les 21 000 points, puisque la Banque du Japon n'est pas disposée dans l'immédiat à baisser son taux d'escompte, estiment les analystes, qui tablent sur une baisse d'un demi-point au mois de septembre.

Indices du 30 juillet : Nikkei, 20 380,14 (c. 19 734,57) ; Topix, 1 659,91 (c. 1 609,33).

	Cours 23 juil.	Cours 30 juil.
Alliomet	1 330	1 380
Bridgestone	1 240	1 280
Canon	1 340	1 380
Fuji Bank	2 460	2 510
Honda Motor	1 310	1 350
Mitsubishi Electric	1 320	1 350
Mitsubishi Heavy	848	880
Sony Corp.	4 470	4 500
Toshiba Motors	1 810	1 840

NEW-YORK

## Record sans suite

INDICE DOW JONES

- 0,20 %

Après avoir commencé la semaine sur un nouveau record, Wall Street n'a pas réussi à conserver ses gains en raison de prises de bénéfices et de liquidations dans le secteur technologique, après des commentaires de responsables de Microsoft prévoyant une baisse des résultats de la compagnie. L'indice Dow Jones des valeurs cotées a débuté vendredi à 3 539,47 points, en baisse de 7,27 points, soit 0,20 %, par rapport à la semaine dernière.

Une baisse des taux d'intérêt à long terme lundi et les espoirs d'assouplissement de la politique monétaire de la Bundesbank ont permis l'établissement d'un nouveau record au début de la semaine. Mais, dès mardi, la levée d'une partie des sanctions américaines contre les importations d'acier de plusieurs pays européens et du Japon a pesé sur le marché. Par ailleurs, la reprise de l'économie américaine pourrait être compromise par des difficultés dans le secteur technologique, notent des analystes.

Les experts ont indiqué que l'évolution du marché cette semaine a surtout été dictée par des informations sur des valeurs particulières plutôt que par des facteurs plus généraux.

LONDRES

Espoirs

+ 3,5 %

Le Stock Exchange a profité de la tempête au sein du système monétaire européen (SME) cette semaine, les opérateurs estimant qu'un éventuel écartement du mécanisme de stabilisation des changes déboucherait sur une cascade de baisses des taux d'intérêt en Europe. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est propulsé jeudi au-dessus du seuil des 2 900 points et a terminé la semaine en hausse de 98,8 points par rapport au vendredi précédent, à 2 926,5, soit une progression de 3,5 %.

Indices « FT » du 30 juillet : 100 valeurs, 2 926,50 (c. 2 827,70) ; 30 valeurs, 2 317,60 (c. 2 234,60) ; fonds d'Etat, 99,17 (c. 97,98) ; mines d'or, 249,20 (c. 218,40).

	Cours 23 juil.	Cours 30 juil.
Allied Lyons	5,43	5,73
BP	2,93	3,08
BT	3,70	3,78
British Airways	4,43	4,49
De Beers	11,88	12,53
Glaxo	5,35	5,47
GUS	34,75	36,50
ICI	5,52	5,58

L'absence de baisse du principal

taux directeur de la Bundesbank jeudi et les remous au sein du système monétaire européen ont contribué à la faiblesse de Wall Street.

Hugh Johnson, analyste chez First Alboay, prévoit une correction à la baisse de 4 % à 6 % de l'indice Dow Jones dans les deux à trois prochaines semaines, « mais rien de bien grave », souligne-t-il, ajoutant que les conditions pour un marché baissier n'existent pas encore.

Indice Dow Jones du 30 juillet :

3 539,47 (c. 3 546,74).

	Cours 23 juil.	Cours 30 juil.
Alcoa	70 1/2	71 3/8
AT&T	53 5/8	54 1/8
Bell	37 3/4	39 3/8
Boeing	32 1/8	31 3/4
Chase Man. Bank	48 5/8	46 7/8
Du Pont de Nemours	61 3/8	63 3/4
Eastman Kodak	65 1/8	65 5/8
Exxon	52 1/2	52 7/8
Ford	57 3/4	58 1/2
General Electric	46 3/4	48 1/2
General Motors	42 1/2	41 3/4
IBM	42 1/4	44 1/2
ITT	58 3/4	59 1/4
Mobil Oil	71	75 5/8
Pfizer	65	69 1/2
Rockwell	64 7/8	65 5/8
Schmiedinger	62 1/4	62 7/8
Tecum	139 3/4	144
UAL Corp. (ex-Allegis)	19	19 3/4
United Tech.	54 3/4	56 1/4
Westinghouse	18 3/4	19 3/4
Xerox Corp.	73 1/8	73

FRANCFORT

Rechute

- 1,5 %

L'ambiance à la Bourse de Francfort était à l'attention en début de semaine, avant la réunion de la Bundesbank jeudi, puis les cours ont plongé vendredi dans la crainte d'une dévaluation ou d'une sortie du franc du système monétaire européen (SME). L'indice DAX des trente valeurs cotées a cédé 1,5 % sur la semaine, clôturant vendredi à 1 803,23 points.

Les attaques contre le franc français ont redoublé de vigueur après la décision jeudi de la Bundesbank de maintenir inchangé son taux d'escompte à 6,75 %.

Indice DAX du 30 juillet :

1 803,23 (c. 1 830,83).

	Cours 23 juil.	Cours 30 juil.
AEG	164	157,10
BASF	277	272
Bayer	257,90	255,50
Commerzbank	317,50	311
Deutschebank	733,20	727
Hoechst	278,90	270
Karstadt	588	581
Mannesmann	259,50	257,80
Siemens	658,40	647,60
Volkswagen	345	345,20



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Sous l'influence de la crise monétaire

La violence de la crise monétaire a tout simplement interdit le lancement d'emprunts internationaux dans les deux principales devises directement touchées par la spéculation. Le mois de juillet s'est achevé sur une des rares semaines de l'année à n'avoir accueilli aucune opération nouvelle ni dans le compartiment du franc français, ni dans celui du deutschemark. En revanche, l'activité s'est poursuivie à un rythme soutenu tant en dollars qu'en yens ainsi que dans les monnaies européennes qui ne sont pas ou plus liées au mark.

C'est ainsi que la livre sterling s'est tout particulièrement distinguée, servant à libeller neuf nouveaux emprunts internationaux dont le plus important est pour le compte de la Suède. Il s'agit d'une transaction de 250 millions de livres et d'une durée de cinq ans, dont les conditions ont été arrêtées lundi 26 juillet de façon à rapporter aux investisseurs quelque 36 points de base (ou centièmes de points de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat britanniques.

Le sentiment à l'égard des emprunts libellés en livres est demeuré positif tout au long de la semaine, comme en a témoigné la veille du week-end la réussite d'une nouvelle transaction de 150 millions de livres et de dix ans de durée. Son débiteur est si international, une société d'un groupe britannique dont l'activité consiste à prendre des participations dans des petites et moyennes entreprises. L'affaire a ceci de remarquable que le prix auquel les obligations étaient au départ offertes aux investisseurs institutionnels (96,86 %) se situait à un niveau nettement inférieur à leur valeur nominale (qui est de 100 %). Les investisseurs ont été très sensibles à cet élément. Ils l'ont interprété comme un signe de confiance de la part des banques chargées de l'emprunt, visiblement, on attendait une montée des cours. C'est d'ailleurs ce qui s'est immédiatement produit, le prix des titres grimpa rapidement à plus de

97 %. Le taux d'intérêt facial de cet emprunt est de 7,75 %.

Une seconde entreprise britannique, Abbey National, s'est présentée vendredi dans le compartiment de la livre italienne qui, comme le sterling, n'a plus sa place au sein du système monétaire européen. Son éviction, qui date de l'année dernière, apparaît aujourd'hui comme un avantage qui lui permet de mieux bénéficier des perspectives de baisse des taux d'intérêt en Europe. L'euro-emprunt d'Abbey National, qui porte sur 150 milliards de livres, est d'une durée de sept ans. Le taux d'intérêt facial des titres est de 10 %. Le prix d'émission est supérieur à la valeur nominale.

#### Livre, lire et couronne danoise en évidence

Autre compartiment de l'euro-marché à se mettre en évidence ces derniers jours, celui de la couronne danoise, qui a accueilli deux nouveaux emprunts. Le succès de ces affaires est également dû à l'attente d'une baisse du niveau de l'intérêt. Les adversaires du système monétaire européen n'ont pas manqué de l'interpréter comme une victoire de la spéculation qui misait à fond sur une sortie prochaine de la couronne.

Une nouvelle émission internationale a vu ainsi le jour, pour le compte d'un débiteur français. Il s'agit d'une opération d'un caractère très différent. La Compagnie bancaire a émis un emprunt de 750 millions de francs luxembourgeois qui viendra à échéance dans 5 ans et 2 mois. Le taux d'intérêt facial des obligations est de 6,75 % mais, comme elles sont offertes à un prix assez élevé, les souscripteurs ne peuvent en espérer qu'un rapport de 6,25 % l'an. Le règlement aura lieu à la mi-septembre, ce qui laisse amplement aux banques le temps de placer les titres. Un tel délai est nécessaire en période de vacances, car l'opération s'adresse à l'évidence à des

particuliers. La Compagnie bancaire, pour sa part, disposera des fonds non pas en francs luxembourgeois, mais en livres sterling. A cet effet, elle a conclu avec Paribas un contrat d'échange qui porte également sur le mode de rémunération de la dette, qui sera non plus à taux fixe mais à taux variable.

D'une manière générale, les spécialistes accordent une très grande importance aux contrats d'échange (swaps) conclus par les emprunteurs qui se présentent sur le marché international, notamment pour ce qui est des emprunteurs récurrents. Ceux qui sollicitent en permanence l'euro-marché sont forcés de recourir à des solutions de ce genre qui présentent une foule d'avantages. Cela leur permet par exemple, s'ils ont de très importants besoins de fonds dans une devise donnée, d'éviter de laisser les investisseurs. En procédant de façon détournée, ils sont en mesure d'obtenir ce qu'ils recherchent sans apparaître trop souvent dans un même compartiment, ce qui finirait par augmenter le coût de leurs opérations. Ils peuvent également, en agissant de la sorte, élargir la gamme des devises dans lesquelles se procurer des ressources.

Il reste que la plus grande prudence est de mise dans le choix des partenaires avec lesquels les meilleurs des emprunteurs peuvent conclure de tels contrats en toute sécurité. Les contreparties dont le crédit est au-dessus de tout soupçon sont assez rares. La Banque européenne d'investissement se montre particulièrement exigeante. Son attitude la conduit de plus en plus à proposer à ses clients de passer directement de tels accords plutôt que d'y procéder elle-même. Cela a notamment été le cas de son dernier euro-emprunt en yens, dont le produit a été échangé contre des ressources en dollars, sans que la Banque européenne ne soit impliquée dans cette transaction de swap.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Le SME au bord de l'implosion

C'est tout le système monétaire européen (SME) qui se désintègre. Franc français, franc belge, couronne danoise, peseta, escudo, tous ont subi des attaques d'une violence impressionnante au cours des dernières semaines. Lorsque l'année se termine, le mécanisme de change, que la drachme n'a pas encore adopté, il ne reste plus guère que le mark et le florin et, dans une certaine mesure, la livre irlandaise, pour constituer la partie vaillante d'un système présenté comme le fer de lance de l'union économique et monétaire (UEM).

Analysée dès ses origines comme une crise différente des deux précédentes, la période actuelle de turbulence est en effet tout à fait inédite. D'une part, parce que la théorie de la monnaie « en première ligne » (les spéculateurs s'attaquent en septembre aux devises les unes à la suite des autres, au franc français une fois la livre dévaluée) ne tient plus. Toutes les monnaies sont attaquées de front, provoquant une multitude d'interventions de banques centrales, de déclarations officielles et parfois contradictoires.

Ainsi, vendredi, l'Espagne demandait que des contacts soient pris entre Européens au cours du week-end pour que soit discuté l'avenir du SME. Le ministre portugais des finances déclarait pratiquement au même moment qu'il n'était pas « de l'intérêt de l'Europe de détruire le système monétaire européen ». La période actuelle apparaît particulièrement dangereuse puisque les gouvernements sont tous à bord de la même bar-

que, qui pourrait chavirer en cas de faux pas de l'un d'entre eux.

D'autre part, la crise est inédite, au moins pour la France, parce que les autorités monétaires ont choisi, vendredi à 11 heures, de faire glisser le franc jusqu'à son plancher vis-à-vis du mark (3,4305 francs). Intervenant jusque-là à 3,4180 francs, la Banque de France a défendu la ligne de 3,43 francs. Une stratégie qui se révélait payante à très court terme puisque, vendredi en toute fin de journée, elle n'avait pas lâché, même si, de l'avis de tous, ses réserves de changes sont désormais négatives. L'idée était à la fois de rendre la spéculation un peu plus risquée (au plancher, si la monnaie ne dévalue pas, on est certain de perdre) et de prouver la détermination à ne pas se laisser faire par la spéculation, en « achetant tout ce qui passe » au-dessus de 3,43 francs.

#### « Cela ne peut plus durer »

A 16 heures, moment considéré comme la clôture des marchés européens, à partir duquel les banques centrales ne sont plus tenues d'intervenir, la situation se stabilisait un tout petit peu : 3,4290 francs, un cours meilleur que les extrêmes de 3,4350 francs (au-dessus du cours maximal du mark) observés dans la journée, mais qui font tout de même frissonner lorsque l'on pense que jamais, jusque-là, le mark n'avait atteint de tels niveaux. « C'est sûr que j'aime bien le mouvement, et puis on gagne de l'argent. Mais la crise a débuté il y a quatre semaines,

cela ne peut plus durer », commentait un cambiste.

Conscients de la précarité de la situation, Edouard Balladur, silencieux jeudi, n'a en tout cas pas méseigné ses déclarations vendredi. De « il y a des règles dans le SME, elles fonctionnent bien » à « la France ne se laissera rien imposer concernant le franc », sans oublier la « journée très ordinaire » de jeudi, le premier ministre a décliné tous les thèmes de la défense de la parité. Le spéculateur vedette George Soros déclarait pour sa part qu'il « était désormais vain de tenter de sauver le SME ».

On ne sait pas encore qui gagnera ce bras de fer. Une réunion du comité monétaire était annoncée pour samedi à 15 heures. Celui-ci, composé des numéros deux des banques centrales et des directeurs du Trésor, se réunit généralement pour examiner les changements de parité dans le SME.

Quelques monnaies tirent bien leur épingle du jeu : la livre, le franc suisse, mais aussi le dollar : celui-ci, en hausse pratiquement constante tout au long de la semaine, a frôlé les 6 francs, avant de se replier à 5,95 francs, et c'était à New-York 1,7455 mark, son plus haut cours depuis deux ans. Mais la semaine a été définitivement placée sous le signe des interventions puisque à Tokyo, la Banque du Japon aurait montré son nez sur les marchés pour freiner la glissade du billet vert face au yen.

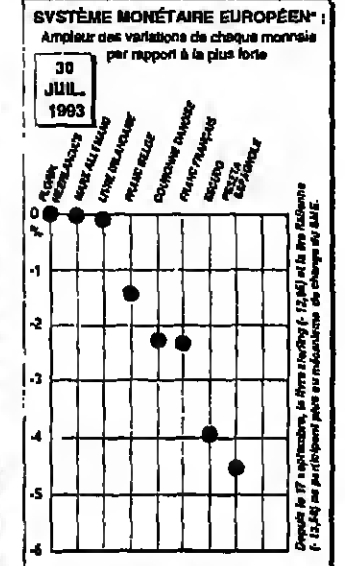
F. L.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 AU 30 JUILLET 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
New-York	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
Paris	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
Zurich	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
Frankfurt	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
Bruxelles	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
Amsterdam	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
Milan	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261
Tokyo	1,4900	1,4900	8,4510	2,2410	2,5140	51,6400	2,8170	2261

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 30 juillet 1993, 5,714285 F contre 5,5025785 F le vendredi 23 juillet 1993.



Taux calculés par rapport aux cours cotés de la Banque de France.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### La ruée vers le café

Qui pourra jamais prévoir l'évolution des cours ? Alors qu'il y a deux mois, il broyait du noir, le café reprend soudain des forces : à Londres, les cours atteignent leur meilleur niveau depuis plus d'un an, autour de 1 000 dollars la tonne pour le robusta, 1 630 dollars pour l'arabica sur l'échéance à trois mois. De l'avis des professionnels, on a même assisté à des mouvements de panique, les opérateurs achetant massivement à l'annonce du programme de réduction volontaire de l'offre des pays producteurs.

La résolution de ces derniers de limiter leurs exportations de 15 % à 20 % semble déjà (prématurément, déplorent certains) porter ses fruits. Les cours du robusta, essentiellement en provenance d'Afrique, après s'être redressés depuis leur effondrement au mois de mars (hors de l'effet des négociations sur le renouvellement de l'accord international sur le café), semblent se stabiliser. Pourtant, l'Afrique, tout en approuvant ce plan de réduction précoce, par les pays de l'Amérique latine, n'a pas encore pris de mesures dans ce sens (1). De mauvaises langues soupçonnent qu'elle n'en a tout simplement pas le moyen.

Tout laisse à penser que ce plan, en raison de l'échec des négociations, n'entrera en vigueur qu'aux environs d'octobre et que les effets ne seront visibles qu'en janvier, date

des premiers embarquements de la nouvelle récolte. Qu'importe ! Cette opération floue mais particulièrement bien gérée sur le plan médiatique, selon un opérateur, connaît un succès étonnant. Le marché croit en la solidité de ce programme pour différentes raisons : la Colombie, responsable de grande partie auparavant d'une certaine atonie du marché parce qu'elle exportait la quasi-totalité de sa marchandise, quels que soient les prix, semble aujourd'hui avoir empoigné l'étendard de la révolte contre les pays consommateurs. Ses disponibilités étaient, dit-on, inférieures aux années précédentes à cause des mauvaises conditions climatiques.

#### Les torréfacteurs en quête de marchandise

Mais ces éléments viennent s'ajouter à d'autres facteurs de hausse qui permettent de maintenir une certaine tension sur les prix : le Brésil, premier exportateur, est en permanence guetté par la rupture de charge, ou, plutôt, les exportateurs brésiliens préfèrent se retirer du marché en attendant que leurs gouvernements leur fournissent des éléments supplémentaires sur le plan de la rétention. Car, se demandent-ils, devront-ils financer ce programme et, si oui, à quel prix peuvent-ils désormais envisager de vendre leur café ? Ils attendent aussi un éventuel surcroît des prix. Car le phénomène est connu : une hausse des cours fait espérer des prix plus élevés encore.

De leur côté, les torréfacteurs, tellement accoutumés à s'approvisionner « à flux tendus » (c'est-à-dire au compto-gouttes, au fur et à mesure de leurs besoins, sans avoir à payer des structures de stockage) continuent après la marchandisation, s'inquiètent du Brésil et encore plus de la Colombie, si docile naguère, recherchent les cafés de ces pays plutôt que d'autres jugés pourtant indispensables à leurs mélanges, et ne les trouvent pas ou, du moins, pas aux prix habituels.

Le marché, décidément, est pris à contrepiet : le Guatemala et le Salvador, très actifs dans cette opération de redressement des cours, montrent, s'il en était encore besoin, que la surenchère aux bas prix entre producteurs semble désormais révolue.

Restent les statistiques discutables, les données fondamentales pour le moins opaques. De sources diverses, le Brésil produit en moyenne

22 millions de sacs de café (de 60 kilos), la Colombie 14 millions, les pays centraux (sans le Mexique) 12 millions. Les pays producteurs prévoient de retirer 9 millions de sacs du marché mais ne savent pas avec précision le niveau de consommation mondiale. « Le marché fonctionne sur des croissances », dit Sam Mesrahi de la Société internationale de négoce Tardivat. On pense que le monde consomme 100 millions de sacs de café environ, mais rien ne le vérifie.

Or ce sont ces « croissances » qui ont des incidences sur la structure des prix. Comment faire coïncider les cours avec la réalité d'un marché qui se dérobe ? Nul ne le sait.

Une autre question se pose : quelle sera la fourchette des prix que les pays producteurs tenteront de maintenir ? Pour admettre qu'il était, ce redressement des cours ne risque-t-il pas de provoquer des positions plus radicales de la part des pays producteurs, incompatibles avec la réalité du marché ? Et, surtout, qui financera ce programme de rétention ? Toutes questions auxquelles tenteront de répondre les pays d'Amérique du Sud réunis à Rio en cette fin de semaine.

MARIE DE VARNEY

(1) Vingt-cinq producteurs africains se réunissent le 16 et le 17 août à Kampala (Ouganda) pour définir leur stratégie et l'harmoniser avec celle des pays latino-américains.

#### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 23-7-93	Cours 30-7-93
Or fin 100 onces	79 300	79 300
Pièces françaises (20 F)	418	420
Pièces françaises (10 F)	208	209
Pièces italiennes (20 F)	420	427
Pièces italiennes (10 F)	411	422
Swiss franc (20 F)	664	662
Dollars américains	291	300
Pièces de 20 dollars	2 500	2 500
10 dollars	1 200	1 440
1 dollar	735	735
90 pence	2 718	2 688
20 marks	508	521
10 livres	401	403
5 livres	315	304

Les pièces d'or ne sont cotées qu'à la réserve hebdomadaire supplémentaire.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### L'affront de la Buba

Les taux allemands sont-ils véritablement la clé de l'avenir du SME, ou servent-ils simplement de prétexte à ses détracteurs ? La réunion de la Bundesbank du 29 juillet restera en tout cas longtemps dans les mémoires. Le marché s'est alors comporté relativement apaisé, à la veille de la dernière rencontre du conseil central de la Bundesbank avant la trêve d'été : l'institut d'émission avait ramené, mercredi 28 juillet, le taux de ses prises en pensions (Repo) de 7,15 % à 6,95 %. Du coup, le franc s'est retrouvé rasséréné et le marché, convaincu qu'une baisse des taux directeurs était dans les cartes.

Or le maintien du taux de l'escompte à 6,75 %, en marge de la réduction du taux lombard de 8,25 % à 7,75 % a fait l'effet d'une véritable bombe. En ne modifiant pas le « j'ai-rien-bas » du crédit en Allemagne, la banque centrale a fait savoir aux marchés que les taux ne baisseront plus au cours de l'été. Du moins, c'est ce qu'ils ont compris, et ils se sont très peu appuyés sur les « raisons internes » invoquées par les autorités monétaires allemandes pour ne pas faire un geste plus généreux. La « gaffe » réelle ou supposée était donc faite, et il ne restait plus à la Bundesbank et à la Banque de France qu'à intervenir pour soutenir un franc en pleine tourmente. Pour la plupart des opérateurs allemands, d'ailleurs, le geste de la Bundesbank ne constituait nullement une erreur d'analyse, mais, selon l'un d'entre eux, la Banque était tout à fait « consciente des conséquences, et ne pensait pas qu'il y ait matière à rectification ».

Malgré tout, soucieux de ramener un peu d'ordre sur les marchés financiers, le vice-président de la Bundesbank, Jörn Wilhelm Cadden, a déclaré que cette dernière ne proposerait pas de bons du tré-

sor, « même si le taux de l'argent descend en dessous du taux de l'escompte ». Une déclaration qui signifie que l'institut monétaire allemand n'espérera pas, au cours des prochaines semaines, toutes les liquidités issues des interventions massives sur les marchés des changes. Mais, comme soulignait un trader, il est logique que la Bundesbank ne stérilise pas toutes les liquidités additionnelles, et la déclaration de M. Cadden relève purement de la diplomatie. Les taux d'intérêt allemands au jour le jour devraient donc fléchir prochainement. Reste à savoir à quel taux se fera sa prochaine opération de pension.

#### Le MATIF de sommets en sommets

La Bundesbank a également fait savoir que, même si le conseil central ne se réunissait pas avant le 28 août, ses bureaux restaient ouverts. Une nouvelle baisse des taux directeurs allemands d'ici un mois ne serait donc peut-être pas à exclure. D'autant que l'on se souvient que déjà, en septembre dernier, le crédit avait été assoupli un lundi, en dehors de la réunion ordinaire du conseil.

Une nouvelle baisse des taux allemands suffira-t-elle à sauver le SME ? Certains sont convaincus que, de toute façon, celui-ci n'a plus que quelques heures à vivre. D'autres affirment qu'après ces deux dernières séances il faudrait au moins une baisse d'un point et demi ou de deux points pour que le marché reprenne espoir. D'autres enfin pensent que la France fera le forcing pour obtenir une concession massive de l'Allemagne ce week-end.

En attendant, les taux à court terme ont flambé depuis jeudi après-midi à Paris. Dès vendredi matin, il devenait difficile d'obte-

nir des cotations sur les écrans : 20 % pour le « Tom Next » (l'argent à quarante-huit heures), puis 30 %, et même... 60 % en fin d'après-midi vendredi ! De tels montants n'ont plus de signification réelle tant la situation est exceptionnelle et les fourchettes larges. Et puis d'autres pays, le Danemark en particulier, se trouvent exactement dans la même situation. En tout cas, la Banque de France, elle, a tenu sans relâche ses taux directeurs. Il est vrai qu'après avoir porté les pensions de 7,75 % à 10 % le 10 juillet sa marge de manœuvre, au plutôt celle d'Edouard Balladur, était extrêmement limitée. La crise actuelle du franc fait déjà suffisamment mauvais effet pour que le gouvernement évite au maximum d'imposer des taux meurtriers.

Le MATIF, pour sa part, va de sommet en sommet. Les opérateurs, comme ceux du Palais-Bourgeois, tablent sur un éclatement du SME, qui permettrait un abaissement rapide du coût du crédit. De toute façon, estiment-ils, tabler sur la baisse des taux n'est actuellement pas trop risqué, puisque en dépit des avertissements de la Bundesbank la tendance amorcée à l'autome dernier n'a pas véritablement été enrayée. « Le tout est une question de timing. La sortie ne ferait qu'avancer de quelques mois une baisse des taux de 2 points », souligne un partisan du SME. Le contrat notional, qui a été correctement enté la semaine dernière, contrairement au contrat Fibo, affecté par plusieurs suspensions de cotations, a clôturé vendredi à un nouveau record historique de 121,12, record atteint au terme d'une hausse de 60 centimes en une séance.

FRANÇOISE LAZARE

sans suite

FRANCFORT

Recherche

- 15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15

15



## La crise monétaire et le chômage

## Les formules de soutien à l'emploi s'effritent

La stabilité du franc  
impératif de la cohabitation

L'Élysée ne faisait aucun commentaire, vendredi 30 juillet, après l'entretien de quarante minutes que le président de la République avait eu, dans la matinée, avec Edouard Balladur. Cette visite du premier ministre, clairement motivée par les attaques contre le franc, après la décision de la Bundesbank, la veille, de ne pas baisser ses taux, venait rappeler que la défense de la monnaie relève du « domaine partagé » de la cohabitation façon 1993.

Ce partage est inscrit dans l'acte de naissance de la cohabitation. Lorsqu'il avait annoncé, le 29 mars, dès le lendemain du second tour des élections législatives, la désignation de M. Balladur comme premier ministre, « non seulement parce qu'il apparaît comme le plus apte à rassembler les différentes composantes de la majorité, mais aussi en raison de ses compétences », M. Mitterrand avait indiqué que dans la conformité « aux devoirs et aux contributions que la Constitution [lui] confère », il veillerait « à la continuité de notre politique extérieure ». « Dans l'immédiat », avait-il précisé, il faut préserver le système monétaire européen. Cela ne dépend pas que de nous, mais un franc de portée internationale avec le mark allemand en est une condition. Sans système monétaire commun, il n'y a pas d'Europe.

S'il n'enfonçait pas, en s'exprimant ainsi, une consigne donnée au nouveau premier ministre, du moins le chef de l'État expliquait-il le choix de M. Balladur et précisait-il jusqu'où s'étendait, à ses yeux, l'exercice de sa propre responsabilité sur la politique extérieure. Lors de son entretien télévisé, le 14 juillet, il a répété que « la parité mark-franc est une nécessité qui (...) s'impose à tous les autres ». M. Mitterrand a joint les actes à la parole en allant s'entretenir des menaces sur le franc avec le chancelier allemand, Helmut Kohl, le 20 juillet au lac de Constance. C'est à cette occasion que M. Kohl avait affirmé au sujet de la monnaie française : « L'Allemagne fera ce qu'il faudra dans le cadre de ses responsabilités ». Il avait ajouté : « Il n'y a pas de moindre justification à la spéculation contre le franc ».

De son côté, M. Balladur a été parfaitement fidèle à ce que le président de la République pouvait attendre de lui. Répondant à Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, qui avait appelé, le 16 juin, à un « renversement complet des valeurs et des choix fondamentaux » de la politique gouvernementale, le premier ministre avait affirmé, deux jours plus tard : « La première condition pour assurer notre économie est la stabilité et la stabilité de notre monnaie ». M. Balladur reprenait déjà, comme on devait l'apprendre plus tard, que le président du RPR, Jacques Chirac, ne lui ait pas apporté un soutien explicite en se démarquant des thèses de M. Séguin, chef de file des adver-

saires du traité de Maastricht, en septembre 1992, et, aujourd'hui, des partisans d'une « autre politique », fondée sur l'abandon de la parité avec le mark et sur des taux d'intérêt moins élevés.

A ceux qui se plaignent des résultats insuffisants de l'action de son gouvernement, M. Balladur a répondu, le 11 juillet, dans le *Figaro*, un sévère rappel à l'ordre : « Il n'est pas admissible, a-t-il dit, que des propos ou des déclarations alimentent le doute sur notre monnaie. C'est manquer ou devoir d'État ».

Il a averti ceux qui pourraient songer à un changement d'orientation que leur espoir est « voué à l'échec ». « À la volonté », a-t-il dit, celle du gouvernement, sont inébranlables : je suis indéfectiblement attaché à la stabilité du franc au sein du système monétaire européen. J'exclus, pour aujourd'hui, pour demain, toute autre politique. Je l'exclus totalement et définitivement ». Et pour qu'on le comprenne bien, M. Balladur ajoutait au sujet de l'« autre politique » : « Si l'on voulait la mettre en œuvre, il faudrait, d'abord, changer de premier ministre ».

Jacques Chirac  
laconique

Alors qu'il reçoit de Valéry Giscard d'Estaing, avec lequel il s'est entretenu le 29 juillet, des encouragements chaleureux - le président de l'UDF a déclaré, vendredi, sur RTL, qu'il soutient « complètement le gouvernement et les autorités monétaires dans leur effort » et qu'il s'agit d'un « très grand combat », le premier ministre doit se contenter, pour ce qui est de sa propre formation politique et de son chef, du communiqué laconique diffusé par M. Chirac le 24 juillet : « Rien ne justifie les attaques contre le franc et contre le système monétaire européen. Le gouvernement est déterminé à défendre le franc, et nous devons le soutenir dans cette action : c'est notre devoir ». Le 26 juillet, cependant, Alain Juppé, secrétaire général du RPR et ministre des affaires étrangères, appelait à « la cohésion de la nation, de tous les Français et de tous les responsables politiques » pour assurer la défense du franc.

Au-delà de cette unité de façade, plus silencieuse qu'active dans le cas du RPR, M. Balladur sait que la majorité sur laquelle il s'appuie ne partage pas « totalement et définitivement » sa conviction que l'économie française ne peut sortir de la récession sans une monnaie forte, mais l'offensive des spéculateurs, sur les marchés des changes, peut être, pour lui, un atout politique face à ses détracteurs, qui ne sauraient maquer un « devoir d'État » sans se déconsidérer, comme vis-à-vis de l'Allemagne, qui ne peut prendre le risque de laisser détruire l'armature de la construction européenne.

PATRICK JARREAU

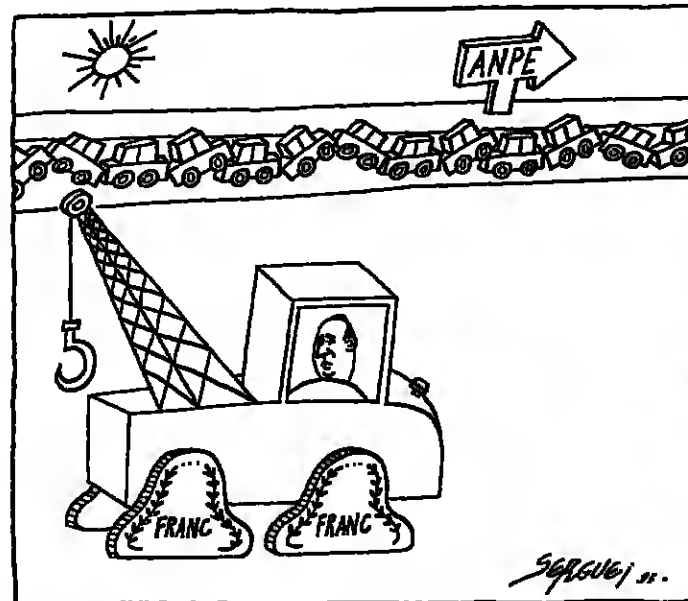
Annouces alors que les attaques sur le franc et le SME faisaient rage, vendredi 30 juillet, les chiffres du chômage pour le mois de juin sont catastrophiques (le *Monde* du 30 juillet). En données corrigées, la hausse est de 1,4 %, et correspond à 44 600 demandeurs d'emploi supplémentaires. Au total, il y avait 3 185 800 chômeurs à la fin du mois.

Catastrophiques, les chiffres du chômage du mois de juin, communiqués par le ministère du travail le 30 juillet, sont à plusieurs titres. Ils interviennent au plus mauvais moment, et comme un signe funeste, alors que les attaques contre le franc et le SME font rage. A voir la nervosité dont ont fait preuve les opérateurs étrangers et les pouvoirs publics, à leur publication, nul doute qu'ils aient servi d'argument dans la bataille qui se livrait à la veille d'un week-end tout à fait particulier puisqu'il coïncidait avec le grand chassé-croisé annuel des vacances d'été.

Avec le recul, cela explique d'ailleurs que le gouvernement en ait retardé l'annonce pendant près de trente-six heures - le dispositif des statistiques dès le jeudi 29 juillet - afin d'attendre, soit la fermeture des marchés, soit la moindre attention qui serait accordée à cette mauvaise nouvelle en raison des préparatifs de départ ou de retour. Ce faisant, il a pris le risque de fautes qui, se réduisant (le *Monde* du 30 juillet), n'ont fait qu'aggraver les tensions au cours de l'après-midi.

En dehors de ces circonstances tout à fait exceptionnelles, il n'en demeure pas moins que, après quatre mois de présence au pouvoir, la situation du chômage a de quoi inquiéter l'équipe d'Edouard Balladur qui a fait de l'emploi son premier objectif. Au cours du mois de juin, le nombre de demandeurs d'emploi, en données corrigées, s'est augmenté de 44 600 et la hausse, de 1,4 %, porte à 3 185 800 le record historique des personnes inscrites à l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi). Franchie en février, la barre des trois millions se trouve, ainsi, une fois de plus relevée, et, après cinq mois de progression continue, on ne voit pas comment le mouvement inverse pourrait s'amorcer de sitôt. Et en un an, il y a 261 100 chômeurs de plus (+9,5 %) et, à ce rythme, le sommet des 3,4 millions pourrait être atteint pour la fin de l'année.

Selon les critères du BIT (bureau international du travail), le constat n'est pas plus rassurant. On comptait 2 940 000 chômeurs à la fin de juin, soit une augmentation de 13,2 % en un an. Le taux de



chômage par rapport à la population active, qui passe à 11,6 %, progresse de 0,1 point en un mois et de 1,2 point en un an. Ce qui ne s'était jamais produit.

Les suppressions d'emplois  
s'accroissent

Mais c'est du côté des données brutes que les mouvements les plus préoccupants sont enregistrés. Redescendu en dessous des trois millions en mai, pour la première fois depuis octobre, le nombre des inscrits à l'ANPE s'est établi à nouveau à 3 003 256 (+9,1 % en un an). Sur-tout, la baisse mensuelle (+9 200) est la seule qui soit intervenue à cette époque de l'année depuis 1983, au moins, si l'on excepte l'augmentation plus modeste de juin 1991 (+1 300). En conséquence, la courbe amorcée une remontée plus précoce que d'habitude alors que, d'ordinaire, elle descend à son point annuel le plus bas à ce moment de la saison. Ce qui augure mal de la suite.

La aussi, plusieurs phénomènes expliquent la situation. A la fin de l'année scolaire, les jeunes se seraient inscrits plus rapidement que d'habitude, plus vite en tout cas que l'an dernier (+21,9 %) où ils avaient attendu l'automne. D'une façon générale, les hommes, qui sont leur âge, ont été plus touchés que les femmes par la perte d'emploi en raison de la multiplication des plans sociaux qui ont affecté les secteurs industriels, au point que, avec 53 100 licenciements économiques (+2,6 % en un an), un seul a été une fois de plus dépassé. Les nouvelles entrées dans le chômage en cours de mois (369 300, soit 9,7 % de plus en un an) traduisent ce gonflement sou-

dain qui compense, encore moins bien que les mois précédents, les flux de sorties (303 000, soit 7,1 % de moins).

Cela signifie que les suppressions d'emploi s'accroissent, tandis que se ralentissent davantage les reprises d'emploi et les stockages dans les dispositifs de traitement social. Autrement dit, le marché du travail est presque atone, malgré 94 600 offres (+18,4 % en un an), dont une sur six provient des contrats emploi-solidarité (CES, successeurs des TUC). D'ailleurs, les retours dans un emploi diminuent de 3,1 % en un an, de même que les départs de l'ANPE pour « autres motifs » (-11,8 %), qui peuvent y être asso-

ciés. Cela veut dire, de même, que les différentes mesures à la disposition du gouvernement perdent de leur efficacité ou qu'elles ne sont pas suffisamment activées. Globalement, le volume des stages a diminué de 7,7 % en un an. A l'exception des contrats emploi-solidarité (CES) et des contrats de retour à l'emploi (CRE) pour les chômeurs de longue durée, toutes les formules de soutien à l'emploi s'effritent ou s'écroulent.

C'est tout aussi vrai pour l'apprentissage, les contrats de qualification et d'adaptation, pourtant l'objet d'une intense mobilisation voulue par le premier ministre, que pour les exonérations de charges pour l'embauche du premier salarié ou l'exo-jeunes, il est vrai dépendantes de l'attitude des employeurs.

Alors que les tourmentes économiques et monétaires s'amplifient, toutes ces données montrent à l'évidence que le corps social est durablement atteint. L'ancienneté moyenne de chômage, évaluée à 362 jours, augmente d'une journée en un mois. Désormais, il y a 958 600 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (+2,5 % en douze mois). Mais, surtout, la gangrène menace. Alors que trois régions, les plus riches (Île-de-France, Alsace, Rhône-Alpes) affaiblissent il y a peu une aggravation du chômage supérieure à la moyenne nationale, elles sont onze, maintenant, à être dans la même situation. Seules les moins dotées en emplois, de longue date, le Limousin et l'Auvergne, voient encore, en revanche, le nombre de leurs chômeurs diminuer. Un très mauvais signe pour les mois à venir : la récession s'étend.

ALAIN LEBEAUE

A compter du 1<sup>er</sup> aoûtLes cotisations UNEDIC augmentent  
et les remboursements maladie diminuent

Comme prévu, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août la hausse des cotisations à l'UNEDIC, d'une part, et la modification des taux de remboursement des assurés sociaux, d'autre part. Pour les rémunérations inférieures au plafond mensuel de la Sécurité sociale (12 610 francs), le total des contributions à l'assurance-chômage va passer de 5,7 % à 6,6 %. Cette hausse de 0,9 % se décompose en une augmentation de 0,35 % pour la part salariale qui s'établit à 2,42 %, et de 0,55 % pour la part patronale portée à 4,18 %. Pour les salariés compris entre une et quatre fois le plafond de la Sécurité sociale, les cotisations patronales sont aussi de 4,18 % mais celles des salariés seront désormais de 2,97 % (+0,55 %).

Parallèlement, les taux de remboursement de la Sécurité sociale vont baisser de 5 points à compter du 1<sup>er</sup> août. Les remboursements passeront de 75 % à 70 % pour les booraires des praticiens et de

65 % à 60 % pour les « auxiliaires de santé » et les frais d'analyse et de laboratoire. Pour les médicaments principalement destinés au traitement des troubles ou affections « sans caractère habituel de gravité » (vignette bleue), les remboursements baissent de 40 % à 35 %. Pour ceux destinés aux maladies plus graves (vignette blanche), ils passent de 70 % à 65 %. Le forfait journalier, versé par les malades hospitalisés, est relevé de 50 à 55 francs.

Ces diminutions de remboursements « ne touchent pas les assurés sociaux bénéficiant d'une prise en charge à 100 % », précise le ministre des affaires sociales, ainsi que « les ressortissants du régime des travailleurs non salariés, non agricoles (la CANAM) ». Selon la Fédération nationale des mineurs FO, reçue à Matignon le 28 juillet, la baisse des remboursements ne sera pas appliquée aux ressortissants du régime minier.

## Au terme de sa visite à la Réunion

M. Perben annonce pour 1994 un avant-projet  
de loi d'orientation sur les DOM

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

Domitique Perben, ministre des DOM-TOM, a achevé, vendredi 30 juillet, une visite de quatre jours à la Réunion, au terme de laquelle il a refusé de souscrire au « mythe » de l'égalité ou de la parité sociales entre les départements d'outre-mer et la métropole. « Il faut arrêter de déconner », a-t-il déclaré sans ambages, en soulignant que, si la parité avait été érigée en dogme par la gauche, le gouvernement actuel n'a pas, lui, pour priorité de le reprendre à son compte.

Pour M. Perben, en effet, les « spécificités » des DOM nécessitent des adaptations législatives et techniques, que ce soit pour les prestations sociales ou pour le SMIC. Selon cette analyse, les « réalités locales » - marché étiqué, concurrence des pays voisins, où les coûts de production sont nettement inférieurs à ceux de l'île - dictent la ligne de conduite du gouvernement. Elles s'imposent d'autant plus que Paris est confronté à une crise économique qui dépasse largement l'Hexagone, comme le ministre l'a rappelé lors des étapes qu'il a faites dans de nombreuses communes.

Reprenant à son compte une formule qu'avait employée Michel Rocard lors de sa visite dans l'île, en 1991, M. Perben a souligné que l'époque des « Pères Noirs » est révolue et que les Réunionnais doivent, désormais, se considérer comme « partenaires » de la métropole et se « responsabiliser ». Lors d'un déjeuner, le 29 juillet, à Saint-André, chez Jean-Paul Virapoulle, député (UDF-

CDS), ce dernier avait déclaré au ministre que le gouvernement doit « faire la différence entre intégration-assimilation et intégration-adaptation ».

Avant de quitter l'île, M. Perben a annoncé que les conclusions de ses visites outre-mer - il ne lui reste plus à découvrir que Saint-Pierre-et-Miquelon - prendront la forme d'une « charte de progrès », dans le cadre d'un avant-projet de loi d'orientation qui serait soumis à l'examen des élus locaux et du gouvernement au printemps 1994. L'intergroupe parlementaire sur les DOM-TOM souhaitait, lui, la discussion d'un texte dès la session d'automne. Quant aux affaires qui agitent la Réunion (le *Monde* du 28 juillet), M. Perben a regretté l'« image négative » qu'elles donnent de l'île et souhaité « que la justice fasse son travail ».

ALIX DJOUX

M. Foucher (UDF) critique la décision du Conseil constitutionnel sur les universités. - Jean-Pierre Foucher, député (UDF-CDS) des Hauts-de-Seine, un des auteurs de la proposition à l'origine de la loi sur les universités, annulée par le Conseil constitutionnel (le *Monde* du 30 juillet), déclare, dans le *Figaro* du 31 juillet : « On peut se demander dans quelle mesure cette décision n'est pas plus politique que respectueuse de la Constitution. (...) Il se demande si le Conseil, qui « doit assumer son rôle de gardien de la Constitution en ce qui concerne les textes », n'a « outrepassé » pas ce rôle.

## SOMMAIRE

SUR LA ROUTE  
DES CROISADES

12. - Konye, l'appel des der-  
viches..... 2

## ÉTRANGER

La général Cot prépare les plans  
d'un événement retentissant de la FOR-  
PRONU..... 3  
Les États-Unis étudieront l'évan-  
guélisme de la reide aériens sur Sare-  
jevo..... 4  
Turquie : près du site d'Éphèse,  
un attentat à la bombe fait dix-huit  
blessés dont cinq touristes..... 4  
Italie : les obèses des victimes  
de la vie Palestro..... 4  
Liban : la Syrie négocie avec le  
Hizbollah à l'iran les conditions  
d'un arrêt des bombardements..... 5  
« Loin des capitales » : Ayres Rock,  
cour rouge des antipodes, per-  
Jean-Pierre Langellier..... 5

## SOCIÉTÉ

Affaire OM-Valenciennes : l'ancien  
ministre Jacques Mellick témoi-  
surprise de Bernard Tapie..... 6  
La fermeture de la dernière mine  
de fer en Lorraine..... 6  
Les difficultés d'une « opération  
pilote » pour les jeunes banalis-  
sards à Saint-Ouen..... 7  
Trahison du cancer : des char-  
chaurs français obtiennent des  
résultats encourageants par théra-  
pie génique..... 7

## CULTURE

Chez les peintres : Frank Stella... 9  
Avignon : Fadhel Jebel, maître en  
acène tunisien disciple de Pater  
Brook..... 10

## ÉCONOMIE

Le tourment monétaire et l'avenir  
du SME..... 11  
Revue des valeurs..... 12  
Crédits, changes,  
grande marchés..... 13

## Services

Abonnements..... 7  
Camat..... 7  
Météorologie..... 10  
Mots croisés..... 8  
Télévision..... 10  
Spectacles..... 8

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LEM

Ca numéro comporte un cahier  
« Radio-télévision »  
forté de 1 à 32

Le numéro du « Monde »  
daté 31 juillet 1993  
a été tiré à 450 238 exemplaires.

**GLOBE**  
Hebdo

50 ANS  
DE SEXE  
DROGUE  
ET ROCK  
N° ROLL  
**JAGGER**

l'interview  
anniversaire  
page 54

**Tapie-Duras**  
La confession

**GLOBE** Journal utile pour **15 F**  
monde compliqué